

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Epargne et investissement en Grande-Bretagne, de 1946 à 1954, par F.W. Paish — Etat et problèmes actuels de la pêche maritime belge — Bibliographie sur la situation monétaire et financière de la Belgique — Législation économique — Graphiques de la situation économique de la Belgique — Statistiques.

EPARGNE ET INVESTISSEMENT EN GRANDE-BRETAGNE DE 1946 A 1954

par M. F.W. PAISH,
Professeur à l'Université de Londres.

1. Produit intérieur réel et revenu national réel.

Un observateur de la situation économique du Royaume-Uni à la fin de la guerre aurait sans doute été bien pessimiste au sujet des possibilités de retrouver, et à fortiori de dépasser avant longtemps, les niveaux du revenu national réel et du standard de vie dont le pays avait bénéficié avant la guerre. La détérioration de la situation économique n'était pas tant le fait des destructions physiques encourues pendant la guerre — encore que celles-ci n'aient pas été négligeables —, que d'une quantité d'autres éléments. C'est ainsi que l'on notait de très sérieux retards dans l'entretien et le remplacement de la masse des capitaux fixes, immobiliers et autres, l'amoindrissement des stocks, spécialement de produits finis, le sacrifice de près du tiers des 4.000 millions de livres sterling d'avoirs étrangers accumulés avant la guerre, l'accroissement de la dette extérieure à court terme en sterling, dont le montant, d'environ 600 millions de livres en 1939 avait sextuplé en 1945. Enfin, et c'était peut-être le plus grave, les termes d'échange qui en 1946 étaient déjà fort défavorables au Royaume-Uni, montraient une tendance à s'altérer encore.

Cependant, la diminution du revenu national causée par la perte des revenus d'investissements à l'étranger et par des termes d'échange peu favorables avait été plus que compensée par la hausse remarquable de la production intérieure. Cette hausse, qui

apparaît dans les colonnes 1 et 2 du tableau I, bien qu'inférieure peut-être à celle qui a été enregistrée dans d'autres pays belligérants, avait été plus rapide qu'au cours de n'importe quelle période antérieure comprenant un nombre égal d'années pour lesquelles des statistiques sont disponibles.

La hausse de la production s'est surtout manifestée depuis 1947. De 1938 à 1947, l'accroissement était estimé à 6 p.c.; il était donc proportionnellement beaucoup moindre que l'accroissement du nombre de personnes occupées, et à peine suffisant pour contrebalancer la perte de revenus motivée par le changement de la position financière internationale du pays. Par contre, pour chacune des sept années suivantes, à l'unique exception de 1952, la production s'accrut de manière sensible, de 25 p.c. environ pour l'ensemble de la période, soit à un taux moyen annuel de plus de 3 p.c. Ce taux équivaut à plus du double de celui de la période d'entre-deux-guerres; il est à peu près égal au taux d'augmentation de la production durant la période comprise entre 1932 et 1937, pendant laquelle le pays se remettait de la grande crise et le chômage diminuait rapidement. De plus, la hausse enregistrée depuis 1947 s'est réalisée dans une situation de plein emploi, ou fort voisine du plein emploi, et sans que le nombre total de personnes occupées augmente de plus de 5 p.c., de telle sorte que c'est réellement l'amélioration de la productivité qui doit être considérée comme le facteur déterminant.

Grâce à la rapidité de la reprise, seule une faible partie de la hausse fut absorbée par la détérioration postérieure des termes d'échange; le caractère de ces derniers fut cependant à ce point défavorable, en 1951, qu'il élimina presque totalement le bénéfice

que l'accroissement de la production aurait apporté au revenu national réel. En 1953 et 1954, par contre, les effets de la reprise furent renforcés à la fois par une amélioration des termes d'échange et des revenus d'investissements à l'étranger, de telle sorte que

Tableau I.

Produit national brut et revenu national brut
(à prix constants de 1938)

Sources : Les colonnes 1 et 2 sont basées sur « National Income and Expenditure, 1955 » Tableaux 1, 12, 25 et 47.
Les colonnes 3, 4, 5 et 6 sont des estimations de l'auteur.

	Produit national brut		Revenu net d'investissements extérieurs millions de £ (3)	Rectification des termes d'échange millions de £ (4)	Revenu national brut à prix constants	
	millions de £ (1)	indice 1938 = 100 (2)			millions de £ (5)	indice 1938 = 100 (6)
1938	4.983	100,0	192	—	5.175	100,0
1946	5.210	104,5	20	— 55	5.175	100,0
1947	5.285	106,0	45	— 110	5.220	100,8
1948	5.470	109,7	65	— 130	5.405	104,4
1949	5.700	114,4	55	— 130	5.625	108,7
1950	5.830	117,0	100	— 200	5.730	110,7
1951	6.075	121,8	50	— 380	5.745	111,0
1952	6.050	121,4	25	— 260	5.815	112,3
1953	6.270	125,8	55	— 185	6.140	118,6
1954	6.550	131,4	55	— 205	6.400	123,8

pour ces deux années seulement, le revenu national augmenta de près de 10 p.c.; les effets sur le niveau de prospérité générale furent parfaitement visibles, car la hausse du revenu national fut proportionnellement plus forte que l'accroissement de la population. En 1954, le revenu réel par tête d'habitant, qui, malgré la diminution du chômage, s'était situé en 1947 considérablement plus bas qu'en 1938, dépassa de 15 p.c. le niveau d'avant-guerre (ou de 12 p.c. seulement si l'on considère plutôt l'estimation moins élevée basée sur les données différentes du tableau IIIb).

2. La tendance à l'inflation et le volume de l'épargne.

Bien que l'expansion du revenu national réel du Royaume-Uni ait depuis la guerre dépassé ce à quoi l'on pouvait raisonnablement s'attendre, d'autres éléments évoluèrent d'une façon moins satisfaisante. Une forte tendance à l'inflation était sous-jacente déjà à la fin de la guerre. A l'opposé de la guerre de 1914-18, la seconde guerre mondiale avait été financée à des taux d'intérêt très bas. Ceux-ci furent rendus possibles à la fois par une forte augmentation du volume des salaires et des autres paiements de l'Etat — hausses partiellement financées par des emprunts du gouvernement auprès des banques —, et par des contrôles directs très stricts des dépenses des entreprises et des particuliers, tant pour la consommation que pour les investissements. Le résultat était que les bénéficiaires de revenus n'avaient d'autre choix que d'accumuler cet argent qu'ils ne pouvaient dépenser, ou de le prêter à nouveau à l'Etat. Tandis que les sommes prêtées à l'Etat permettaient de maintenir des taux d'intérêt peu élevés, celles que l'on préférait conserver augmentaient les liquidités fiduciaires ou les dépôts ban-

caires; le rapport entre la quantité de monnaie (billets et dépôts bancaires) et le total des dépenses intérieures à prix courants passa de 46 p.c. en 1938 à 54 p.c. en 1945. De plus, une grande partie de l'argent prêté à l'Etat pendant la guerre fut investie de telle sorte que son remboursement au pair puisse être réclamé à tout moment ou dans un délai très bref, c'est-à-dire en certificats de Trésorerie, dépôts d'épargne, certificats d'épargne finançant les dépenses de guerre, emprunts de la Défense et autres papiers à court terme. De cette façon, le montant du pouvoir d'achat immédiatement disponible du public s'était accru dans une très forte mesure. De plus, comme la majeure partie de cette épargne de guerre représentait des dépenses postposées contre le gré de ses détenteurs, beaucoup d'entre eux, particuliers et hommes d'affaires, attendaient avec impatience le moment où la levée des restrictions leur permettrait de se servir des montants épargnés pour regarnir leurs stocks et renouveler leur matériel.

Cette situation d'inflation potentielle fut encore aggravée par la politique du gouvernement durant les deux années qui suivirent la fin de la guerre, lorsqu'on s'efforça de faire baisser plus encore le taux d'intérêt par une nouvelle expansion de la quantité de monnaie en circulation, tout en essayant de réduire son utilisation au moyen de contrôles directs. Le résultat de cette politique se lit dans l'accroissement du rapport entre la quantité de monnaie et le total des dépenses intérieures : de 54 p.c. en 1945, il passe à 60 p.c. en 1946 et à 61 p.c. en 1947. Pendant ce temps, le rendement des emprunts consolidés est ramené jusqu'à 2,5 p.c. pour une courte période de temps au début de 1947.

On se rendit heureusement compte, au cours de l'année 1947, que cette politique visant à faire bais-

ser le taux d'intérêt par une expansion monétaire était désastreuse pour l'économie. Les contrôles physiques, qui avaient effectivement limité les dépenses en temps de guerre, se révélèrent beaucoup moins efficaces en temps de paix; au même moment, l'expansion de la production fut contrariée par la crise charbonnière du début de 1947. Le résultat de cette politique fut que la hausse des prix, qui avait été modérée durant les dernières années de la guerre, s'accéléra fortement, et que le développement consécutif des importations — qui s'ajouta à un mouvement similaire dans d'autres pays de la zone sterling — détermina une crise sévère de la balance des paiements en automne 1947. A tout le moins, cette dernière fut à l'origine du changement d'attitude du gouvernement, qui se manifesta pour la première fois par le dépôt du budget de novembre 1947 et s'accrut dans le budget d'avril 1948. Dans le cadre de cette politique, l'épargne nécessaire à financer les investissements devait être fournie, non plus grâce

à une épargne personnelle artificiellement créée par des restrictions directes de la consommation, mais au moyen de surplus budgétaires obtenus par un alourdissement de la taxation et une réduction des dépenses. En même temps, une pression fut exercée sur les entreprises afin qu'elles pratiquent un large autofinancement et maintiennent assez bas le niveau de leurs dividendes, en dépit de l'augmentation de leurs bénéfices; de même, des restrictions sur les projets d'investissements nouveaux amenèrent, sinon la diminution voulue de la formation de capital fixe, du moins une notable réduction du montant des travaux en cours d'exécution. Les résultats de ces mesures sont clairement visibles dans les tableaux II et III. Les profits non distribués des sociétés augmentèrent de plus de 75 p.c. et l'épargne du gouvernement quintupla presque en un an, de telle sorte que même avec une disparition presque totale de l'épargne individuelle, le niveau réel de l'épargne nationale dépassa de beaucoup celui de 1938.

Tableau II.

Sources de l'épargne brute
(amortissements non déduits)

Sources : Tableau basé sur « National Income and Expenditure, 1955 », Tableaux 6 et 45. Chiffres entre parenthèses partiellement estimés.

	Particuliers	Entreprises privées	Entreprises publiques	Gouvernement	Pouvoirs locaux	Modifications des provisions fiscales	Total
<i>A. En millions de £ à prix courants</i>							
1938	(277)	(364)	4	— 156	75	+ 22	586
1946	(316)	(493)	11	— 454	63	— 40	389
1947	(106)	(385)	11	104	58	+ 246	910
1948	25	715	17	496	71	+ 182	1.506
1949	83	771	86	590	77	+ 24	1.631
1950	36	832	95	544	79	+ 134	1.720
1951	172	673	69	497	68	+ 512	1.991
1952	775	926	155	380	71	— 34	2.273
1953	895	1.192	180	187	109	+ 11	2.574
1954	843	1.260	192	242	109	+ 162	2.808
<i>B. En pour-cent de l'épargne totale.</i>							
1938	(47)	(62)	1	— 27	13	4	100
1946	(81)	(126)	3	— 117	16	— 10	100
1947	(12)	(42)	1	11	6	27	100
1948	2	47	—	33	5	12	100
1949	5	47	5	36	5	2	100
1950	2	48	5	32	5	8	100
1951	9	34	3	25	3	26	100
1952	34	41	7	17	3	— 2	100
1953	35	46	7	7	4	1	100
1954	30	45	7	9	4	6	100

Remarque : Il est possible d'établir un tableau de l'épargne, à condition d'accepter certaines conventions. Dans le tableau II, l'épargne des différents secteurs de l'économie est calculée avant le paiement des taxes et avant tout transfert en compte capital. Ainsi par exemple, l'épargne individuelle est calculée avant le paiement des droits de succession, mais aussi avant celui des indemnités pour dommages de guerre. En second lieu, les additions ou les soustractions des réserves pour paiement d'intérêts et de dividendes des compagnies sont traitées comme des augmentations ou des diminutions de l'épargne des entreprises. En ce qui concerne cependant les modifications des provisions fiscales des entreprises, qui ont été fort importantes en certaines années, les opinions ont été divergentes : fallait-il les considérer comme une épargne des entreprises ou du gouvernement ? Elles ont été traitées séparément. Tous les chiffres des tableaux II et III ont été calculés après constitution d'une provision, de manière à permettre l'amortissement des stocks et des fonds de roulement; cependant, les chiffres du tableau II sont établis avant constitution d'une provision pour dépréciation de l'immobilisé.

L'accroissement du niveau de l'épargne totale par la politique des surplus budgétaires eut pour effet de ralentir la constitution des dépôts bancaires; car le gouvernement put se permettre non seulement de financer les besoins en capital du secteur public, mais aussi de réduire sa dette logée dans les banques. Ces dernières furent en mesure de développer leurs avances à l'industrie sans hausse correspondante du total de leurs dépôts. Etant donné l'abondance du

pouvoir d'achat existant, cette politique ne suffit pas à elle seule à supprimer la pression inflationniste qui pesait sur l'économie; mais à partir de ce moment, la proportion entre la quantité de monnaie et le total des dépenses intérieures déclina continuellement, revenant d'un maximum de 61 p.c. en 1947 à 56 p.c. en 1949, à 49 p.c. en 1951 et à 45 p.c. en 1954. En 1955, ce pourcentage est vraisemblablement tombé à un niveau encore plus bas; proba-

blement inférieur à celui de 1938, qui était de 46 p.c. En 1938 d'ailleurs, il semble y avoir eu un excès de pouvoir d'achat dans l'économie; le pourcentage de cette année devait être probablement supérieur à celui des années qui suivirent la fin de la première guerre mondiale, et également au-dessus des niveaux normaux d'avant 1914.

Les excédents prévus au budget de novembre 1947 et aux suivants, amenèrent une amélioration de la balance des paiements qui apparaît déjà au cours de l'année 1948. Leur efficacité ne fut pas parfaite, en ce sens qu'on ne put éviter la dévaluation de 1949 : mais celle-ci résulte plus de la surévaluation de la livre sterling par rapport au dollar et de la diminution des réserves en dollars du reste de la zone sterling, que de la réapparition d'une quelconque pression inflationniste au Royaume-Uni.

Lorsqu'en 1950, le déclenchement des hostilités en Corée obligea le gouvernement à augmenter les dépenses militaires, il se trouva dans une position très délicate : le maintien de bonis budgétaires à un niveau aussi élevé, tout en augmentant à la fois les dépenses sociales et militaires, impliquait un alourdissement nouveau et sérieux de la fiscalité. Mais les impôts sur les revenus les plus élevés et sur les bénéfices industriels étaient déjà si lourds qu'un nouvel accroissement n'aurait certainement eu pour effet que de réduire l'épargne des entreprises et d'inciter les particuliers à prélever sur leur capital. Par ailleurs, l'accentuation de la charge fiscale pesant sur les personnes jouissant des revenus les plus bas aurait constitué une mesure extrêmement impopulaire et aurait pu affecter leur incitation au travail. Le gouvernement dut se contenter, en 1950 et 1951, de fournir dans l'épargne nationale une part plus réduite que celle qu'il avait constituée pendant les années 1948 et 1949. L'effet des entraves apportées à la reconstitution de l'épargne fut compensé en 1950 par une forte diminution des stocks (voir tableau V). Mais lorsque le pays dut, en 1951, reconstituer ses stocks appauvris sans que l'on ait, en contrepartie, restauré sensiblement le niveau de l'épargne, une nouvelle crise extrêmement sévère de la balance des paiements réapparut, au milieu de laquelle se produisit un changement de gouvernement.

Avec l'accession au pouvoir du parti conservateur, à la fin de l'automne de 1951, fut inaugurée une nouvelle politique : l'ancienne méthode, qui consistait à contrôler l'inflation en limitant directement la quantité de monnaie en circulation et en haussant les taux d'intérêt, fut appliquée à nouveau après vingt ans d'abandon. Que la nouvelle politique ait si rapidement porté ses fruits semble surtout avoir été le fait d'une évolution imprévisible et apparemment sans relation avec elle, au surplus aussi extraordinaire que surprenante. L'épargne personnelle, qui de 1947 à 1950 avait été négligeable, avait montré quelques signes de rétablissement en 1951. Mais en 1952, elle fit soudain un bond en avant,

quadrupla en une seule année, retrouvant ainsi, en une fois, à peu près le niveau de l'avant-guerre. Tandis que les effets de cette augmentation de l'épargne des particuliers étaient immédiatement perceptibles, sous la forme d'une hausse de la demande de biens de consommation, — spécialement des textiles, de l'habillement et de l'équipement ménager — on put en voir un autre signe, plus faible il est vrai, dans la situation des investisseurs institutionnels, intermédiaires par lesquels s'investit la masse des épargnes individuelles : compagnies d'assurance sur la vie, fonds de pension, sociétés immobilières, caisses d'épargne, certificats nationaux d'épargne et autres; mais il fallut plusieurs mois avant que l'on ne réalisât l'ampleur de cette épargne nouvelle.

Depuis la fin de la guerre jusqu'à la fin de 1951, l'accumulation de ces différentes formes visibles de l'épargne individuelle avait régulièrement dépassé les statistiques du total identifié de l'épargne des particuliers, parfois de 500 millions de livres, et même plus (1). Cet écart était généralement attribué au fait qu'il était compensé par des montants importants et non recensés correspondant à des consommations en capital.

En 1952 cependant, la plus grande part de cet écart disparut brusquement et la somme de toutes les formes visibles de l'épargne individuelle atteignit à peu près l'équivalent du total recensé. Les motifs de ce développement soudain et important ne sont pas clairs. L'explication qui semble la plus plausible serait qu'au cours de la période 1946-1951, une partie de l'épargne accumulée durant la guerre ne fut pas dépensée, non que ses détenteurs aient désiré effectivement épargner, mais en raison du fait qu'ils n'en avaient guère l'occasion. Il s'est vérifié qu'au fur et à mesure du développement de l'offre de marchandises et de la levée des restrictions sur les dépenses, une partie de la population dépensa l'épargne accumulée, qui passa progressivement aux mains de ceux qui continuaient à épargner, généralement par l'intermédiaire des investisseurs institutionnels.

Le processus de reconstitution, entre les mains des consommateurs, des stocks de biens durables prit fin en 1951, en raison, d'une part, de l'épuisement du volume de l'épargne involontairement accumulée et, d'autre part, de la satisfaction des besoins les plus urgents; la diminution de la demande de ces biens qui se produisit en 1952 indique la fin du boom de restockage d'après-guerre, boom vraisemblablement prolongé quelque temps encore par la guerre de Corée. Aussi la légère récession de 1952 peut-elle être considérée comme l'image fort atténuée de la dépression de l'année 1921 qui avait marqué, après la première guerre mondiale, la fin d'un boom de stockage beaucoup plus court et plus violent.

(1) Voir C. T. Saunders « Some Problems in the Estimation of Personal Savings and Investment », dans *The Review of Economic Studies*, 1954-55 n° 58.

C'est avant tout le redressement remarquable de l'épargne individuelle depuis 1952 qui permit au pays de financer, au cours de ces trois dernières années, un volume accru d'investissements, en dépit du volume beaucoup plus réduit de l'épargne du secteur public (voir tableaux V et VI). En 1954 cependant, des signes d'un certain essoufflement de l'épargne individuelle se firent jour, en dépit de la hausse continue des revenus réels des particuliers;

il n'est pas exclu que cette situation ait perduré en 1955, bien que la récente poussée inflationniste et les difficultés consécutives de la balance des paiements soient probablement plus le fait d'une augmentation des investissements en biens immobilisés que d'une diminution de l'ensemble des épargnes.

Les efforts poursuivis depuis la guerre pour financer un volume accru d'investissements, à un moment où l'Etat lui-même augmentait sa consommation de

Tableau III A.

Utilisation du revenu national brut

(à prix courants)

Sources : « National Income and Expenditure, 1955 », tableau I; « Net investments in fixed assets in the United Kingdom, 1938-1953 », par Philip Redfern. (Journal of the Royal Statistical Society, Series A, Volume 118, Part 2, 1955). Les chiffres entre parenthèses sont des estimations de l'auteur.

	Dépenses de consommation		Dépenses des pouvoirs publics en biens et services		Dépréciation du capital fixe		Epargne nette		Total
	millions de £	p.c. du total	millions de £	p.c. du total	millions de £	p.c. du total	millions de £	p.c. du total	
1938	4.394	76,3	772	13,4	361	6,3	225	3,9	5.752
1946	7.178	72,8	2.291	23,2	(740)	(7,5)	(-351)	(-3,6)	9.858
1947	7.934	75,0	1.743	16,5	(800)	(7,5)	(110)	(1,0)	10.587
1948	8.505	72,2	1.761	15,0	901	7,7	605	5,1	11.772
1949	8.905	71,2	1.977	15,8	959	7,7	672	5,4	12.513
1950	9.405	71,3	2.067	15,7	1.036	7,8	684	5,2	13.192
1951	10.104	69,5	2.439	16,8	1.202	8,3	789	5,4	14.534
1952	10.570	67,1	2.893	18,4	1.346	8,6	927	5,9	15.736
1953	11.168	66,3	3.083	18,3	1.407	8,4	1.167	6,9	16.825
1954	11.854	66,7	3.099	17,4	(1.480)	(8,3)	(1.328)	(7,5)	17.761

biens et de services, à la fois pour son programme de sécurité sociale et, plus tard, pour le réarmement, ont évidemment eu pour conséquence un abaissement du niveau de la consommation. Les modalités ont été diverses : le rationnement, la hausse des prix et l'alourdissement de la fiscalité ont exercé chacun leur influence, mais le résultat fut identique. Comme il apparaît au tableau IIIA, la part du revenu national dévolue à la consommation individuelle s'est temporairement élevée en 1947, mais diminua ensuite considérablement. Elle revint d'environ 75 p.c. en 1947 à un peu plus de 66 p.c. en 1953, et ce n'est qu'en 1954 seulement qu'elle augmenta quelque peu. Cependant, la part des dépenses de l'Etat passa de

15 p.c. en 1948 à près de 18,5 p.c. en 1952, et ne diminua qu'en 1954, tandis que la part de l'épargne brute (c'est-à-dire l'épargne nette plus les amortissements) augmenta de 8,6 p.c. en 1947 à 12,8 p.c. en 1948 et à 15,8 p.c. en 1954. Ces pourcentages établis en fonction du revenu national exprimé en prix courants, ne font pas apparaître la stagnation de la consommation individuelle totale de la même manière que s'ils avaient été établis en fonction du revenu national réel, car la moyenne des prix des biens de consommation augmenta proportionnellement moins vite que les autres prix (en partie grâce aux subventions pour les produits alimentaires et les loyers, et aux blocages de ces derniers).

Tableau III B.

Utilisation du revenu national brut

(à prix constants de 1938)

Sources : « National Income and Expenditure, 1955 ». Tableaux 1, 22, 46 et 47. Les colonnes 4, 5, 10 et 11, de même que les chiffres entre parenthèses, sont des estimations de l'auteur.

	Dépenses de consommation			Dépenses des pouvoirs publics en biens et services		Dépréciation du capital fixe		Epargne nette aux prix de formation du capital fixe		Revenu national brut à prix constants de 1938	
	millions de £	indice 1938 = 100	indice par tête d'habitant 1938 = 100	millions de £	indice 1938 = 100	millions de £	indice 1938 = 100	millions de £	indice 1938 = 100	millions de £	indice 1938 = 100
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
1938	4.394	100	100	772	100	361	100	225	100	5.752	100
1946	4.230	96,2	93,0	1.378	178,5	(364)	(100,8)	(-168)	(-74,6)	5.804	100,9
1947	4.370	99,3	95,2	940	121,8	(376)	(104,1)	(49)	(21,8)	5.735	99,7
1948	4.360	99,2	94,5	933	121,0	389	107,7	253	112,5	5.935	103,1
1949	4.460	101,5	95,9	1.015	131,5	403	111,6	278	123,4	6.156	107,0
1950	4.560	103,8	97,8	1.002	129,8	417	115,5	275	122,2	6.254	108,7
1951	4.520	102,8	96,5	1.083	140,3	433	119,8	281	124,8	6.317	109,8
1952	4.480	101,9	95,3	1.202	155,7	441	122,2	294	130,6	6.417	111,5
1953	4.650	105,8	98,9	1.243	159,8	454	125,8	370	164,4	6.708	116,6
1954	4.850	110,3	102,8	1.218	157,8	(472)	(130,7)	(420)	(186,6)	6.960	121,0

Néanmoins, le tableau IIIB montre que l'augmentation des dépenses globales des consommateurs à prix constants s'établit à 2,5 p.c. seulement de 1947 à 1952, ce qui implique qu'il n'y eut aucune hausse des dépenses par tête d'habitant. En effet, ce ne fut qu'en 1953 que la consommation par tête d'habitant augmenta d'une manière appréciable comparativement au niveau de 1947, et l'on estime que ce n'est qu'en 1954 qu'elle dépassa le niveau d'avant-guerre. Cette constatation ne contredit pas le fait que pendant toute la période d'après-guerre, une grande partie de la population a joui d'une situation bien meilleure qu'avant la guerre, car d'une part les dépenses accrues de l'Etat pour la sécurité sociale et particulièrement pour le Service de Santé ont libéré beaucoup de consommateurs du souci de dépenses auxquelles ils devaient précédemment faire face, ou leur ont procuré des services additionnels; d'autre part la grande redistribution des revenus qui s'est produite depuis 1938 a impliqué une très large réduction de la consommation de la minorité bénéficiant des revenus les plus élevés.

En dépit de l'augmentation absolue de la consommation privée depuis 1952, la proportion du revenu national consommée par les particuliers était toujours moindre en 1954 qu'au cours des deux années précédentes; il en était de même de la part consommée par l'Etat. En conséquence, l'épargne globale augmenta fortement, puisqu'elle absorbait une plus large proportion d'un revenu national réel croissant. Si nous rapprochons l'épargne nette, telle qu'elle est estimée en prix courants, de l'indice du coût du capital fixe, il apparaît que l'épargne nette réelle en 1954 a été presque de moitié plus élevée qu'au cours des trois années précédentes, et presque double de celle de 1938. C'est sans aucun doute cet afflux de

l'épargne réelle qui donna au Chancelier de l'Echiquier ce sentiment de sécurité lorsqu'il édifia et encouragea des plans plus larges de divers investissements fixes. L'expérience de l'année passée semblerait indiquer que les efforts entrepris pour la réalisation de ces plans se sont révélés trop importants, même dans le cadre du niveau accru de l'épargne nationale.

III. Les investissements dans le pays et à l'étranger.

Il reste maintenant à opposer au volume de l'épargne au Royaume-Uni les montants et les modalités des investissements financés à l'aide de ces capitaux. Cependant, il convient de noter en tout premier lieu, que le Royaume-Uni a pu financer, au cours de la période étudiée, des investissements supérieurs à sa propre épargne, grâce à une série de dons et de prêts reçus d'autres pays, spécialement des Etats-Unis, et par d'autres transferts de capitaux en provenance de l'extérieur, qui résultent apparemment pour une grande part de la liquidation d'avoirs gouvernementaux. Il eût été possible de faire apparaître ces transferts de capital comme des importations de capital ou des investissements étrangers négatifs. Leur rapatriement n'ayant cependant causé aucune diminution des revenus d'investissements, il semble plus objectif de les inclure dans les montants destinés à l'investissement intérieur.

Ces dons, prêts et transferts de capital en provenance de l'étranger, qui sont venus s'ajouter aux ressources internes disponibles pour l'investissement, ont été importants entre 1946 et 1951, mais comme le montre le tableau IV, leur montant a fort diminué depuis lors.

Tableau IV.

Ressources totales disponibles pour les investissements (en millions de £ à prix courants)

Sources : Tableau III A; « National Income and Expenditure, 1955 », Tableau 6.

	Capitaux fixes à amortir	Epargne nette	Dons en capital reçus de l'étranger	Autres transferts de capitaux étrangers	Total des ressources disponibles pour les investissements
1938	361	225	—	—	586
1946	(740)	(-351)	—	164	553
1947	(800)	(110)	30	129	1.069
1948	901	605	138	96	1.740
1949	959	672	154	35	1.820
1950	1.036	684	140	28	1.888
1951	1.202	789	43	36	2.070
1952	1.346	927	—	37	2.310
1953	1.407	1.167	—	46	2.620
1954	(1.480)	(1.328)	—	34	2.842

Il faut noter que la rubrique « Dons de provenance étrangère » du tableau IV inclut les recettes nettes de l'Aide Marshall, mais non « l'aide en faveur de la défense ». Cette dernière est considérée, non comme un transfert de capital, mais comme une diminution des dépenses de l'Etat; d'ailleurs, on peut présumer qu'elle a été considérée comme une rétri-

bution de services rendus aux Etats-Unis sur le plan militaire.

Il existe trois grandes catégories d'investissements qui doivent être financés au moyen de l'épargne totale. Normalement, la plus importante d'entre elles consiste en investissements bruts intérieurs de capital fixe — c'est-à-dire le remplacement, l'extension

et l'aménagement de tous les avoirs qui sont considérés, du point de vue statistique, comme des composants du capital immobilisé de la nation. La définition du concept « immobilisé » repose évidemment plus sur une convention statistique que sur les bases d'un principe logique. Un véhicule servant au transport de personnes acheté par une entreprise est considéré comme une augmentation de ses immobilisations, à moins qu'il ne soit acquis pour la revente, auquel cas il devient un accroissement du fonds de roulement. Mais si ce véhicule est acheté par un particulier, il est considéré comme immédiatement consommé. De plus, l'unique « modalité statistique » pour un consommateur d'acquérir un avoir immobilisé est d'acheter une habitation. Si par hasard la nouvelle maison contient un placard dans le mur, le coût du placard est compris dans le prix d'acquisition du bâtiment et ce placard fera partie du capital de la nation. Mais si le constructeur achète ultérieurement et installe une garde-robe, sa dépense n'accroîtra que la consommation courante. Ainsi, la distinction entre les biens investis et consommés est-elle arbitraire et illogique, et ce manque de logique dans le partage entre les deux peut avoir d'importants résultats pratiques lorsqu'un gouvernement essaie en même temps de restreindre la consommation et d'encourager les investissements.

La seconde catégorie d'investissements dans le pays consiste en une addition au total, ou dans la négative, en une déduction du total des matières premières disponibles en stocks ou en cours de fabri-

cation, et des produits finis prêts à la vente. Elle peut aussi inclure les stocks peu importants d'équipements productifs, comme des articles de bureau et des ustensiles. La ligne de partage exacte entre les fonds de roulement et les immobilisations est à nouveau arbitraire; elle dépend partiellement d'un nombre de décisions légales non entièrement logiques, dont l'application peut varier légèrement d'une firme à l'autre. La distinction opérée dans les statistiques du revenu national reflètent vraisemblablement celle qu'opère chaque entreprise dans sa propre comptabilité.

La troisième catégorie d'investissements comprend les investissements extérieurs nets, y compris les modifications des réserves en or, qui, au Royaume-Uni, sont presque entièrement aux mains du Fonds d'Égalisation des Changes. Les investissements extérieurs nets constituent le solde final obtenu après avoir compensé à l'entrée et à la sortie les innombrables mouvements des capitaux à long et à court terme. Ils sont égaux, dans la balance des paiements, au solde positif des revenus, des dons en capital, etc. en provenance de l'étranger.

Dans le tableau V, le total de ces trois catégories d'investissements est obtenu de façon à égaler le total des ressources disponibles pour l'investissement. De petits montants ajoutés ou déduits représentent les erreurs et omissions.

Un fait remarquable apparaît dans le tableau V : c'est le contraste entre, d'une part, la stabilité relative du surplus des ressources disponibles pour l'in-

Tableau V.

Utilisation des ressources d'investissements
(en millions de £ à prix courants)

Sources : Tableau IV; « National Income and Expenditure, 1955 », Tableau 6.

	Ressources totales disponibles pour investissements (1)	Formation brute de capital fixe (2)	Différence entre (1) et (2) (3)	Modifications des stocks et des encours de fabrication (4)	Investissements extérieurs nets (5)	Erreurs et omissions (6)
1938	586	656	— 70	—	— 70	—
1946	553	905	— 352	— 54	— 298	—
1947	1.069	1.173	— 104	+ 309	— 413	—
1948	1.740	1.406	334	+ 175	139	+ 20
1949	1.820	1.552	268	+ 65	185	+ 18
1950	1.888	1.678	210	— 210	440	— 20
1951	2.070	1.851	219	+ 575	— 360	+ 4
1952	2.310	2.039	271	+ 50	259	— 38
1953	2.620	2.305	315	+ 125	217	— 27
1954	2.842	2.452	390	+ 225	160	+ 5

vestissement après déduction des montants nécessaires pour l'amortissement intérieur, et, d'autre part, les fluctuations violentes des deux autres formes d'investissements. Tandis que le surplus de ressources disponibles après la satisfaction des besoins en biens de capitaux fixes fluctuait, pour la période 1948 à 1954, entre un minimum de 210 millions de livres en 1950, et des maxima de 334 et 390 millions de livres, respectivement en 1948 et 1954, les fluctuations dans le volume réel des stocks se situent entre un minimum de — 210 millions de livres en 1950 et

un maximum de + 575 millions en 1951; dans les investissements extérieurs, l'écart varie entre + 440 millions en 1950 et — 360 millions en 1951. On voit donc clairement qu'avec un surplus annuel relativement stable de ressources disponibles pour le financement de ces deux types combinés d'investissements, toute augmentation importante des stocks ne pouvait jamais se faire qu'aux dépens des exportations de capitaux, tandis que d'importants investissements à l'étranger ne pouvaient s'effectuer que dans une année où les stocks diminuaient. Il

est intéressant de noter par exemple que 1950, c'est-à-dire l'année où les ressources disponibles pour ces deux catégories d'investissements furent les plus faibles, fut aussi l'année pendant laquelle les investissements extérieurs furent abondants (principalement sous forme d'accroissement des réserves d'or). En 1950 précisément, ces investissements furent réalisés grâce à une forte diminution des stocks. Par ailleurs, en 1951, le désinvestissement extérieur, qui traduit la crise aiguë de la balance des paiements, semble avoir eu pour contrepartie un important restockage. S'il est peu probable que ce facteur ait été le motif déterminant de la détérioration actuelle de la balance des paiements du Royaume-Uni, il y a probablement contribué; mais cette année l'élément déterminant de la crise a plutôt été la hausse des investissements proportionnellement plus prononcée que celle de l'épargne disponible pour le financement combiné des stocks et des investissements.

4. Les investissements intérieurs bruts et nets de capital fixe.

Notre tâche finale est d'examiner les montants totaux et les principales composantes des investissements bruts et nets en biens immobilisés au Royaume-Uni. Il est malaisé de définir clairement chacun de ces deux concepts, même en principe; en pratique, les définitions deviennent inévitablement fort arbitraires. Indépendamment des difficultés déjà exposées plus haut, lorsqu'on veut distinguer l'investissement de la consommation et l'investissement immobilisé de la reconstitution de stocks, toute mesure du volume des investissements bruts immobilisés dépend avant tout de ce que l'on considère comme un remplacement du capital fixe, ou seulement comme une opération d'entretien ou de réparation à inclure dans les coûts de fabrication. On peut apprécier l'ampleur de cette marge d'incertitude au fait suivant : il y a quelques années, les statisticiens

Tableau VI.

Formation brute et nette de capital fixe (en millions de £, aux prix constants de 1938)

Sources : Tableau basé sur « National Income and Expenditure, 1955 », Tableaux 46 et 47, Philip Redfern op. cit., Tableau IX. Les chiffres entre parenthèses sont des estimations de l'auteur.

	Véhicules routiers	Navires, avions et chemins de fer en service	Installations et équipement	Construction d'habitations	Autres constructions et ouvrages d'art				Taxes et redevances	Total
					à destination industrielle	à destination commerciale	Autre destination	Total		
Formation brute de capital fixe										
1938	47	37	181	180	23	52	119	194	17	656
1946								90	21	(440) 539
1947	66	48	179	135				120	23	600
1948	65	40	222	130	38	7	75	146	23	648
1949	74	41	240	124	41	11	94	163	24	675
1950	69	37	262	120	46	19	98	152	25	664
1951	61	31	274	121	41	15	96	156	20	660
1952	56	26	255	147	42	13	101	163	18	738
1953	65	38	268	186	44	13	106	177	21	777
1954	75	39	276	189	52	15	110			
Amortissements										
1938	41	31	112	53	16	18	73	107	17	361
1946								(108)	(21)	(364) 376
1947	(27)	(27)	(131)	(62)	(18)	(17)	(73)	110	23	389
1948	32	27	134	63	18	17	76	112	23	403
1949	37	29	137	65	19	17	77	114	24	417
1950	41	29	143	66	20	17	79	116	25	438
1951	46	29	150	67	20	17	80	118	20	441
1952	49	29	157	68	20	18	81	120	18	454
1953	53	29	165	69	21	18	(83)	(122)	(21)	(472)
1954	(57)	(29)	(173)	(70)	(21)	(18)				
Formation nette de capital fixe										
1938	6	6	69	127	7	34	46	87	—	295
1946								(—18)	—	(76) 211
1947	(39)	(21)	(48)	(73)	20	—10	—	10	—	245
1948	33	13	88	67	22	—6	18	34	—	258
1949	37	12	103	59	26	2	21	49	—	231
1950	28	8	119	54	21	—2	17	36	—	219
1951	15	2	124	54	22	—5	21	38	—	284
1952	7	—3	98	79	23	—5	25	43	—	305
1953	12	9	103	117	(31)	(—3)	27	(55)	—	
1954	(18)	(10)	(103)	(119)						

du revenu national britannique revisèrent leur définition de la formation de capital fixe; la revision se traduisit par une diminution des chiffres de la formation du capital brut immobilisé et de sa dépréciation, de quelque 400 millions de livres par rapport à leurs estimations antérieures.

Si les estimations de la formation du capital net en biens immobilisés évitent cette difficulté particulière, elles en rencontrent une autre encore plus grande. La formation de capital net immobilisé peut être définie comme le montant des dépenses effectuées en vue de créer du capital immobilisé au delà du montant que l'on aurait dû dépenser exactement pour conserver intacte la masse existante des immobilisations. Mais que signifie ce dernier montant, spécialement lorsqu'on ne remplace pas seulement des unités anciennes par des unités nouvelles équivalentes, mais que l'on estime en outre combien d'unités nouvelles sont nécessaires à cet effet, tenant compte de ce que les unités anciennes n'ont plus maintenant qu'une durée d'utilisation plus réduite que celle qu'elles possédaient un an plus tôt? Le problème devient encore plus difficile dans des périodes où les prix et les techniques changent rapidement. Quelles que soient les définitions adoptées, on en est réduit en pratique à utiliser des méthodes arbitraires dans l'estimation de l'amortissement et du résidu d'utilité et de valeur des actifs afin d'apprécier la mesure dans laquelle la production nouvelle peut être considérée comme contrebalançant l'amortissement de nos anciens avoirs, ou comme un réel enrichissement.

Dans le tableau VI, ces difficultés ont été éludées en adoptant les estimations de M. Redfern (1) et en le suivant dans ses définitions et ses techniques d'évaluation. Ces estimations sont basées sur les coûts de remplacement en prix courants; elles diffèrent d'autres évaluations qui ont été effectuées à ce sujet, principalement en ce qu'elles comprennent les dégrèvements pour le déclassement de certaines formes du capital social, comme les routes ou les habitations existantes. Le total de son estimation pour la dépréciation du capital en biens immobilisés de la nation est donc plus élevé que celui auquel aboutissent d'autres sources. Cependant, comme son travail est le fruit de recherches beaucoup plus approfondies et détaillées que tout ce qui avait été effectué jusqu'à présent, il est logique de l'adopter ici.

Le tableau VI distingue la formation du capital brut en biens immobilisés au Royaume-Uni, sa dépréciation et la formation du capital net pour la période d'après-guerre. Les dépenses effectuées pour chaque type d'investissements ont été converties en prix constants de 1938, ce qui fait apparaître avec une suffisante approximation les changements réels intervenus. Comme M. Redfern l'indique, il faut néanmoins se rappeler que, grâce aux améliorations tech-

niques apportées depuis 1938 dans les différents types d'équipement, l'installation d'une nouvelle machine, loin d'être un remplacement pur et simple comme on pourrait le penser, constitue dans la plupart des cas une véritable amélioration de la capacité de production, ou une économie de la main-d'œuvre ou de la matière première comprises dans une production donnée. Ceci est sans doute vrai également, quoique peut-être à un degré moindre, pour la plupart des habitations nouvelles. Il est dès lors probable que même dans une économie où la formation d'investissements fixes égale exactement le montant des dépréciations et où la création de capital net est donc nulle, la capacité de production des installations et équipements et avec elle le revenu national réel augmenteraient graduellement. Les montants totaux de la formation du capital net, estimés en fonction de leur efficacité à augmenter la capacité de production du pays, sont donc vraisemblablement sous-évalués.

Si, en dépit de ces difficultés logiques et pratiques, nous voulons admettre comme significatifs des chiffres comme ceux qui sont donnés au tableau VI, nous sommes immédiatement frappés par deux points importants. Le premier est que les investissements fixes nets, mesurés en prix constants, ont augmenté depuis 1938 proportionnellement beaucoup moins que l'épargne nette qui apparaît au tableau IIIB, et qu'ils ont en fait dépassé apparemment le niveau de 1938 pour la première fois en 1954. La raison de cette différence réside dans le fait que, tandis qu'en 1938 le volume des stocks n'augmentait pas et que les investissements extérieurs étaient négatifs, au cours des années récentes, le montant de l'épargne a nettement dépassé le montant net des investissements fixes, et qu'une marge a ainsi été rendue disponible soit pour augmenter les stocks soit pour effectuer des investissements extérieurs.

Le second point vraiment caractéristique est le grand changement qui apparaît dans la répartition des investissements bruts et plus encore des investissements nets depuis l'avant-guerre. En 1938, moins de 30 p.c. de ces derniers pouvaient être considérés comme des investissements industriels, tandis que les habitations nouvelles comptaient pour 40 p.c. du total, les immeubles à usage commercial pour 12 p.c. et les « autres constructions et travaux », comme les routes, les écoles et les hôpitaux, pour environ 16 p.c. En 1954, la part des différents types d'investissements qui pouvaient être considérés comme industriels était passée à 50 p.c., tandis que le remplacement d'immeubles à destination commerciale était insuffisant pour combler les amortissements et que les « autres immeubles », bien qu'en progression rapide depuis 1952, ne représentaient que 12 p.c. Le point le plus critiquable semble être que la distribution des ressources entre les diverses formes d'investissements fixes n'a pas suffisamment varié depuis l'avant-guerre, car en

(1) « Net investment in fixed assets in the United Kingdom, 1938-1953 » par Philip Redfern (*Journal of the Royal Statistical Society, Series A, Volume 118, Partie 2, 1955*).

1954, la part des habitations nouvelles dans les investissements nets était à peu près aussi importante qu'en 1938; elle avait en effet presque doublé depuis 1950. Au cours des quatre dernières années, l'augmentation de la construction d'habitations nouvelles semble donc avoir absorbé la presque totalité de l'accroissement des investissements nets totaux. Le développement des années récentes a ainsi intensifié une anomalie qui a existé à peu près constamment depuis la fin de la guerre. L'expérience du siècle dernier en ce pays indique qu'aux périodes pendant lesquelles la construction d'habitations atteignait un niveau anormal correspondait naturellement une dépression industrielle; en effet, dans cette circonstance, l'absence de demande de capitaux frais pour développer les industries ou pour réaliser des investissements extérieurs, faisait baisser les taux d'intérêt jusqu'à un niveau très bas, et libérait d'amples ressources pour ce qui était considéré comme une forme d'investissement sûr mais peu rentable. Dans les périodes où la demande de capitaux était active, soit pour l'industrie, soit pour les placements extérieurs, le rythme de la construction était au contraire très déprimé.

Ainsi, en se basant sur ces principes, on aurait pu s'attendre à ce que la période d'après-guerre, où le volume de capitaux était restreint, soit, comme les années qui avaient suivi immédiatement la première guerre mondiale, une période de faible activité pour la construction. En effet, les tendances naturelles faisaient prévoir un rythme de construction encore plus bas qu'après 1918, car tandis que la première guerre avait été précédée de plusieurs années pendant lesquelles le niveau de la construction d'habitations avait été exceptionnellement bas, le déclenchement de la guerre en 1939 avait été précédé d'une période de sept ans, qui avait été marquée par un véritable boom de la construction. Aussi, même en tenant compte des dommages résultant de la guerre, le besoin de pièces d'habitation était nettement moins aigu en 1946 qu'en 1919.

Ce haut niveau d'activité de la construction après 1945, dans une période de manque accusé de capital et de difficultés périodiques provenant de la balance des paiements, peut être attribué à trois facteurs principaux. Le plus important de ceux-ci fut le blocage des loyers. En application des différentes lois de blocage des loyers, la grande majorité des immeubles loués par des propriétaires privés — immeubles qui représentaient plus de la moitié de toutes les maisons du pays — durent conserver le loyer de 1939, c'est-à-dire moins de la moitié des loyers d'avant-guerre en termes de pouvoir d'achat identique. De plus, les loyers de beaucoup d'habitations construites avant la guerre par les pouvoirs publics locaux, soit environ un huitième du total des immeubles, n'avaient pas augmenté dans la même proportion que les revenus et les autres prix. Le résultat de cette très grande réduction des loyers réels de plus de la moitié des immeubles fut

de gonfler la demande de pièces d'habitation de ceux qui avaient la bonne fortune de les occuper, et de faire subsister une large demande insatisfaite pour tous ceux qui avaient à changer de résidence, ou pour les jeunes mariés qui cherchaient une maison pour la première fois, et qui n'ayant pas eu la chance d'obtenir des baux à loyer réduit, devaient par conséquent choisir entre acheter une maison, souvent au prix fort, ou occuper des appartements garnis chers et souvent mal adaptés.

Cette demande d'habitations artificiellement stimulée, qui avait également existé après la première guerre mondiale, n'aurait pas déterminé un rythme si rapide de la construction si deux autres facteurs n'étaient venus la renforcer. Le premier d'entre eux fut le succès que rencontra le gouvernement travailliste dans sa politique d'argent à bon marché; le taux fut contenu artificiellement par le contrôle des investissements, le développement de l'épargne dans l'inflation, la réglementation de la consommation et les surplus budgétaires. Le second fut la pratique des pouvoirs locaux de construire des habitations au moyen de fonds prêtés par le pouvoir central à des taux d'intérêt très bas : le loyer de ces habitations fut subsidié en partie par l'Etat et en partie par les pouvoirs subordonnés. De cette façon le nombre de maisons érigées chaque année, spécialement par les pouvoirs locaux, s'éleva jusqu'à plus de 200.000 en 1948, soit les 2/3 du niveau de 1938. Ce chiffre fut maintenu dans l'ensemble au cours des trois années suivantes. De plus, un nombre considérable d'habitations provisoires fut érigé à grands frais dans les années qui suivirent immédiatement la guerre. Dès son arrivée au pouvoir à la fin de 1951, le gouvernement conservateur se trouva forcé, par la décision prise par la conférence du parti, de bâtir 300.000 maisons par an. Il eut la bonne fortune de voir coïncider son arrivée au pouvoir d'abord avec la forte augmentation de l'épargne individuelle en 1952, puis avec les hausses importantes du revenu national en 1953 et 1954. Ces éléments lui permirent de remplir des promesses qu'il n'aurait pu tenir, — encore que ce ne soit pas certain — qu'au détriment d'autres secteurs de l'économie. Grâce à ces facteurs, il lui fut possible d'augmenter le nombre des constructions de 202.000 en 1951 à 248.000 en 1952, à 327.000 en 1953 et à 354.000 en 1954; à cet effet, il accrut encore l'intervention des pouvoirs locaux et supprima les restrictions frappant l'érection d'habitations au profit des propriétaires occupant eux-mêmes leur bien, ce qui permit à la demande qui avait été freinée depuis 1939 de se développer pleinement.

Pendant que le gouvernement conservateur, grâce aux circonstances, remplissait ainsi les promesses électorales qu'il avait faites, la presque totalité des ressources additionnelles susceptibles d'alimenter les investissements en capital fixe furent consacrées à l'érection d'habitations. Beaucoup d'observateurs estiment qu'une grande partie de ces ressources aurait été utilisée d'une façon plus profitable si elles

avaient financé d'autres types d'investissements, tels que la construction ou l'équipement industriels : on aurait pu s'attacher par exemple à améliorer le système routier déficient, à équilibrer la balance des paiements, ou à remédier à l'état lamentable des immeubles commerciaux du Centre de Londres qui offrait l'image d'une immense ruine.

En 1953 et 1954, le gouvernement est devenu de plus en plus conscient de la nécessité de développer des formes d'investissements autres que la construction d'habitations; il prit des mesures à cet effet, d'une part en relâchant les restrictions, d'autre part en détaxant les investissements en nouvelles constructions industrielles ou en équipement, afin de stimuler leur développement. Les autorités semblent malheureusement s'être exagéré le volume des ressources susceptibles d'être transformées en investissements additionnels, et n'avoir pris aucune mesure pour empêcher qu'elles ne soient détournées vers la consommation ou d'autres formes d'investissements intérieurs. Après quelque temps, le résultat apparut sous la forme d'un amenuisement des revenus des investissements extérieurs qui a inauguré, au cours du second semestre de 1954, une nouvelle période de difficultés de la balance des paiements.

Le gouvernement réagit devant ces difficultés en restreignant à nouveau la quantité de monnaie et en obligeant les taux d'intérêt à monter jusqu'à un niveau qui cependant, aux jours de l'ancien étalon-or, n'aurait pas été considéré comme élevé. Cette politique eut quelque effet heureux en ce qui concerne les investissements extérieurs : elle évita la pression d'emprunts étrangers à Londres et incita peut-être les capitalistes étrangers à prêter leurs fonds sur ce marché, ce qui réduisit la ponction des réserves-or. Elle semble avoir eu quelque effet également sur le volume des stocks de matières premières et de produits finis, et aussi sur la construction de nouvelles habitations par les pouvoirs locaux. Mais ces effets furent néanmoins trop réduits et trop lents pour

restaurer l'équilibre de la balance des paiements et empêcher que la ponction des réserves ne devienne excessive; aussi le 26 octobre, dans son budget d'automne, le Chancelier de l'Echiquier dut-il annoncer des mesures supplémentaires.

Tout d'abord, il chercha à augmenter le niveau de l'épargne publique en imposant de légères augmentations de la taxe à l'achat sur un grand nombre de produits; cette mesure doit procurer annuellement 75 millions de livres supplémentaires. Il découragea également la distribution de dividendes et stimula l'autofinancement par une hausse de la taxe mobilière sur les profits distribués. Il lança enfin un avertissement public qui eut vraisemblablement encore plus d'effet. Il découragea les investissements immobiliers des pouvoirs locaux, d'une part, en diminuant les subsides gouvernementaux aux habitations à ériger pour la location, et d'autre part, en refusant aux pouvoirs locaux de leur prêter des fonds provenant des emprunts gouvernementaux, procédé qui les avait mis à l'abri des effets de la hausse des taux d'intérêt.

Plus importante encore fut sans doute la promesse du gouvernement de revoir toute la législation de blocage des loyers, à laquelle est principalement ou même totalement attribuable, la pression de la demande d'habitations actuellement insatisfaite. Si les décisions maintenant rendues publiques sont en fait appliquées, les ressources rendues disponibles vont probablement prendre une ampleur très grande. Si, par exemple, le nombre annuel d'habitations construites revenait au niveau de 200.000 qui avait été la moyenne des constructions entre 1948 et 1951 sous le gouvernement travailliste, le montant des ressources rendues disponibles serait suffisant pour l'expansion des investissements industriels et la restauration de l'équilibre des paiements extérieurs. Seul l'avenir nous dira si le gouvernement est prêt à affronter l'impopularité qu'entraînerait la réalisation intégrale de ces mesures.

ETAT ET PROBLEMES ACTUELS DE LA PECHE MARITIME BELGE

La pêche maritime traverse une période de transformations rapides qui concernent à la fois la flotte et l'organisation du marché du poisson. Les efforts entrepris dans ce domaine depuis quelques années méritent de retenir l'attention, en raison de leurs répercussions sur l'économie belge. La modernisation de l'armement contribue à asseoir sur des bases saines une activité qui constitue une importante source de revenus pour la population de la Flandre occidentale. L'extension des entreprises de distribution et de préparation du poisson ouvre des perspectives d'expansion au commerce intérieur et extérieur, et crée de nouvelles possibilités d'emploi dans une région qui souffre du chômage. Au terme de cette évolution, on peut espérer que cette industrie se sera

adaptée aux conditions nouvelles issues de l'Union douanière avec les Pays-Bas.

1. L'équipement de la pêche maritime belge.

Les pêcheurs belges fréquentent de préférence trois pêcheries où ils prennent une grande variété de poissons. Le long des côtes, ils trouvent en ordre principal les crevettes, l'esprot et le hareng guai; en mer du Nord, le cabillaud, la plie, la sole, le merlan et le hareng plein; en mer d'Islande, l'aiglefin, le colin et le cabillaud islandais.

La diversité des champs de pêche détermine la composition de la flotte qui se répartit en trois classes : les bateaux crevettiers et les caboteurs

Tableau I.

Evolution de la flotte de pêche maritime

Source : Ministère de l'Agriculture, Direction de la Pêche. « Rapports annuels sur l'évolution de la flotte de pêche ».

Année	Bateaux crevettiers		Caboteurs		Chalutiers pour pêche moyenne		Chalutiers de haute mer		Total	
	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage
1938	236	3.988	85	3.408	123	9.421	66	11.400	510	28.037
1949	187	3.046	81	2.629	115	8.146	78	16.207	461	30.028
1950	177	2.978	78	2.560	119	8.356	70	11.828	444	25.722
1951	164	2.798	72	2.363	122	8.577	69	12.247	427	25.985
1952	160	2.698	73	2.363	121	8.470	69	12.010	423	25.541
1953	152	2.561	73	2.332	116	8.103	69	12.674	410	25.670
1954	151	2.532	74	2.306	123	8.345	73	13.598	421	26.781
1955									430	26.350

qui ne s'éloignent guère des côtes; les chalutiers moyens qui sillonnent la Manche et la mer du Nord; les chalutiers de haute mer qui se rendent dans les pêcheries d'Islande et de Groenland.

Depuis la guerre, le tonnage global n'a que légèrement diminué, mais sa répartition entre les catégories de bateaux s'est fort modifiée. Les petites unités, c'est-à-dire les crevettiers et les caboteurs, sont en net recul par rapport à 1938. Leur régression tient aux frais d'exploitation fort élevés, car il s'agit de vieux bateaux, la plupart âgés de 10 à 30 ans. Leur rendement est faible; les prises sont moins fournies depuis que la pêche intensive dépeuple la mer du Nord. Leur rentabilité tend à fléchir d'autant plus rapidement que la concurrence abaisse les prix de vente. Mais leurs propriétaires, le plus souvent des familles de pêcheurs, ne peuvent ni les remplacer, ni les moderniser, car ils ne disposent plus des fonds nécessaires. Les uns après les autres, ils désarment leur bateau.

En revanche, la flotte de haute mer augmente en nombre et en tonnage. Elle appartient à des sociétés

d'armement qui, disposant de larges soutiens financiers, ont modernisé leur équipement. Près de 30 p.c. des unités sont de construction récente et comptent parmi les plus puissantes et les mieux équipées d'Europe. C'est la mise en service de ces navires qui explique l'amélioration sensible des rendements que l'on observe depuis 1938.

L'accroissement des prises journalières permet aux exploitants de ces navires de couvrir l'augmen-

Tableau II.

Pêche moyenne par bateau et par jour d'absence

Source : Institut National de Statistique.

Année	Quantité en Kg.	Valeur en francs belges
1938	426	1.343
1949	783	5.941
1950	651	5.171
1951	615	5.755
1952	766	5.350
1953	814	6.147
1954	837	6.939

tation du prix de revient résultant notamment du relèvement prononcé des salaires et des charges sociales.

Les changements dans la structure de la flotte n'ont pas provoqué de diminution sensible de l'emploi. Au contraire, la pêche maritime souffre d'un manque de personnel qualifié.

Tableau III.

Nombre de marins enrôlés

Source : Rapport de la Direction de la Pêche — Ministère de l'Agriculture.

Année	Bateaux côtiers	Chalutiers moyens	Chalutiers de haute mer	Totaux
1938	—	—	—	1.981 ¹
1949	839	569	534	1.942
1950	775	600	465	1.840
1951	733	595	534	1.862
1952	696	593	490	1.779
1953	665	547	515	1.727
1954	681	572	580	1.833

¹ Il n'existe pas de statistique donnant la répartition par type de bateaux pour 1938.

En revanche, le montant des capitaux investis tend à augmenter au cours des dernières années. L'équipement des chalutiers de haute mer exige en

effet des appareils coûteux et un effort constant d'investissement en raison des progrès rapides dans les techniques de la pêche maritime.

Tableau IV.

Répartition des capitaux investis dans la flotte
(millions de francs belges)

Source : Rapport de la Direction de la Pêche — Ministère de l'Agriculture.

Année	Bateaux côtiers	Chalutiers moyens	Chalutiers de haute mer	Totaux
1949	165	226,9	558,3	950,2
1950	153	230,8	428,2	812,0
1951	139,1	232,3	437,6	809,0
1952	135	229,4	434	798,4
1953	128,8	219,9	467,1	815,8
1954	130,4	229,1	498,8	858,3

La flotte a pour principaux ports d'attache, Ostende et Zeebrugge, seuls capables de pourvoir à l'entretien des grosses unités. Ces ports répondent à deux besoins essentiels de la pêche maritime. Ils concentrent toutes les industries fournissant l'armement et le ravitaillement des bateaux : les chantiers de réparation, les chaudronneries, les corderies, les fabriques de glace. Mais leur fonction principale est d'ordre commercial : ils offrent aux pêcheurs les

Tableau V.

Classement de la flotte suivant les ports d'attache

Année	Ostende		Zeebrugge		Blankenberghe		Nieuport	
	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage
		B. T.		B. T.		B. T.		B. T.
1938	263	21.385	146	4.685	23	650	78	1.317
1949	236	23.080	144	5.134	10	251	71	1.563
1950	227	19.016	153	5.530	11	308	66	1.487
1951	205	18.290	156	6.201	8	203	58	1.291
1952	196	17.512	159	6.402	9	212	59	1.415
1953	189	17.668	157	6.443	5	161	59	1.398
1954	193	18.384	168	6.959	4	121	57	1.317
1955	191	17.518	173	7.249	4	121	62	1.462

installations capables de recevoir d'un seul coup de grandes quantités de poissons et d'en assurer une distribution rapide entre les centres de consommation.

Cette denrée très périssable exige des quais, des halles, des magasins spéciaux pour le déchargement, la vente et l'expédition de poisson frais, des entrepôts frigorifiques pour sa conservation en cas d'arrivages abondants. L'ensemble constitue ce que l'on appelle communément la minque.

Le port d'Ostende dispose des installations les plus étendues du pays. Sa minque, une des plus importantes d'Europe, expédie près de 85 p.c. de la pêche nationale.

Le port de Zeebrugge en traite seulement 10 p.c., mais se spécialise dans l'expédition de crevettes et de poisson frais de première qualité. Ses installations, très modernes, sont en continuelle extension depuis 1920, et plusieurs projets prévoient le prolongement

des bassins, qui ne sont plus en mesure de contenir le nombre de bateaux nécessaires à l'activité de la minque.

Les ports de Blankenberghe et de Nieuport approvisionnent en ordre principal les marchés locaux.

2. Activité de la pêche maritime.

La localisation plus rapide et plus précise des bancs de poissons et des améliorations techniques dans l'art de la pêche ont eu pour résultat un accroissement sensible des prises.

Les arrivages, y compris ceux de poissons pélagiques en provenance des pêcheries de la mer du Nord, n'ont guère progressé ces six dernières années. L'explication doit en être recherchée dans l'appauvrissement de cette mer, autrefois une des plus poissonneuses du monde. La pêche intensive qui s'y pratique nuit à la reconstitution satisfaisante des

Tableau VI.

Apport total de la pêche maritime

(En milliers de tonnes)

Année	Poissons de fond			Poissons pélagiques (1)	Crustacés et mollusques	Total	Valeur de la pêche (en millions de francs belges)
	Total	dont en provenance de					
		la mer du Nord	la mer d'Islande				
1938	28,4	23,7	4,7	7,5	3,1	39,1	39,5
1949	39,7	21,2	11,7	19,5	2,1	61,3	464,7
1950	37,6	22,2	9,8	13,5	2,1	53,2	422,3
1951	38,3	20,4	12,7	10,6	2,1	51,5	482,7
1952	43,5	20,6	17,5	15,9	3,2	62,2	502,3
1953	43,5	26,4	17,4	18,9	2,7	65,1	491,2
1954	40,5	21,1	16,5	18,7	2,2	61,5	509,4
1955	45,3			21,3	2,8	69,4	562,1

1 Les poissons pélagiques sont des migrateurs qui ne sont capturés qu'à certaines époques de l'année. Le hareng et l'esprot constituent les principales espèces capturées par la pêche belge.

bancs de poissons et plus spécialement de harengs. En vue d'y porter remède, les gouvernements intéressés ont signé la Convention de Londres de 1946 — en vigueur seulement depuis le 1^{er} avril 1954 —, qui stipule des limitations aux prises. Il est encore trop tôt pour juger de son efficacité; cependant les biologistes prévoient le repeuplement à partir de 1957.

Les arrivages en provenance de la mer d'Islande s'accroissent par suite du développement de la flotte de haute mer. Ils répondent à l'augmentation prononcée de la demande.

La consommation de poissons de mer est relativement peu élevée en Belgique, si on la compare à celle des pays riverains de la mer du Nord. Toutefois,

Tableau VII.

Consommation de poisson de mer, par habitant, durant les années 1953 et 1954

Source : *Economisch-Statistische Berichten*, 5 octobre 1955, p. 859.

Grande-Bretagne	23,0 Kg.
Danemark	13,7 Kg.
Allemagne Fédérale	12,3 Kg.
France	9,7 Kg.
Pays-Bas	9,2 Kg.
Belgique	9,2 Kg.

elle enregistre une progression supérieure à celle de la viande, qui passa de 39,8 kg par habitant pour les années 1936 à 1938 à 43 kg pour les années 1953 et 1954.

L'évolution divergente des ventes de poissons de fond et de harengs s'explique sans doute par l'élévation du niveau de vie, qui amène le public à préférer les produits de qualité.

Mais l'accroissement des livraisons tient en ordre principal à une transformation dans l'organisation de la distribution. Plusieurs sociétés commerciales nouvelles se sont efforcées d'élargir la vente dans les centres éloignés du littoral et des grandes agglomérations, et plus spécialement en Wallonie. Dans ce but, elles ont créé une « chaîne de froid » de la minque aux détaillants, en vue de distribuer des produits de la pêche dans des conditions de grande

fraîcheur, et elles ont également intensifié les expéditions par « camions frigos ». Sur cette activité s'est greffée l'industrie nouvelle de la surgélation du poisson. Celle-ci consiste à soumettre le poisson frais à une congélation ultra-rapide qui n'en abîme pas la chair tout en conservant au maximum ses qualités

Tableau VIII.

Consommation apparente de poisson de mer et de viande en Belgique

(en milliers de tonnes)

Année	Poissons de fond	Harengs	Total	Viande
1936-1938 ...	30,1	27,1	57,2	333,1
1949	37,6	24,5	62,1	331,8
1950	37,4	27,1	64,5	338,8
1951	38,3	26,4	64,7	344,3
1952	42,7	29,4	72,1	365,7
1953	43,4	28,6	72,0	375,3
1954	41,2	23,0	64,2	385,6

Note : Cette statistique est établie à partir des arrivages aux minques et des chiffres du commerce extérieur. Elle englobe les poissons salés et fumés, mais exclut les préparations des produits de la pêche. Elle offre une indication de la tendance.

de fraîcheur. La première usine fut érigée en 1949, à Ostende; deux autres furent créées respectivement en 1950 et en 1953. Les ventes de poissons « surgelés » qui ont commencé en septembre 1950 n'ont cessé de s'étendre en Belgique, au Congo belge et dans les pays étrangers.

L'implantation de ces entreprises a également une incidence sur les industries de préparation des produits de la pêche. Elle leur permet de stocker une grande quantité de poisson frais en cas d'arrivages surabondants et de la travailler durant les mortes-saisons de la pêche.

3. Industries de la préparation des produits de la pêche.

Les industries de la préparation des produits de la pêche comprennent des conserveries, des saurseries et des préserves, et trois sécheries.

Une dizaine d'usines s'occupent de la mise en conserve des produits de la pêche. Leur production

annuelle est de l'ordre de 3.000 tonnes et comprend une variété assez grande de poissons. Quelques sociétés ont étendu récemment leur activité à la fabrication de conserves de thon. Cette industrie alimente surtout la consommation intérieure, car l'exportation, autrefois importante, a tendance à diminuer sous l'effet de la concurrence étrangère et des mesures protectionnistes en vigueur dans la plupart des pays européens.

Quelque 150 entreprises dispersées en pays flamand constituent l'industrie de la saurisserie. Leur activité principale consiste à fumer le hareng, l'esprot et le maquereau, et plus récemment le saumon. La production annuelle est évaluée à 8.000 tonnes et s'écoule exclusivement sur le marché intérieur. Elle a tendance à se développer, car les firmes belges concurrencent avec succès leurs rivales hollandaises et anglaises qui avant la guerre avaient la préférence de la clientèle belge.

La préserverie s'occupe de la préparation de harengs au vinaigre. Elle comprend environ 150 entreprises de caractère artisanal. Toutefois, sa production atteint 7.000 tonnes par an, qui sont écoulées principalement sur le marché intérieur. L'exportation diminue pour les mêmes raisons que l'on a citées à propos des conserveries.

L'industrie du séchage du poisson, qui s'est fort développée dans les pays voisins, était avant la guerre inexistante en Belgique. Elle vient d'être introduite dans notre pays par la création de trois sécheries; celles-ci orientent leur production vers la satisfaction des besoins du marché congolais qui est un gros importateur de poisson séché.

La création d'industries nouvelles et l'extension de l'activité des anciennes entreprises exercent une influence favorable sur la formation des prix. Elles contribuent à élargir la demande de poissons frais et à raffermir les prix. Elles apportent plus de stabilité à un marché que l'irrégularité des apports rend particulièrement instable.

4. Evolution des prix du poisson de mer.

De fortes variations de cours caractérisent le marché du poisson de mer, car la production et la consommation nationale s'équilibrent à peu de chose près. Aussi le moindre excédent ou déficit de l'offre sur la demande provoque-t-il une baisse ou une hausse importante des prix. Si l'on examine l'évolution depuis la guerre, on observera que la hausse fut moins marquée pour les produits de la pêche que pour l'ensemble des produits alimentaires. La raison doit en être recherchée dans l'augmentation sensible de la capacité de prise des chalutiers de haute mer. Aussi les apports aux minques ont-ils tendance à dépasser les besoins, bien que la demande ne cesse de s'étendre dans le pays. De plus, les arrivages croissants en provenance de la mer d'Islande introduisent un nouvel élément de concurrence sur le marché. Le poisson islandais est en effet d'un prix moins élevé que les autres.

Dans le commerce de détail, les produits de la pêche semblent également avoir subi une hausse inférieure à la moyenne des denrées alimentaires. Ce fait stimule la consommation dans notre pays.

Tableau IX.

Prix moyens des poissons à la minque d'Ostende

Source : Ministère des Affaires Economiques et des Classes Moyennes.

Année	Poissons de fond en francs belges par kilo	Harengs	Indice des prix	
			Poissons de fond	Produits agricoles indigènes
1936/1938 ...	3,70	0,85	100	100
1949	9,41	2,25	254,3	383,8
1950	8,90	3,13	240,6	376,0
1951	10,09	3,70	272,7	405,7
1952	9,15	2,95	247,3	406,7
1953	8,70	2,65	235,1	387,6
1954	10,00	2,58	270,0	364,1
1955	9,41	3,32	254,3	361,8

Le niveau actuel des prix pose à la pêche un sérieux problème de rentabilité qu'elle s'efforce de résoudre par un accroissement rapide de la productivité de la flotte. La situation s'améliorerait sensiblement si cette industrie pouvait accroître ses exportations.

5. Le commerce extérieur du poisson.

De nombreuses restrictions quantitatives et des mesures protectionnistes entravent les échanges internationaux de poisson, qui avaient atteint un niveau élevé avant la crise mondiale de 1930. La Belgique a toutefois réussi à maintenir son commerce extérieur.

Notre pays n'importe guère de poisson frais, à l'exception de harengs. Ceux-ci proviennent des Pays-Bas et de la Norvège qui approvisionnent nos industries de la préparation du poisson et les conserveries pendant la morte-saison de la pêche maritime belge. Les autres importations consistent en ordre principal en préparations de harengs en provenance des Pays-Bas et de conserves en provenance du Canada, du Portugal et du Japon.

La Belgique exporte en ordre principal des poissons de qualité dans les pays voisins, le Royaume-Uni, la France, et au cours des dernières années également vers les Pays-Bas. Les principaux clients pour le hareng frais ou salé sont l'Allemagne et les pays de l'Europe Orientale qui constituent des débouchés traditionnels. Les conserves sont principalement expédiées au Congo belge.

Le volume des exportations reste peu élevé. En effet, les efforts déployés en vue d'étendre les ventes à l'étranger se sont le plus souvent heurtés à des restrictions quantitatives ou à des droits d'entrée prohibitifs. On perçoit cependant un changement dans la politique douanière de plusieurs pays qui,

sous l'impulsion de l'O.E.C.E., ont entamé la libération des échanges de poissons de mer. Cette évolution ne peut qu'être favorable, car elle permettra vraisemblablement d'éviter une crise de surproduction en Belgique. En effet, il apparaît de plus en

plus clairement que, par suite de la modernisation de la flotte, la production aura tendance à dépasser la consommation intérieure et qu'il s'impose de trouver des débouchés extérieurs en vue d'organiser un écoulement régulier et rémunérateur des prises.

Tableau X.

Commerce extérieur du poisson

(en tonnes)

Année	Importations					Exportations				
	Poissons de fond	Harengs		Conserves	Total	Poissons de fond	Harengs		Conserves	Total
		frais	salés				frais	salés		
1938	6.594	6.560	18.074	10.109	41.337	3.566	1.632	396	1.381	6.975
1949	3.302	3.888	8.851	11.985	28.026	5.349	4.991	541	774	11.655
1950	2.758	5.782	11.437	15.408	35.385	3.029	1.066	298	1.399	5.792
1951	3.454	5.641	13.657	8.875	31.627	3.397	1.471	326	932	6.126
1952	4.221	4.939	12.088	10.831	32.079	4.515	2.341	110	550	7.516
1953	4.117	5.074	12.390	12.311	33.892	4.280	5.073	1.739	419	11.511
1954	4.881	4.496	11.903	13.611	34.891	3.875	8.928	1.091	556	14.450

C'est le même souci de garantir la rentabilité de cette industrie qui amena le gouvernement à réserver le marché intérieur à la pêche belge par le contrôle des importations. En effet, il a suffi en 1948 d'un accroissement assez important des apports étrangers aux minques belges pour provoquer une chute des cours qui amena les pêcheurs à arrêter toute activité.

Devant cette situation, le gouvernement interdit les arrivages de poissons étrangers d'une dimension inférieure à 40 cm. Cette mesure concerne surtout les plies, les soles et le turbot qui constituent le principal revenu des pêcheurs belges. Pour les autres espèces, on fixa des contingents en accord avec les armateurs et les importateurs.

6. La pêche maritime et l'Union douanière avec les Pays-Bas.

La politique commerciale de la Belgique en matière d'importation de produits de la pêche pose évidemment un problème pour la réalisation de l'Union douanière avec les Pays-Bas. Aussi les deux partenaires ont-ils prévu la libération progressive des échanges à mesure que les différences dans les frais d'exploitation de la pêche maritime se résorbent entre les deux pays.

En effet, la flotte maritime néerlandaise travaille dans de meilleures conditions que la flotte belge. Les salaires, qui interviennent pour environ 30 et 60 p.c. dans le prix de revient suivant l'importance du chalutier, sont nettement moins élevés aux Pays-Bas. Toutefois, le niveau général des rémunérations dans ce pays s'étant sensiblement relevé, on peut prévoir une atténuation des disparités, qui améliorera la capacité de concurrence de la pêche belge.

Par ailleurs, les pêcheurs néerlandais bénéficient d'avantages naturels : leurs ports d'attache se trouvent à proximité des pêcheries de la mer du Nord et les eaux territoriales sont plus poissonneuses

aux Pays-Bas qu'en Belgique. Aussi la pêche hollandaise supporte-t-elle des frais de voyage moins élevés, mais en contrepartie sa production est moins variée que celle de la flotte belge; elle comprend en ordre principal le hareng. Les poissons de fond constituent en effet les quatre cinquièmes des apports en Belgique contre un tiers seulement aux Pays-Bas.

Dès lors, la concurrence au sein de l'Union douanière se limite jusqu'à présent aux produits des pêches moyenne et côtière. Mais elle touche un secteur fort déprimé en Belgique : la pêche artisanale, qui occupe le plus grand nombre de familles de pêcheurs. Celle-ci est incapable, en cas de libération complète des échanges, de soutenir la compétition hollandaise qui dispose d'un large surplus exportable. Mais sa disparition poserait au pays un grave problème social que les gouvernements se sont efforcés d'éviter par l'institution d'une protection temporaire. En vertu du protocole d'Ostende signé en juin 1950, les partenaires de Benelux s'engageaient à libérer les échanges pour le 1^{er} janvier 1952.

A l'expiration de cette convention, les conditions d'exploitation présentaient entre les deux pays de trop fortes différences qui amenaient les gouvernements à maintenir une protection. Les partenaires signèrent par conséquent, en février 1952, le protocole d'Ulvenhout. Celui-ci stipulait la libération, à partir du 1^{er} mai 1952, des échanges de poissons mesurant plus de 40 cm. Il s'agit en fait du cabillaud, de l'aiglefin et du colin en provenance de la mer d'Islande. Dans ce domaine, il n'y avait guère de concurrence; les pêches belge et néerlandaise sont plutôt complémentaires, et la Belgique avait réussi à augmenter les ventes de ces espèces aux Pays-Bas.

En revanche, la libre importation de soles, de plies et de quelques autres poissons d'une taille inférieure à 40 cm aurait provoqué une sérieuse baisse des prix qui eût réduit de manière sensible la rentabilité des pêches moyenne et côtière. Aussi les gouver-

nements ont-ils décidé d'introduire une protection temporaire mais dégressive. Ils ont convenu d'imposer des contingents trimestriels qui seraient progressivement élargis jusqu'à la libération complète des échanges. Celle-ci était primitivement fixée au 1^{er} mars 1954, mais un « modus vivendi » signé le 27 mars 1954 la reporta au 1^{er} mars 1956. Au premier janvier, l'importation des crevettes devait être libérée, mais les conditions actuelles ne le permettent pas encore.

*
**

L'année 1956 sera par conséquent décisive pour la pêche maritime belge. Il serait souhaitable que les progrès réalisés dans le domaine de la productivité, l'élargissement des débouchés et l'égalisation des conditions d'exploitation entre les flottes hollandaise et belge améliorent suffisamment la situation économique de cette industrie pour lui permettre de mieux supporter la concurrence des Pays-Bas.

La principale difficulté réside cependant dans le vieillissement prononcé de la flotte côtière. Sa modernisation soulève un problème financier qui mérite de retenir l'attention des pouvoirs publics.

BIBLIOGRAPHIE SUR LA SITUATION MONETAIRE ET FINANCIERE DE LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de décembre 1955. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions, ni les sources statistiques.

1. MONNAIE — BANQUE

Belgian and the Netherlands, Monetary expansion under control. (*The Statist, Supplément, Londres*, n° 4057, 10 décembre 1955, pp. 12-13.)

CAMU L., La politique monétaire d'après-guerre dans les pays du Benelux et ses effets sur le commerce extérieur. (*Revue de la Banque, Bruxelles*, n° 9-10, 1955, pp. 621-633.)

DE BURBURE A., Le rôle des banquiers portugais à Anvers, dans le passé. (*Revue de la Banque, Bruxelles*, n° 9-10, 1955, pp. 680-693.)

Dix ans d'évolution économique. La monnaie et le crédit en Belgique. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles*, X, n° 51, 25 décembre 1955, pp. 409-410.)

La définition légale du franc belge. (*Fabrimétal, Bruxelles*, n° 498, 9 janvier 1956, pp. 4-5.)

2. BOURSE — EPARGNE

BAUDHUIN F., Les patrimoines depuis la seconde guerre mondiale. (*Revue de la Banque, Bruxelles*, n° 9-10, 1955, pp. 634-647.)

COUNE G., La cote de la Bourse. (*Bulletin d'information. Comité national du développement de l'épargne mobilière, Bruxelles*, n° 31, décembre 1955, pp. 23-34.)

Le marché belge des actions en 1955. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles*, XI, n° 2, 8 janvier 1956, pp. 9-10, 15-16.)

3. PRIX — SALAIRES

Cinq années d'enquêtes sur les salaires dans les pays de Benelux. (*Revue du Travail, Bruxelles*, octobre 1955, n° 10, pp. 1270-1284.)

Enquête sur les salaires. Ecart de niveau des gains horaires bruts. Situation en octobre 1954. (*Secrétariat Général de l'Union douanière néerlando-belgo-luxembourgeoise, La Haye*, 1955, 78 p.)

Le régime actuel des prix. (*Vita, Bruxelles*, n° 19, 15 décembre 1955, pp. 971-974.)

Salaires et charges sociales en Belgique et dans les pays voisins. (*Industrie, Bruxelles*, n° 12, décembre 1955, pp. 841-848.)

Vastgestelde prijzen. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Bruxelles*, n° 4, octobre 1955, pp. 231-241.)

5. ORGANISMES FINANCIERS REGIS PAR DES DISPOSITIONS LEGALES PARTICULIERES OU PLACES SOUS LA GARANTIE OU LE CONTROLE DE L'ETAT

Activités des grandes institutions du logement. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. (*L'Habitation, Bruxelles*, n° 6-7, août-septembre 1955, pp. 487-518.)

Le crédit communal de Belgique a 95 ans. (*Crédit Communal de Belgique, Bruxelles*, IX, n° 35, décembre 1955, pp. 1-7.)

7. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

MORGENSTERN O., The validity of international gold movement statistics. (*Princeton University, Princeton*, 1955, 42 p.)

PELLERI P., Travaux et orientation de la dixième assemblée annuelle du Fonds Monétaire et de la Banque Internationale. (*Rassegna dell'Associazione Bancaria Italiana, Rome*, n° 10, octobre 1955, pp. 1209-1217.)

Recent developments in foreign exchange and payments policies. (*Monthly Review of Credit and Business Conditions, Federal Reserve Bank of New York, New York*, n° 12, décembre 1955, pp. 162-167.)

TEILHAC E., Essai d'une théorie structurelle du change. (*Economie appliquée, Paris*, n° 1-2, janvier-juin 1955, pp. 103-154.)

VERRIJN-STUART G., Herstel van de convertibiliteit. (*Vereniging voor de Staathuishoudkunde, Nijhoff, La Haye*, 1955, 116 p.)

8. ASPECTS FINANCIERS DE BENELUX

Belgian and the Netherlands, Monetary expansion under control. (*The Statist, Supplément, Londres*, n° 4057, 10 décembre 1955, pp. 12-13.)

CAMU L., La politique monétaire d'après-guerre dans les pays du Benelux et ses effets sur le commerce extérieur. (*Revue de la Banque, Bruxelles*, n° 9-10, 1955, pp. 621-633.)

Cinq années d'enquêtes sur les salaires dans les pays de Benelux. (*Revue du Travail, Bruxelles*, n° 10, octobre 1955, pp. 1270-1284.)

Enquête sur les salaires. Ecart de niveau des gains horaires bruts. Situation en octobre 1954. (*Secrétariat général de l'Union douanière néerlando-belgo-luxembourgeoise, La Haye, 1955, 78 p.*)

9. PLAN SCHUMAN

DEHEM L., De Belgische ijzer- en staalindustrie na de tweede wereldoorlog. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, n° 2009, 14 décembre 1955, pp. 1098-1101.*)

La reconcentration des industries sidérurgiques et minières d'Allemagne de l'Ouest dans le cadre de la C.E.C.A. (*Politique étrangère, Paris, n° 6, décembre 1955, pp. 719-732.*)

ROMUS P., Le charbon, moteur ou frein de l'économie belge ? (*Chambre de commerce de Bruxelles, n° 43, 9 décembre 1955, pp. 1027-1034.*)

10. GENERALITES

Considérations sur le problème de la balance des paiements du Congo belge et du Ruanda-Urundi. (*Bulletin mensuel de la Direction générale des Etudes et de la Documentation générales, Ministère des Affaires Economiques, Bruxelles, n° 12, décembre 1955, pp. 34-52.*)

van ZEELAND P., L'économie belge de 1945 à 1955. (*Revue politique, Bruxelles, 1^{er} décembre 1955, pp. 481-508.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge, au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

- I. — Législation économique générale
- II. — Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), législation monétaire, bancaire et financière
- III. — Législation agricole
- IV. — Législation industrielle
- V. — Législation du travail
- VI. — Législation relative au commerce intérieur
- VII. — Législation relative au commerce extérieur
- VIII. — Législation des transports
- IX. — Législation relative aux prix et aux salaires
- X. — Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)
- XI. — Législation en matière de dommages de guerre

II — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES (Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES), LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

Arrêté royal du 5 décembre 1955

modifiant le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 11 décembre 1955, p. 8.141).

Arrêté royal du 6 décembre 1955

portant modification des tarifs de la Caisse de Retraite (Moniteur du 14 décembre 1955, p. 8.185).

Arrêté royal du 12 décembre 1955

portant règlement organique du Commissariat des monnaies (Moniteur du 31 décembre 1955, p. 8.555).

Arrêté royal du 16 décembre 1955

relatif au groupement des obligations Louvain 4 ½ p.c. 1918 (Moniteur du 30 décembre 1955, p. 8.494).

Arrêtés royaux du 16 décembre 1955

contenant des dispositions relatives à la dépossession involontaire de titres belges au porteur visés par l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif aux titres belges et étrangers, à l'exception de ceux de la Dette

publique directe ou indirecte et des titres qui leur sont assimilés (Moniteur du 30 décembre 1955, p. 8.496).

Arrêté royal du 21 décembre 1955

portant relèvement du plafond des engagements de la Caisse nationale de crédit professionnel (Moniteur du 31 décembre 1955, p. 8.540).

Arrêté royal du 24 décembre 1955

modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953, majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur du 30 décembre 1955, p. 8.495).

Loi du 29 décembre 1955

ouvrant des crédits provisoires, à valoir sur les budgets de l'exercice 1956 et postposant la clôture des opérations d'établissement des impôts directs pour l'exercice 1955 (Moniteur du 31 décembre 1955, p. 8.541).

Loi du 29 décembre 1955

contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1956 (Moniteur du 31 décembre 1955, p. 8.543).

III — LEGISLATION AGRICOLE

Arrêté royal du 20 décembre 1955

modifiant l'arrêté royal du 28 janvier 1953, instituant une marque de contrôle pour le lait de qualité (Moniteur du 31 décembre 1955, p. 8.561).

VII — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté royal du 10 décembre 1955

subordonnant au paiement d'un droit spécial l'importation de divers produits textiles, originaires de certains pays (Moniteur des 19-20 décembre 1955, p. 8.304).

Arrêté royal du 12 décembre 1955

modifiant l'arrêté royal du 14 mars 1953 concernant l'importation des viandes (Moniteur du 23 décembre 1955, p. 8.369).

Arrêté royal du 12 décembre 1955

relatif à l'exportation des viandes (Moniteur du 23 décembre 1955, p. 8.371).

Arrêté royal du 24 décembre 1955

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 29 décembre 1955, p. 8.471).

Arrêté royal du 24 décembre 1955

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 29 décembre 1955, p. 8.476).

Arrêté royal du 24 décembre 1955

modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953, majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur du 30 décembre 1955, p. 8.495).

Arrêté royal du 27 décembre 1955

relatif à l'importation de produits visés par le Traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (Moniteur du 29 décembre 1955, p. 8.475).

Arrêté ministériel du 27 décembre 1955

modifiant et complétant les arrêtés ministériels des 17 janvier, 14 mai et 6 septembre 1955 relatifs au transit de certaines marchandises (Moniteur du 31 décembre 1955, p. 8.562).

X — LEGISLATION SOCIALE

(PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)

Arrêté royal du 6 décembre 1955

modifiant l'arrêté du Régent du 14 septembre 1946, pris en exécution des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 (Moniteur du 14 décembre 1955, p. 8.184).

XI. — LEGISLATION EN MATIERE DE DOMMAGES DE GUERRE

Accord entre la Belgique et les Pays-Bas

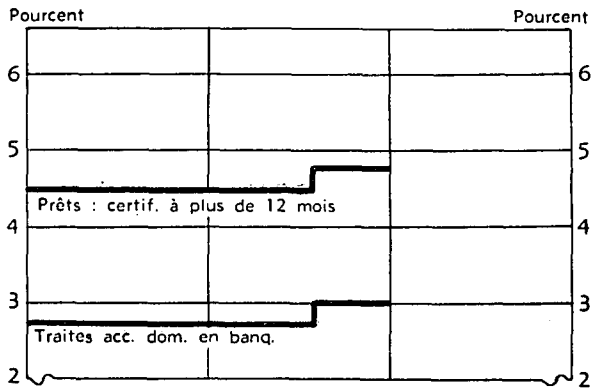
concernant la réparation réciproque des dommages de guerre à la propriété privée, conclu par échange de lettres, datées à Bruxelles, les 4 et 14 juin 1951, et

Accord de modification

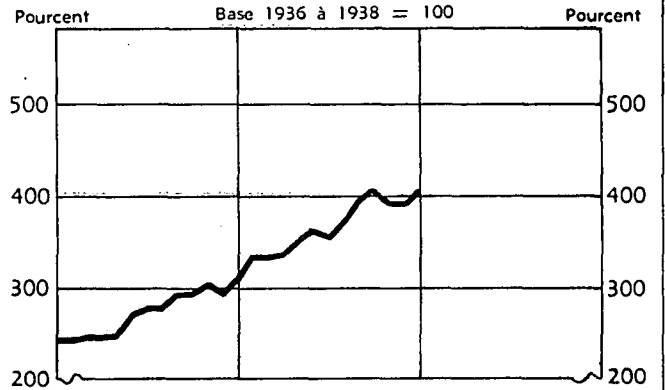
conclu par échange de lettres, datées à Bruxelles, les 14 septembre et 17 octobre 1955. Entrée en vigueur (Moniteur du 18 décembre 1955, p. 8.264).

GRAPHIQUES DE LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA BELGIQUE

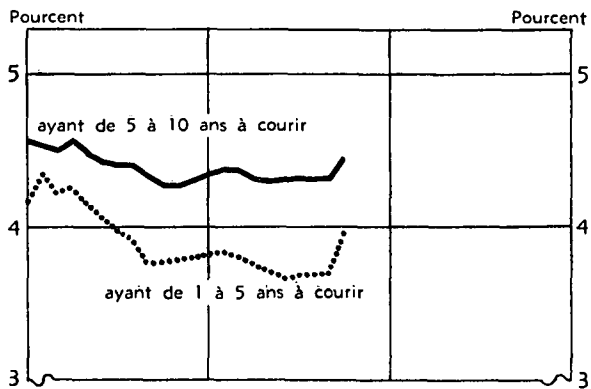
B.N.B. - TAUX D'ESCOMPTE ET DE PRETS



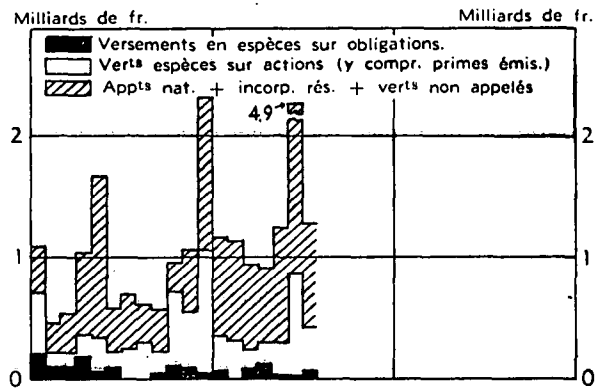
INDICE GENERAL DES ACTIONS



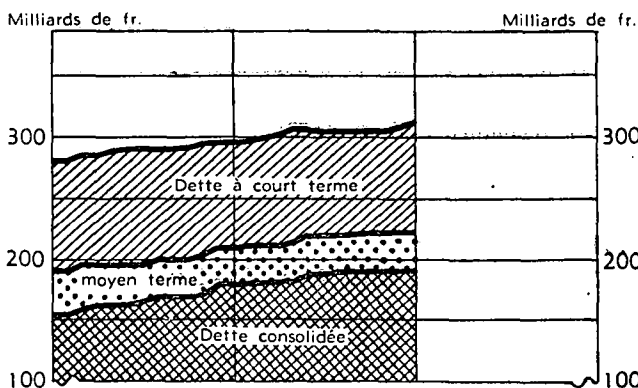
RENDEMENTS D'OBLIGATIONS (1)



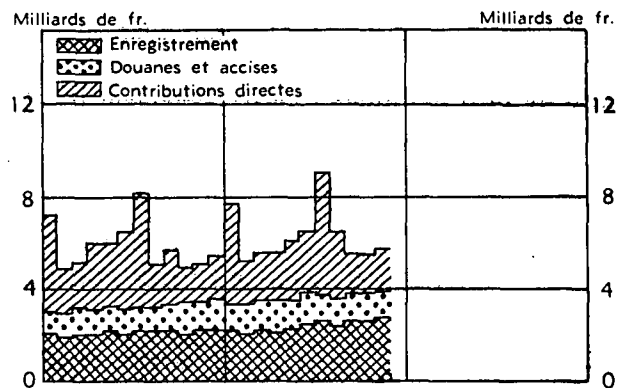
EMISSIONS DE CAPITAUX (2)



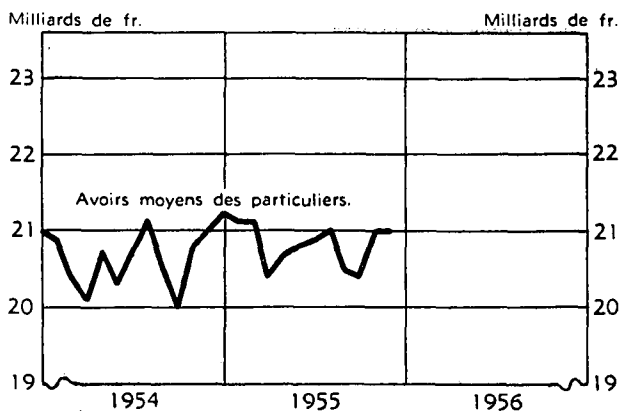
DETTE PUBLIQUE (3)



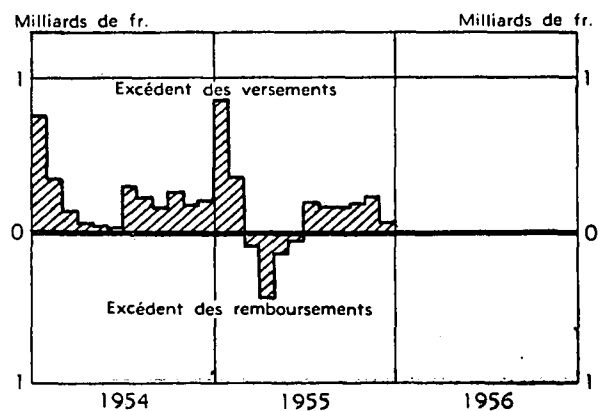
RECETTES FISCALES



AVOIRS A L'OFFICE DES CHEQUES POSTAUX



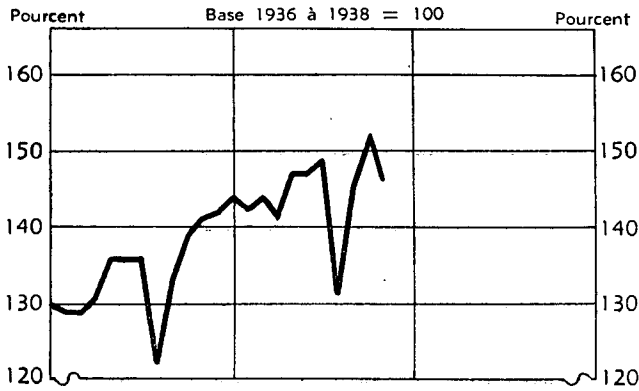
CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE



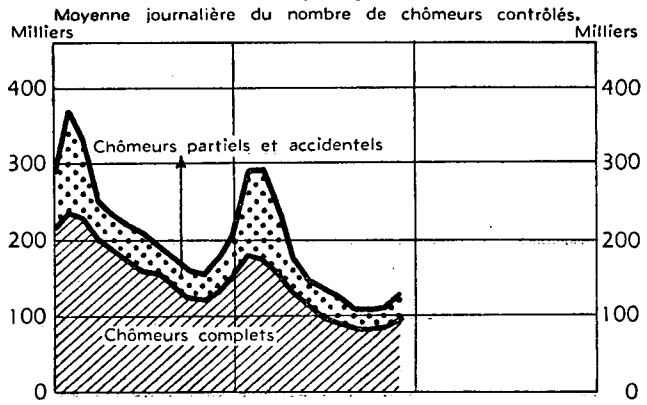
(1) Bons de caisse 4 1/2 % (parastataux) dont l'Etat garantit l'intérêt et l'amortissement
 (2) Sociétés anonymes, commandites par actions, S.P.R.L. belges et sociétés congolaises
 (3) Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918

GRAPHIQUES DE LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA BELGIQUE

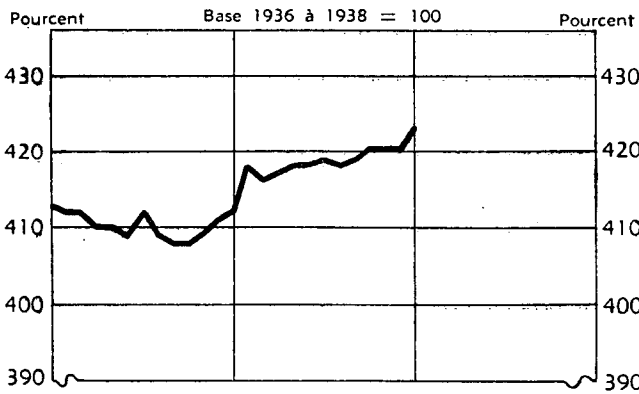
INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE



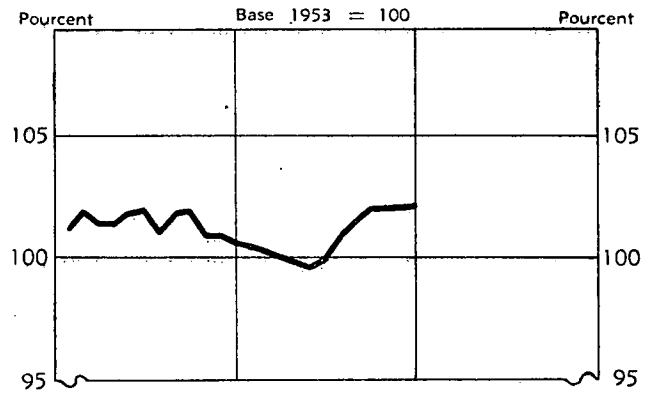
CHOMAGE



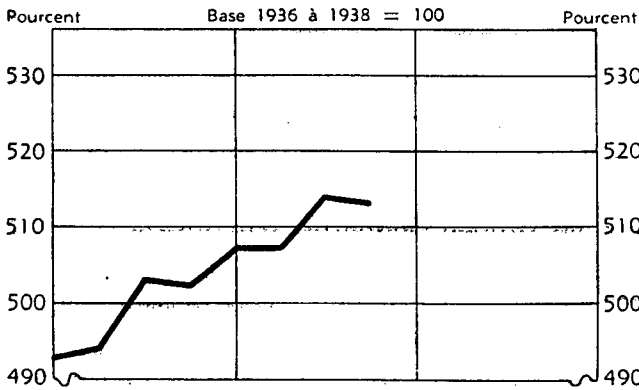
INDICE GENERAL DES PRIX DE GROS



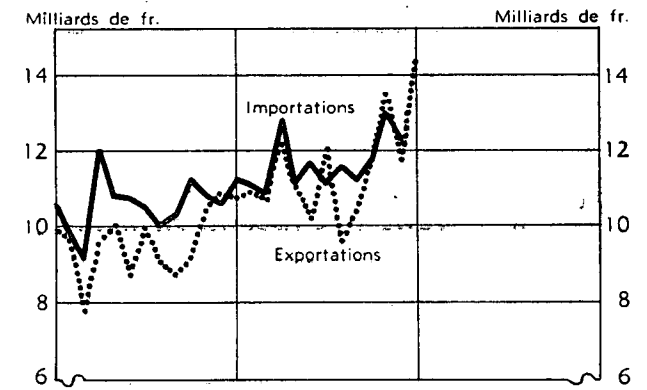
INDICE GENERAL DES PRIX DE DETAIL



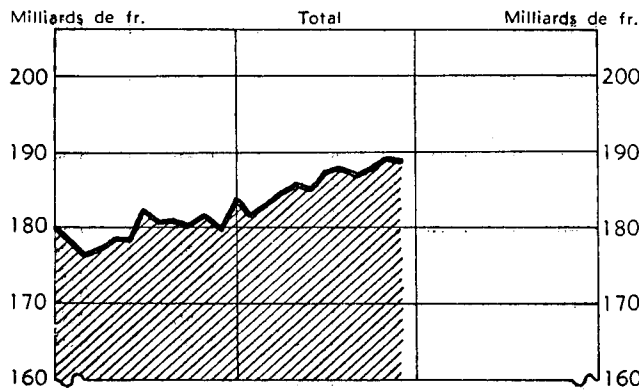
INDICE DES SALAIRES HORAIRES MOYENS



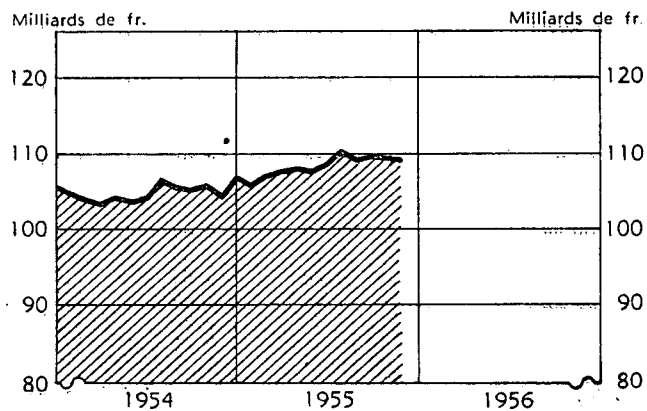
COMMERCE EXTERIEUR



STOCK MONETAIRE EN FRANCS BELGES



STOCK DE MONNAIE FIDUCIAIRE



STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES

(Table des matières, voir dernière page du Bulletin)

MARCHE DE L'ARGENT

I. — TAUX D'ESCOMPTE ET DE PRETS (en %)

2

Epoques	Taux officiels de la Banque Nationale de Belgique										Call-Money		
	Escompte					Prêts et avances sur 1 *					Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (arrêtés 22-3-52 et 26-7-52)	En chambre de compensation	Hors compensation
	Traites acceptées domiciliées en banque Warrants et acceptations de banque préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées domiciliées en banque	Traites non acceptées non domiciliées en banque	Promesses	Certificats ayant maximum 120 jours à courir	Certificats ayant maximum 8 mois à courir	Certificats ayant maximum 12 mois à courir	Certificats à plus de 12 mois et emprunts à moyen terme	Autres effets publics			
1954 Moyenne ...	2,75	3,25	4,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	2,75 ²	1,25	1,25
1955 Moyenne ...	2,85	3,46	4,35	4,46	4,60	2,0781	2,1875	2,2969	4,60	4,60	—	1,35	1,35
1954 Octobre	2,75	3,25	4,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	—	1,25	1,25
Novembre ...	2,75	3,25	4,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	—	1,25	1,25
Décembre ...	2,75	3,25	4,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	—	1,25	1,25
1955 Janvier	2,75	3,25	4,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	—	1,25	1,25
Février	2,75	3,25	4,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	—	1,25	1,25
Mars	2,75	3,25	4,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	—	1,25	1,25
Avril	2,75	3,25	4,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	—	1,25	1,25
Mai	2,75	3,25	4,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	—	1,25	1,25
Juin	2,75	3,25	4,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	—	1,25	1,25
Juillet	2,75	3,25	4,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	—	1,25	1,25
Août (dep. le 4)	3,—	3,75	4,50	4,75	4,75	2,1875	2,1875	2,1875	4,75	4,75	—	1,50	1,50
Septembre ...	3,—	3,75	4,50	4,75	4,75	2,1875	2,1875	2,1875	4,75	4,75	—	1,50	1,50
Octobre	3,—	3,75	4,50	4,75	4,75	2,1875	2,1875	2,1875	4,75	4,75	—	1,50	1,50
Novembre	3,—	3,75	4,50	4,75	4,75	2,1875	2,1875	2,1875	4,75	4,75	—	1,50	1,50
Décembre ...	3,—	3,75	4,50	4,75	4,75	2,1875	2,1875	2,1875	4,75	4,75	—	1,50	1,50

1 La Banque Nationale de Belgique admet en nantissement d'avances en compte courant et de prêts à court terme, les certificats de trésorerie spéciaux U.E.P. Les taux de ces opérations s'élèvent respectivement à 8,20 % et 8,50 % pour les certificats émis à 18 et 24 mois.

2 Moyenne des neuf premiers mois.

* Quotité de l'avance au 31 décembre 1955 :

Certificats de trésorerie émis à court terme	max. 95 %	Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans 1949	max. 90 %
Certificats de trésorerie émis à 2 ou 8 ans	» 90 %	Certificats de trésorerie 4 % à 5 ans 1954	» 90 %
Obligations Emprunt 4 ½ %, 1951 à 10 ou 15 ans	» 90 %	Certificats de trésorerie 3,75 % à 5 ans 1954	» 90 %
Obligations Emprunt 4 ½ %, 1952-1962, à 10 ans	» 90 %	Certificats de trésorerie 4 % 1950 Congo belge	» 90 %
Obligations Emprunt 4 ½ %, 1952-1964, à 12 ans	» 90 %	Obligations 4 % 1950-1960 Congo belge	» 90 %
Certificats de trésorerie 3 ½ % à 15 ans au plus 1942	» 90 %	Obligations 3 ½ % de l'Assain. Monét. 2e, 3e et 4e séries ...	» 90 %
Certificats de trésorerie 4 % à 5, 10 ou 20 ans 1948	» 90 %	Autres effets publics	» 80 %
Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans 1947	» 90 %	Certificats de trésorerie spéciaux U.E.P.	» 50 %
Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans 1948	» 90 %		

II. — TAUX DES DEPOTS EN BANQUE ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE

4

Epoques	Banques — Comptes de dépôts à *					Caisse générale d'Epargne (dépôts sur livrets)		
	vue	15 jours de préavis	1 mois	3 mois	6 mois	jusqu'à 100.000 fr. 1	100.001 à 150.000 fr. 1	au delà de 150.000 fr.
1954 Moyenne	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1955 Moyenne	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1954 Octobre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Novembre ...	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Décembre ...	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1955 Janvier	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Février	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Mars	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Avril	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Mai	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Juin	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Juillet	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Août	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Septembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Octobre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Novembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Décembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50

* Moyenne de quatre banques.

1 Jusqu'au 31 décembre 1954 : 8 % jusqu'à 75.000 fr.; 1,50 % de 75.001 à 150.000 fr.; 0,50 % au delà de 150.000 fr.

III. — L'argent au jour le jour
(millions de francs)

Cours des métaux précieux ¹

Moyennes journalières	Capitaux prêtés			Capitaux empruntés		
	par des organismes compensateurs		Total	par des organismes non compensateurs	en compensation	hors compensation
	Banques de dépôts	Autres organismes				
1953	2.378	694	3.072	2.319	2.996	2.395
1954	2.330	422	2.752	2.584	2.731	2.605
1955 Juin	2.240	125	2.365	3.253	2.365	3.253
Juillet	2.185	516	2.701	3.043	2.701	3.043
Août	2.292	411	2.703	3.699	2.703	3.699
Septembre ..	2.355	220	2.575	2.855	2.575	2.855
Octobre ...	2.580	194	2.774	2.599	2.774	2.599
Novembre ..	2.287	350	2.637	2.700	2.637	2.700
Décembre :	2.472	325	2.797	3.054	2.796	3.055
2 au 8 ..	2.510	369	2.879	3.028	2.879	3.028
9 au 15 ..	2.527	437	2.964	3.362	2.964	3.362
16 au 22 ..	2.636	350	2.986	3.172	2.982	3.176
23 au 29 ..	2.501	129	2.630	2.996	2.630	2.996
Janvier :						
30/12 au 5 ..	2.570	218	2.788	2.179	2.788	2.179
6 au 12 ..	2.368	180	2.548	2.754	2.548	2.754
13 au 19 ..	2.374	359	2.733	2.505	2.733	2.505

Moyennes journalières	Londres 1		Bombay 2	
	Or en sh. et d. par oz. fin	Or Conversion en sh. et d. par oz. fin	Or Conversion en pence par oz. fin	Argent Conversion en pence par oz. fin
1954	249/9½ ²	350/11	76	
1955	250/11	376/5	79	
1954 Octobre ..	250/9½	350/9	76	
Novembre ..	250/10½	353/0	76	
Décembre ..	251/4½	350/7	74	
1955 Janvier ...	251/7	361/3	76	
Février ...	251/9½	371/6	79	
Mars ...	251/2	373/3	80	
Avril ...	250/8	383/8	80	
Mai	250/8	375/0	79	
Juin	251/2	374/3	76	
Juillet ...	251/8	377/3	77	
Août	251/4¼	380/0	79	
Septembre ..	251/1½	379/6	80	
Octobre ...	250/6¾	379/3	81	
Novembre ..	249/8¾	385/6	82	
Décembre ..	249/6¾	376/3	83	

¹ Notamment le Crédit Communal de Belgique et la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

² Notamment la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite et l'Office National de Sécurité Sociale.

³ Notamment l'Institut de Récompte et de Garantie et l'Office National du Ducroire.

⁴ Notamment le Fonds des Rentes et l'Office Central de Crédit hypothécaire.

¹ Prix de l'oz d'or fin : 1o) à New-York : 85 \$ depuis le 1er février 1934; 2o) à Londres : 248 sh. du 18 sept. 1949 au 19 mars 1954. — Réouverture du marché libre de l'or le 22 mars 1954.

² Cotations originales en roupies et annas respectivement par fine tola et par 100 fine tolas.

³ Moyenne des 9 derniers mois.

MARCHE DES CHANGES

I. — Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles ¹⁰
(francs belges)

Moyennes	1 franc suisse	1 \$ U.S.A.	100 francs français	1 \$ canadien	1 Livre Sterling	100 Escudos	1 fl. P.B.	1 Cr. suéd.	1 Cr. dan.	1 D. M.	1 Cr. norv.	\$ Accord Argentine U.E.B.L.	Lire italienne
1954	11,46	50,05	14,27	51,44	140,05	174,04	13,18	9,64	7,21	11,94	7,00	—	—
1955	11,41	50,23	14,27	50,94	139,56	174,04	13,15	9,64	7,21	11,89	6,98	49,29 ¹	7,97 ²
1954 Octobre ..	11,44	50,05	14,28	51,62	139,93	174,03	13,17	9,63	7,20	11,90	6,99	—	—
Novembre ..	11,41	50,04	14,24	51,64	139,74	174,03	13,16	9,60	7,19	11,87	6,98	—	—
Décembre ..	11,39	50,10	14,24	51,77	139,49	174,02	13,17	9,60	7,19	11,86	6,97	—	—
1955 Janvier ..	11,38	50,10	14,28	51,87	139,35	174,03	13,17	9,60	7,19	11,86	6,96	—	—
Février ..	11,37	50,16	14,28	51,37	139,30	174,04	13,15	9,60	7,19	11,84	6,96	—	—
Mars	11,38	50,36	14,29	51,18	139,66	174,04	13,14	9,60	7,20	11,84	6,98	49,99 ³	—
Avril	11,40	50,26	14,26	50,99	140,05	174,05	13,15	9,63	7,22	11,88	7,00	49,86	—
Mai	11,42	50,26	14,29	50,96	139,96	174,04	13,17	9,64	7,21	11,91	6,99	49,90	—
Juin	11,45	50,32	14,31	51,11	139,92	174,05	13,16	9,68	7,21	11,94	6,99	49,96	—
Juillet ..	11,47	50,33	14,33	51,11	139,59	174,03	13,13	9,68	7,22	11,94	6,98	49,74	—
Août	11,44	50,31	14,29	51,08	139,07	174,02	13,11	9,67	7,19	11,89	6,96	48,69	—
Septembre ..	11,43	50,31	14,27	50,94	139,10	174,04	13,14	9,66	7,19	11,90	6,96	48,63	7,99 ⁴
Octobre ...	11,42	50,22	14,19	50,48	139,40	174,04	13,14	9,66	7,21	11,89	6,97	48,58	7,95
Novembre ..	11,41	50,10	14,22	50,12	139,67	174,05	13,14	9,63	7,23	11,89	6,98	48,51	7,94
Décembre ..	11,41	50,03	14,22	50,05	139,77	174,05	13,15	9,63	7,23	11,91	6,98	49,19	7,95

¹ Moyenne du 1er mars au 31 décembre 1955. — ² Moyenne du 22 août au 31 décembre 1955. — ³ A partir du 1er mars 1955. — ⁴ A partir du 22 août 1955.

II. — Cours officiels, au 31 décembre 1955, fixés par la Banque Nationale de Belgique ¹⁰
en vertu de l'arrêté n° 6 pris à Londres le 1er mai 1944 par les Ministres réunis en Conseil
(« Moniteur belge » du 5 septembre 1944, n° 22)
(francs belges)

Devises	Cours contractuel	Transferts	
		Cours acheteur	Cours vendeur
100 francs congolais	—	100,—	100,—
100 francs luxembourgeois	—	100,—	100,—
100 couronnes tchécoslovaques	694,44225	692,50	696,50
100 schillings autrichiens	192,30769	191,72	192,90

MARCHE DES CAPITAUX

I. — COURS COMPARÉS DE QUELQUES FONDS PUBLICS

14

Désignation des titres	Cotation pour	Cours au				
		1 septembre 1955	8 octobre 1955	2 novembre 1955	1 décembre 1955	8 janvier 1956
I. — Dette intér. dir. de l'Etat Belge (Intérêts à bonif.)						
Dette 3 1/2 %, 1937 ^{1 2}	100,—	87,75	87,75	87,85	88,10	88,30
Dette 3 1/2 %, 1943 ^{1 2}	100,—	89,20	89,25	89,45	89,75	89,95
Dette unifiée 4 % 1 ^{er} s. ^{1 2}	100,—	96,45	96,35	95,85	96,—	95,70
Emprunt de la Libération, 4 %, 1945 ²	100,—	94,—	94,—	93,80	93,80	93,70
Emprunt 4 1/2 %, 1951, à 10 ou 15 ans ²	100,—	100,95	101,05	100,70	100,60	100,70
Emprunt 4 1/2 %, 1952-1962, à 10 ans ²	100,—	101,10	101,30	101,25	101,60	102,05
Emprunt 4 1/2 %, 1952-1964, à 12 ans ²	100,—	100,55	100,55	100,25	100,55	101,05
Emprunt 4 1/2 %, 1953, à 20 ans ²	100,—	98,30	98,20	98,15	98,75	99,60
Emprunt 4 1/2 %, 1953-1968, à 15 ans ²	100,—	98,—	98,—	98,50	99,60	99,95
Emprunt 4 1/2 %, 1954-1972, à 18 ans ²	100,—	97,55	97,55	97,90	98,75	99,75
Emprunt 4 1/4 %, 1954-1974, à 20 ans, 1 ^{re} série ²	100,—	95,50	95,15	95,20	95,35	95,70
Emprunt 4 1/4 %, 1954-1974, à 20 ans, 2 ^e série ²	100,—	94,90	94,70	94,70	94,80	95,15
Emprunt 4 %, 1955-1975, à 20 ans ²	100,—	—	—	—	93,—	92,75
Certif. de Trés. à 15 ans au plus, 3 1/2 %, 1942, 1 ^{re} série ^{1 2}	100,—	113,90	113,90	114,—	114,05	114,65
Certif. de Trés. à 20 ans au plus, 3 1/2 %, 1943, 1 ^{2 3}	100,—	109,—	109,—	108,65	108,55	108,55
Certif. de Trés. à 5 ou 10 ans, 4 %, 1947 ²	100,—	105,40	105,35	105,60	105,65	105,75
Certif. de Trés. à 5 ou 10 ans, 4 %, 1948 ²	100,—	107,60	107,65	108,05	108,15	108,10
Certif. de Trés. à 5 ou 10 ans, 4 %, 1949 ²	100,—	103,55	103,60	103,85	103,90	104,10
Certif. de Trés. à 5 ans, 4 %, 1954 ²	100,—	100,50	100,35	100,30	100,25	100,35
Certif. de Trés. à 5 ans, 3 3/4 % 1954 ²	100,—	99,20	99,15	99,20	99,40	99,40
Emprunts à lots 1938, 4 %	500,—	501,—	500,—	504,—	504,—	507,—
Emprunts à lots 1941 (4 % depuis 1951)	1.000,—	994,—	992,—	997,—	1.001,—	1.003,—
Emprunts à lots 1953 (2 %, 5 % dès 1967) ²	1.000,—	1.028,—	1.029,—	1.030,—	1.030,—	1.031,—
II. — Dette indir. et dette gar. par l'Etat (Int. à bon.)						
Domages de guerre à lots 1923, 4 %	525,—	521,—	521,—	523,—	521,—	527,—
Empr. de la Reconstr. 1 ^{re} tr. 1947 (2 %, 5 % dès 1957) ²	1.000,—	1.012,—	1.012,—	1.014,—	1.019,—	1.046,—
Empr. de la Reconstr. 2 ^e tr. 1949 (2 %, 5 % dès 1958) ²	1.000,—	1.024,—	1.024,—	1.024,—	1.025,—	1.036,—
Empr. de la Reconstr. 3 ^e tr. 1950 (2 %, 5 % dès 1960) ²	1.000,—	1.037,—	1.034,—	1.036,—	1.043,—	1.057,—
Soc. Nat. Ch. de fer belges (tr. belge), act. priv. 4 % ^{1 2}	500,—	496,—	496,—	494,—	497,—	494,—
Caisse autonome des Domm. de Guerre 1 ^{re} tr. 5 % 1953 ²	100,—	102,35	102,25	102,25	102,15	102,15
Régie des Télégr. et Téléph. à 15 ans, 4 1/2 %, 1953, 1 ^{re} s. ²	100,—	99,60	99,50	99,70	100,05	100,45
Régie des Télégr. et Téléph. à 15 ans, 4 1/2 %, 1953, 2 ^e s. ²	100,—	99,55	99,40	99,35	99,65	100,45
Régie des Télégr. et Téléph. à 20 ans, 4 1/2 %, 1954, 1 ^{re} s. ²	100,—	95,10	94,85	94,95	95,30	95,65
Soc. Nat. Ch. de fer belges, 4 1/2 %, 1954-1972 ²	100,—	97,50	97,35	98,25	99,—	99,85
Soc. Nat. Ch. de fer belges, 4 1/4 %, 1954-1974 ²	100,—	94,55	94,45	94,75	95,15	95,40
Soc. Nat. Ch. de fer belges, 4 %, 1955-1975 1 ^{re} s. ²	100,—	93,—	93,—	93,15	93,10	93,15
Soc. Nat. Créd. à l'Ind. à 10 ans, 4 1/2 %, 1951 ²	100,—	101,55	101,65	101,75	102,05	102,—
Soc. Nat. Créd. à l'Ind. à 10 ans, 4 1/2 %, 1952 2 ^e s. ²	100,—	102,15	102,10	102,05	102,05	102,25
III. — Dette directe de la Colonie.						
Sans coupons d'intérêt : Congo belge, emprunt à lots 1888	100,—	258,—	257,—	256,—	255,—	254,—
<i>Intérêts à bonifier :</i>						
Dette coloniale 1936, 4 %	100,—	94,80	94,80	94,80	94,80	94,80
Dette coloniale 1954-1974, 4 1/4 % ²	100,—	97,40	96,70	97,—	98,15	97,90
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1950 ²	100,—	102,80	102,85	102,75	102,80	102,85

¹ Titres pour lesquels une opération est en cours en vertu des arrêtés du 6 octobre 1944. — ² Titres créés après le 6 octobre 1944. — ³ Le taux de l'intérêt a été porté à 4 % le 14 octobre 1948.

II. — INDICE MENSUEL DES ACTIONS AUX BOURSES DE BRUXELLES ET D'ANVERS

15¹

Source : Institut National de Statistique.

Dates	Indice général	Assur., bancq., soc. à portef.	Entr. immob., hypoth. et hôtel	Chemins de fer et transport par eau	Tramw., Chem. de fer vicinaux et transports	Tracts d'entr. de tramways et d'électricité	Entr. de gaz et d'électricité	Distribution d'eau	Industries métallurgiques	Zincs, plombs et mines	Produits chimiques	Charbonnages et fours à coke	Glaceries	Verres	Industries de la construction	Ind. textiles et soieries	Entreprises coloniales	Plantations	Alimentation	Industries diverses
Indices par rapport aux cours du mois précédent																				
1955 1 ^{er} déc. ...	102	102	97	101	101	97	100	99	99	103	100	99	108	97	104	98	104	101	102	103
1956 3 janv. ...	101	102	102	97	101	100	99	99	101	100	100	103	106	98	99	106	103	100	99	97
Indices par rapport à la période 1936 à 1938																				
1955 4 janv. ...	331	356	153	987	89	158	245	67	241	437	228	244	159	173	285	172	709	81	195	355
1 ^{er} février .	331	347	154	396	91	158	247	65	251	429	228	244	152	176	294	170	700	75	195	362
1 ^{er} mars ...	333	354	153	398	94	161	245	66	250	459	231	248	146	166	293	166	702	67	191	375
1 ^{er} avril ...	352	366	154	401	92	178	258	73	247	503	231	244	148	176	303	161	763	68	191	406
2 mai	358	369	156	419	96	192	266	67	252	500	242	243	155	176	304	157	762	72	201	460
1 ^{er} juin ...	354	367	151	405	93	182	259	68	245	498	234	248	149	167	297	150	764	70	201	435
1 ^{er} juillet .	373	391	155	402	92	186	257	66	244	505	231	257	160	174	302	141	840	74	203	438
1 ^{er} août ...	398	410	153	426	94	199	272	66	257	557	239	273	178	184	308	143	905	81	203	480
1 ^{er} sept. ...	409	408	153	420	91	200	275	69	275	553	237	292	197	195	321	144	937	79	207	477
3 oct.	398	400	156	415	98	204	279	74	270	524	232	290	198	188	323	145	887	83	212	479
2 nov.	394	395	152	416	98	201	276	70	271	511	229	295	204	189	351	144	868	76	210	482
1 ^{er} déc. ...	402	403	147	421	99	195	275	69	268	528	229	291	221	183	365	141	904	77	214	495
1956 3 janv. ...	407	410	150	408	100	195	272	68	272	528	230	301	235	180	362	149	929	77	212	482

III. — MOUVEMENT DES OPERATIONS A LA BOURSE DE BRUXELLES

15²

Source : Bulletin mensuel des statistiques publié par la Commission de la Bourse de Bruxelles.

Périodes	Nombre de séances	Obligations de sociétés		Actions		Total	
		Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)
1954	249	129	127	20.654	27.191	20.783	27.318
1955	246	126	126	23.523	37.187	23.649	37.313
1954 Décembre ...	23	11	11	2.312	3.046	2.323	3.057
1955 Janvier	20	10	10	2.607	3.239	2.617	3.249
Février	20	11	11	1.963	2.779	1.974	2.790
Mars	23	12	12	2.085	3.217	2.097	3.229
Avril	19	11	11	2.166	3.625	2.176	3.635
Mai	19	9	9	1.649	2.635	1.658	2.644
Juin	22	9	9	1.771	2.798	1.780	2.807
Juillet	19	9	9	1.818	3.199	1.827	3.208
Août	22	13	13	2.233	3.976	2.246	3.989
Septembre ...	22	15	15	2.575	3.982	2.589	3.997
Octobre	20	10	10	1.801	3.029	1.810	3.039
Novembre ...	19	9	9	1.588	2.618	1.597	2.627
Décembre ...	21	9	9	1.269	2.090	1.278	2.099

IV. — RENDEMENT DES TITRES A REVENU FIXE

16

1. — Dette unifiée et emprunts remboursables globalement à date fixe

Début de mois	Dette unifiée 4 %	Emprunts remboursables globalement à date fixe												
		Echéance de 1 à 5 ans						Echéance de 5 à 10 ans				Echéance de 10 à 20 ans		
		Etat		Paraétatiques		Villes		Sociétés	Etat		Paraétatiques		Villes	Sociétés
		3 ½ %	4 %	4 %	4 ½ %	4 %	4 ½ %	4 ½ %	4 %	4 %	4 ½ %	4 ½ %	4 et 4 ½ %	
1954 Juillet	4,25	3,44	3,56	3,25	3,92	3,96	3,96	5,21	4,33	4,24	4,41	4,49	4,91	
Août	4,26	3,34	3,56	3,98	3,75	3,96	3,86	4,71	4,29	4,29	4,34	4,45	4,77	
Septembre ...	4,22	3,28	3,46	3,93	3,76	3,84	3,73	4,36	4,10	4,15	4,28	4,40	4,72	
Octobre	4,22	3,38	3,47	3,92	3,78	3,77	3,61	4,77	4,17	4,22	4,29	4,31	4,72	
Novembre ...	4,21	3,38	3,52	4,01	3,79	3,89	3,58	4,67	4,27	4,33	4,32	4,30	4,78	
Décembre ...	4,21	3,44	3,68	4,08	3,81	3,96	3,72	4,77	4,35	4,36	4,36	4,36	4,66	
1955 Janvier	4,20	3,62	3,64	4,07	3,82	3,91	3,71	5,11	4,36	4,42	4,38	4,50	4,98	
Février	4,17	3,48	3,58	3,90	3,80	3,84	3,60	4,49	4,24	4,14	4,37	4,49	4,73	
Mars	4,15	3,41	3,49	3,93	3,76	3,72	3,48	4,61	4,05	3,94	4,33	4,46	4,69	
Avril	4,13	3,36	3,41	3,89	3,71	3,60	3,27	4,58	4,02	3,94	4,30	4,45	4,79	
Mai	4,16	3,41	3,34	3,99	3,66	3,56	3,21	4,57	4,10	4,14	4,31	4,46	4,92	
Juin	4,16	3,12	3,32	4,00	3,68	3,51	3,15	4,52	4,10	4,22	4,32	4,38	4,89	
Juillet	4,14	3,17	3,32	3,98	3,67	3,64	3,07	4,06	4,02	4,09	4,30	4,37	4,98	
Août	4,15	3,14	3,31	4,02	3,68	3,59	3,01	4,83	4,08	—	4,33	4,37	5,08	
Septembre ...	4,15	3,40	3,46	4,16	3,96	3,72	3,27	5,04	4,10	—	4,45	4,48	5,06	

1 Série révisée.

2. — Emprunts amortissables par annuités et emprunts à lots

Début de mois	Emprunts amortissables par annuités constantes						Emprunts à lots		
	Echéance de 1 à 5 ans		Echéance de 5 à 10 ans		Echéance de 10 à 20 ans		Echéance à plus de 20 ans		
	Sociétés	Villes	Sociétés	Colonie	Villes	Sociétés	Villes	Dette directe de l'Etat	Dette indirecte de l'Etat
	4 ½ et 5 %	4 %	4 à 5 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %
1954 Juillet	4,78	4,81	5,13	4,56	4,90	5,58	4,86	4,48	5,10
Août	4,34	4,72	5,04	4,57	4,89	5,40	4,85	4,41	5,03
Septembre ...	4,25	4,38	4,87	4,57	4,83	5,30	4,83	4,38	4,96
Octobre	4,33	4,30	4,86	4,57	4,79	5,08	4,78	4,38	4,90
Novembre ...	4,37	4,30	4,91	4,56	4,73	5,10	4,55	4,38	4,91
Décembre ...	4,48	4,30	4,88	4,56	4,69	5,19	4,50	4,42	4,91
1955 Janvier	4,26	4,32	4,81	4,56	4,69	5,01	4,50	4,43	4,88
Février	4,18	4,29	4,59	4,56	4,67	4,78	4,43	4,38	4,79
Mars	3,84	4,30	4,48	4,53	4,61	4,62	4,38	4,36	4,79
Avril	3,90	4,29	4,45	4,45	4,58	4,52	4,36	4,38	4,78
Mai	4,18	4,29	4,49	4,42	4,58	5,12	4,35	4,41	4,82
Juin	4,23	4,29	4,72	4,42	4,59	4,75	4,59	4,42	4,79
Juillet	4,04	4,29	4,59	4,42	4,58	4,80	4,32	4,41	4,83
Août	4,12	4,30	4,61	4,42	4,58	4,89	4,31	4,44	4,86
Septembre ...	4,83	4,37	4,73	4,45	4,56	4,98	4,33	4,46	4,98

N. B. — Méthode d'établissement : voir Bulletin d'Information et de Documentation d'avril 1958, p. 231.

Tableau rétrospectif

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Constitutions de sociétés			Augmentations de capital				Emissions d'obligations		Ensemble des émissions	Primes d'émission	Libération sans espèces		Emissions nettes	
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur val. nominale	Nombre	Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur val. nominale	Nombre	Montant nominal	Montant nominal		1	Apports en nature		Incorporations de réserves au capital

A. — Sociétés belges (sociétés anonymes et en commandite par actions, sociétés de personnes à responsabilité limitée)

1953	2.209	1.736	1.546	647	6.040	2.924	2.593	72	1.394	6.054	19,5	1.713	1.288	2.525
1954	2.181	1.835	1.628	756	12.113	5.711	5.083	82	1.794 ⁵	9.340	537,7	1.672	2.456	4.861
1954 9 prem. mois .	1.638	1.422	1.272	475	6.162	3.271	2.871	20	729	5.422	5,5	1.208	1.677	1.992
1955 9 prem. mois .	1.698	4.254	3.946	533	8.622	6.170	5.775	20	422	10.846	605,9	4.404	2.755	3.590
1954 Septembre ...	156	159	142	55	2.493	246	172	2	31	436	0,9	148	54	144
Octobre	153	129	106	61	1.491	554	543	3	130	813	—	80	38	661
Novembre ...	146	66	62	73	1.604	512	418	2	106	684	108,0	71	130	493
Décembre ...	239	217	188	148	3.413	1.387	1.263	3	36	1.640	424,5	312	623	976
1955 Janvier	222	260	173	49	1.172	363	258	3	31	654	—	162	99	201
Février	215	163	116	41	211	556	554	—	—	719	—	80	521	69
Mars	236	181	155	65	625	518	446	4	88	786	25,2	379	122	213
Avril	195	157	120	62	739	407	396	5	113	676	—	165	246	218
Mai	165	171	124	85	1.478	843	707	1	15	1.029	18,9	126	511	228
Juin	201	3.006 ⁶	2.973 ⁶	83	2.084	1.551	1.511	1	20	4.577 ⁶	31,0	3.009	823	703
Juillet	183	155	142	53	278	301	233	3	60	516	24,6	121	119	270
Août	193	87	74	33	707	599	598	3	95	781	63,0	301	12	517
Septembre ...	148	74	69	62	1.328	1.034	1.022	—	—	1.108	443,2	60	302	1.172
Octobre ... p		161	156			1.404	1.206	—	—	1.565	76,8	114	828	497
Novembre . p		145	121			1.140	695	—	—	1.285	47,9	75	362	427

B. — Sociétés congolaises (sociétés par actions et sociétés de personnes)

1953	253	1.047	785	103	3.000	2.166	1.470	4	130	3.343	8,1	332	227	1.834
1954	301	1.354	879	87	1.604	1.218	1.121	5	260	2.832	9,0	706	182	1.381
1954 7 prem. mois .	173	837	508	49	619	457	406	2	25	1.319	9,0	293	35	620
1955 7 prem. mois .	181	686	470	68	1.993	1.730	1.307	1	25	2.441	30,5	289	568	975
1954 Mai	27	130	97	13	214	95	95	1	20	245	9,0	78	15	128
Juin	27	104	46	6	123	100	71	—	—	204	—	54	1	62
Juillet	27	111	83	4	37	20	20	—	—	131	—	33	10	60
Août	26	57	38	8	368	295	266	—	—	352	—	37	15	252
Septembre ...	28	88	78	4	66	43	43	—	—	131	—	58	—	63
Octobre	16	77	52	8	235	99	90	—	—	176	—	26	47	69
Novembre ...	18	144	67	7	238	133	130	—	—	277	—	116	32	49
Décembre ...	26	56	45	9	75	189	185	—	—	245	—	90	52	88
1955 Janvier	16	42	40	8	516	410	129	1	25	477	18,0	21	24	167
Février	26	175	117	8	191	240	187	—	—	415	—	66	2	236
Mars	32	89	59	7	33	38	21	—	—	127	0,3	35	—	45
Avril	25	102	80	11	192	121	104	—	—	223	—	65	13	106
Mai	21	52	49	13	239	145	112	—	—	197	12,1	45	24	104
Juin	29	57	40	9	313	216	204	—	—	273	—	17	79	148
Juillet	32	168	84	12	508	560	551	—	—	728	0,1	40	425	170

1 Non comprises dans les montants libérés.

2 Compris dans les constitutions et augmentations de capital.

3 Compris dans les augmentations de capital.

4 Comprendent les montants libérés sur souscriptions d'actions, les émissions d'obligations, les primes d'émission, moins les libérations sans espèces, ainsi que les émissions destinées au remboursement d'anciens emprunts.

5 Dont emprunts de conversion pour un montant total de 54 millions de francs.

6 Y compris la constitution de la Société Cockerill-Ougrée pour un montant de 2.700 millions de francs.

V. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES CONGOLAISES

17²

(millions de francs)

JUILLET 1955

Source : Institut National de Statistique.

Rubriques	Constitutions de sociétés						Augmentations de capital Sociétés par actions et sociétés de personnes			Emissions d'obligations			Primes d'émission (non comprises dans les montants libérés)	Libérations sans espèces				Dissolutions Sociétés par actions et sociétés de personnes				Réductions de capital Soc. par act. et soc. de personnes	
	par actions			de personnes			Nombre	Capital ancien	Augmen- tation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal		dont emprunts de conversion	Apports en nature		Incorporations de réserves (comprises dans les augmentations de capital)	Sociétés par actions		Sociétés de personnes		Nombre	Montant
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale									Constitutions de sociétés			Fusions	Liquidations				
															par actions	de personnes				Nombre	Montant		

Détail des émissions

Banques, soc. financières ...	—	—	—	—	—	1	7,5	2,5	0,5	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales	2	3,0	3,0	11	17,9	17,1	2	10,1	4,4	2,4	—	—	—	—	5,8	—	—	—	—	4	2,4	—	—	1	1,0
Sociétés industrielles	2	56,5	16,5	5	27,6	25,2	4	200,2	27,9	25,4	—	—	—	—	19,7	10,8	—	—	—	3	3,6	—	—	1	3,0
Mines	2	52,2	12,2	—	—	—	2	255,0	510,0	510,0	—	—	—	—	—	—	420,0	—	—	—	—	—	—	—	—
Construction, bâtiments ...	—	—	—	3	3,2	3,2	1	15,0	10,0	6,9	—	—	—	—	0,7	—	—	—	—	2	12,7	—	—	—	—
Sociétés agricoles	—	—	—	4	5,5	5,4	2	20,5	5,5	5,5	—	—	—	—	1,5	0,3	5,0	—	—	—	—	—	—	—	—
Transports	—	—	—	3	2,1	1,4	—	—	—	—	—	—	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Services publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux ...	6	111,7	31,7	26	56,3	52,3	12	508,3	560,3	550,7	—	—	0,1	1,1	28,0	11,1	425,0	—	—	9	18,7	—	—	2	4,0

Groupement des sociétés selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

1 million et moins	1	1,0	1,0	13	6,1	4,5	1	0,1	0,4	0,4	—	—	—	—	0,5	—	—	—	—	5	1,8	—	—	1	1,0
de 1 à 5 millions	2	4,2	4,2	12	29,2	26,8	4	38,0	12,0	8,0	—	—	0,1	1,1	10,5	0,3	5,0	—	—	3	4,5	—	—	1	3,0
de 5 à 10 millions	1	6,5	6,5	—	—	—	5	215,2	37,9	32,3	—	—	—	—	—	10,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 10 à 20 millions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	12,4	—	—	—	—
de 20 à 50 millions	2	100,0	20,0	1	21,0	21,0	—	—	—	—	—	—	—	—	17,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 50 à 100 millions	—	—	—	—	—	—	1	75,0	90,0	90,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
plus de 100 millions	—	—	—	—	—	—	1	180,0	420,0	420,0	—	—	—	—	—	—	420,0	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux ...	6	111,7	31,7	26	56,3	52,3	12	508,3	560,3	550,7	—	—	0,1	1,1	28,0	11,1	425,0	—	—	9	18,7	—	—	2	4,0

Répartition des sociétés suivant la nature du droit qui les régit

Sociétés de droit belge	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés de droit congolais	6	111,7	31,7	26	56,3	52,3	12	508,3	560,3	550,7	—	—	0,1	1,1	28,0	11,1	425,0	—	—	9	18,7	—	—	2	4,0
Totaux ...	6	111,7	31,7	26	56,3	52,3	12	508,3	560,3	550,7	—	—	0,1	1,1	28,0	11,1	425,0	—	—	9	18,7	—	—	2	4,0

V. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES

17³

Détail des émissions

(millions de francs)

SEPTEMBRE 1955

Source : Institut National de Statistique.

Rubriques	Constitutions de sociétés 1						Augmentations de capital (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée)			Emissions d'obligations			Primes d'émission (non comprises dans les montants libérés)	Libérations sans espèces				Dissolutions de sociétés 1 (sociétés anonymes) (sociétés en comman- dite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée)		Réductions de capital (sociétés anonymes) (sociétés en command. par actions) (sociétés de personnes à responsab. limitée)				
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée			Nombre	Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal		dont emprunts de conversion	Apports en nature		Incorporations de réserves (comprises dans les augmentations de capital)	Liquidations		Fusions		Nombre	Montant	
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale									anonymes et en commandite par actions	de personnes à responsabilité limitée		Augmentations de capital	Nombre	Montant	Nombre			Montant
							Nombre	Montant	Nombre	Montant														
Banques	—	—	—	—	—	1	18,0	9,0	9,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assurances	—	—	—	—	—	2	5,7	8,5	4,5	—	—	—	—	—	3,5	—	—	—	—	—	—	—	1	2,8
Opérat. financières et immobilières	1	1,0	0,5	1	0,1	0,1	1.045,6	710,0	708,8	—	—	—	442,8	—	0,1	0,1	100,0	6	2,7	—	—	—	1	3,0
Commerce de détail	4	4,6	4,6	24	3,9	3,9	3	0,4	3,9	—	—	—	—	3,7	2,2	0,2	3,6	9	4,5	—	—	—	—	—
Comm. de gros et comm. extérieur	7	4,9	4,8	21	11,4	10,1	10	23,9	35,2	35,2	—	—	—	3,1	7,1	1,8	2,0	12	10,3	—	—	—	—	—
Fabrications métalliques	5	6,6	6,6	4	2,9	2,2	6	53,2	37,8	35,2	—	—	—	3,6	1,7	3,5	—	5	2,2	—	—	—	—	—
Métallurgie du fer	—	—	—	—	—	—	1	3,6	11,4	11,4	—	—	—	—	—	—	11,4	—	—	—	—	—	—	—
Métaux non ferreux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industries textiles	—	—	—	7	2,9	2,9	2	15,2	1,9	1,9	—	—	—	—	1,1	0,4	—	5	7,5	—	—	—	—	—
Industries alimentaires	1	1,0	1,0	—	—	—	1	1,7	1,2	1,2	—	—	—	0,8	1,2	—	—	2	1,7	—	—	—	—	—
Industrie du bois	—	—	—	6	1,8	1,7	2	2,2	1,5	1,5	—	—	—	—	1,3	0,5	—	3	3,6	1	6,0	—	—	—
Industries chimiques	—	—	—	—	—	—	1	40,0	4,0	4,0	—	—	—	—	—	4,0	—	1	0,1	—	—	—	—	—
Industrie du verre	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Electricité	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gaz	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Eau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cuir	1	0,1	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	6,3	—	—	—	—	—
Papier et imprimerie	—	—	—	1	0,1	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transport	2	6,8	6,3	7	2,1	2,1	2	40,7	10,2	10,2	—	—	—	1,2	1,5	—	0,2	3	0,4	—	—	—	—	—
Tourisme	—	—	—	4	1,6	1,6	—	—	—	—	—	—	—	—	0,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Intermédiaires	2	0,3	0,3	18	2,2	1,8	2	0,3	0,6	0,6	—	—	—	—	0,2	0,5	—	5	2,8	—	—	—	—	—
Déchets et matières de récupérat.	—	—	—	—	—	—	2	8,0	31,0	28,0	—	—	—	—	—	—	27,0	—	—	—	—	—	—	—
Construction	2	1,1	1,1	7	4,3	3,7	3	7,6	5,0	4,4	—	—	—	1,0	3,1	1,1	1,3	3	1,7	—	—	—	—	—
Charbon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Terre cuite	—	—	—	2	4,9	4,9	5	15,4	119,7	119,7	—	—	—	—	4,6	—	119,7	—	—	—	—	—	4	19,7
Ciment et industries connexes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Carrières	1	3,0	2,0	—	—	—	1	0,2	0,3	0,3	—	—	—	1,7	—	0,3	—	1	0,2	—	—	—	—	—
Chaux	—	—	—	—	—	—	3	37,0	35,0	35,0	—	—	—	—	—	1,8	33,2	—	—	—	—	—	—	—
Industries céramiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	10,5	—	—	—	—	—
Industrie du tabac	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du diamant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Editions, librairies, presse	2	3,5	3,5	1	0,1	0,1	2	2,5	3,0	3,0	—	—	—	0,5	—	3,0	—	—	—	1	12,7	—	—	—
Films, théâtres, attractions	—	—	—	—	—	—	1	1,0	0,1	0,1	—	—	—	—	—	0,1	—	1	0,2	—	—	—	—	—
Artisanat	3	0,4	0,4	9	1,4	1,4	3	4,1	2,7	2,7	—	—	—	—	0,4	1,0	—	4	1,0	—	—	—	—	—
Agric., hortic., élev., pêche	—	—	—	2	0,6	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divers non dénommés	—	—	—	3	0,2	0,2	3	1,6	2,3	1,6	—	—	—	—	—	0,9	—	4	1,1	—	—	—	—	—
Totaux ...	31	33,3	31,2	117	40,5	37,4	62	1.327,9	1.034,3	1.022,2	—	—	443,2	15,6	24,4	20,4	301,9	67	56,8	2	18,7	6	25,5	—

1 Coopératives : 11 sociétés constituées au capital minimum de 480.100 francs ; 5 sociétés dissoutes au capital minimum de 74.000 francs.

V. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES
Groupement des sociétés selon le lieu où s'exerce leur activité et selon l'importance
du capital nominal émis ou annulé

174

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Classification	Constitutions de sociétés						Augmentations de capital (sociétés anonymes) (sociétés en command. par actions) (soc. de pers. à resp. lim.)			Emissions d'obligations			Primes d'émission (non comprises dans les montants libérés)	Libérations sans espèces		Dissolutions		Réduction de capital Montant
	anonymes et en command. par actions			de personnes à responsabilité limitée			Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	dont emprunts de conversion		Apports en nature	Incorporations de réserves	Liquidations	Fusions	
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale												

1. — Selon le lieu où s'exerce leur activité

SEPTEMBRE 1955

Belgique	31	33,3	31,2	117	40,5	37,4	61	327,9	434,3	422,2	—	—	—	0,4	60,4	301,9	56,8	18,7	25,5
Etranger	—	—	—	—	—	—	1	1.000,0	600,0	600,0	—	—	—	442,8	—	—	—	—	—
Totaux ...	31	33,3	31,2	117	40,5	37,4	62	1.327,9	1.034,3	1.022,2	—	—	—	443,2	60,4	301,9	56,8	18,7	25,5

2. — Selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

1 million et moins ...	22	8,9	8,8	113	28,5	25,4	28	14,9	11,2	10,1	—	—	—	0,4	23,0	0,9	15,7	—	0,8
de 1 à 5 millions	9	24,4	22,4	4	12,0	12,0	18	87,1	46,4	35,4	—	—	—	—	37,4	9,8	24,6	—	10,3
de 5 à 10 millions	—	—	—	—	—	—	5	76,9	40,7	40,7	—	—	—	—	—	13,7	6,0	6,0	14,4
de 10 à 20 millions	—	—	—	—	—	—	2	4,6	30,4	30,4	—	—	—	—	—	30,4	10,5	12,7	—
de 20 à 50 millions	—	—	—	—	—	—	7	114,4	205,6	205,6	—	—	—	—	—	147,1	—	—	—
de 50 à 100 millions	—	—	—	—	—	—	1	30,0	100,0	100,0	—	—	—	—	—	100,0	—	—	—
plus de 100 millions	—	—	—	—	—	—	1	1.000,0	600,0	600,0	—	—	—	442,8	—	—	—	—	—
Totaux ...	31	33,3	31,2	117	40,5	37,4	62	1.327,9	1.034,3	1.022,2	—	—	—	443,2	60,4	301,9	56,8	18,7	25,5

VI. — EMPRUNTS
DES POUVOIRS PUBLICS
ET DES ORGANISMES
D'UTILITE PUBLIQUE ¹

18

(long et moyen terme)

Périodes	Emissions publiques en Belgique	Emprunts à l'étranger
	(millions de francs)	
1953	20.896	fr. cong. 265 fr. s. 60
1954	38.221	fr. s. 129 fl. P.-B. 132,5
1954 Décembre .	800	—
1955 Janvier ...	—	\$ 30
Février ...	—	\$ 20
Mars	950	fl. P.-B. 100
Avril	6.565	—
Mai	—	—
Juin	400	—
Juillet ...	2.250	—
Août ...	—	—
Septembre .	—	—
Octobre ...	2.500	—
Novembre ...	—	—
Décembre .	2.100	—

VII. — OPERATIONS BANCAIRES
DU CREDIT COMMUNAL

19

(Avances et remboursements opérés sur emprunts
consentis aux pouvoirs publics et aux organismes
d'utilité publique pour le paiement des dépenses.)

Périodes	Dépenses extraordinaires		Dépenses ordinaires
	Prélèvements sur comptes 2	Rembourse- ments nets	
	(millions de francs)		
1953 Moyenne ...	415	57	233
1954 Moyenne ...	474	86	209
1954 Novembre .	439	23	87
Décembre .	570	41	183
1955 Janvier ...	520	610	241
Février ...	453	37	251
Mars	431	37	250
Avril	329	28	171
Mai	567	18	353
Juin	591	11	270
Juillet ...	448	30	236
Août ...	584	45	192
Septembre .	608	22	187
Octobre ...	700	71	191
Novembre .	557	38	123

VIII. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES ³

20

Périodes	Montant selon droits d'inscription perçus
	(millions de francs)
1954 Moyenne ...	1.652
1955 Moyenne .	1.670
1954 Décembre .	1.727
1955 Janvier ...	1.599
Février ...	1.387
Mars	1.624
Avril	1.585
Mai	1.497
Juin	1.732
Juillet ...	2.006
Août ...	1.531
Septembre .	1.718
Octobre ...	1.705
Novembre ...	1.634
Décembre .	2.018

¹ Emprunts de l'Etat, de la Colonie, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues et des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie). — ² Y compris les retraits sur subsides accordés par la province et l'Etat. — ³ Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 p. c. du total, mais non compris les hypothèques légales.

FINANCES PUBLIQUES

I. — SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

(millions de francs)

25¹

Fin de mois	Dettes consolidées			Dettes à moyen terme 3			Dettes à court terme 4			Avoirs des partic. en C.C.P.	Dettes totales 1 5	
	intérieures			extérieure 1 2	intérieure	extérieure 2	totale	intérieure 5	extérieure 2			totale
	directe	indirecte	totale									
1954 Octobre	147.155	9.935	157.090	15.598	25.809	2.045	27.854	70.068	4.462	74.530	20.118	295.190
Novembre ...	155.604	9.929	165.533	15.713	25.815	2.041	27.856	62.415	4.459	67.324	20.867	296.943
Décembre ...	155.163	9.920	165.083	15.666	25.818	2.038	27.856	62.307	4.600	66.907	22.376	297.888
1955 Janvier	153.914	9.896	163.810	16.393	26.020	2.787	28.807	64.193	4.234	68.427	20.560	297.997
Février	153.533	10.039	163.572	16.387	26.028	2.789	28.817	66.515	4.233	70.748	20.647	300.171
Mars	153.429	10.332	163.761	17.045	26.036	2.795	28.831	67.734	4.232	71.966	19.830	301.433
Avril	155.431	10.323	165.754	17.663	26.042	2.794	28.836	67.461	4.228	71.682	20.282	304.224
Mai	159.640	10.316	169.956	17.692	26.049	2.802	28.851	64.353	3.869	68.222	20.411	305.132
Juin	159.107	10.304	169.411	17.520	26.057	2.809	28.866	64.518	3.197	67.715	20.710	304.222
Juillet	158.843	11.702	170.545	17.477	26.061	2.557	28.618	64.083	3.514	67.597	20.140	304.377
Août	158.745	11.717	170.462	17.508	26.064	2.555	28.619	63.574	3.854	67.428	20.045	304.062
Septembre ...	158.655	11.791	170.446	17.456	26.064	2.552	28.616	63.937	3.870	67.807	20.254	304.579
Octobre	158.285	14.243	172.528	17.455	26.046	2.060	28.106	63.849	5.049	68.898	20.956	307.943
Novembre ...	157.650	14.237	171.887	17.426	25.944	2.057	28.001	66.482	5.044	71.526	20.630	309.470
Décembre ...	157.235	14.231	171.466	17.372	25.850	2.056	27.906	66.800	4.870	71.670	22.849	311.263

1 Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918. — 2 Le montant des dettes extérieures est établi d'après le cours des changes à la date indiquée. — 3 Certificats de trésorerie à échéance de plus d'un an. — 4 Certificats à un an d'échéance au plus. — 5 Non compris la Dotation des Combattants.

II. — AVOIRS EN EFFETS PUBLICS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

25²

Fin de mois	A 120 jours au maximum		A plus de cinq ans		Total
	Certificats de trésorerie 1		Créance consolidée sur l'Etat 2	Effets publics nationaux 3	
1952 Juin	8.865		34.763	1.435	45.063
Septembre	8.953		34.763	1.475	45.191
Décembre	6.260		34.763	1.478	42.501
1953 Mars	7.819		34.660	1.565	44.044
Juin	6.009		34.660	1.653	42.322
Septembre	8.965		34.660	1.678	45.303
Décembre	8.040		34.660	1.678	44.378
1954 Mars	5.449		34.660	1.781	41.890
Juin	7.983		34.660	1.790	44.433
Septembre	8.681		34.660	1.792	45.133
Décembre	7.939		34.660	1.792	44.391
1955 Mars	7.882		34.660	1.902	44.444
Juin	7.664		34.660	1.901	44.225
Septembre	8.047		34.660	1.913	44.620
Décembre	8.918		34.660	1.914	45.492

1 Convention du 14 septembre 1948, conclue en vertu de l'art. 19 de la loi organique de la B.N.B. — 2 Art. 8 § b), de la loi du 23 juillet 1948 relative à l'assainissement du bilan de la B.N.B. — 3 Art. 14 de la loi organique de la B.N.B.

III. — APERÇU DE L'EXECUTION DES BUDGETS (sans distinction d'exercice)

(millions de francs)

25³

Source : *Moniteur belge*.

Recettes	du 1/I au 30/XI/1955	Dépenses	du 1/I au 30/XI/1955
<i>Voies et moyens :</i>		<i>Dépenses ordinaires :</i>	
Impôts	69.701	Dettes publiques	10.639
Taxes, péages et redevances	2.304	Pensions	11.072
Revenus patrimoniaux	952	Dotations	278
Remboursements	729	Non-valeurs et remboursements	1.110
Produits divers	397	Administration { rémunérations	16.816
Impôts d'assainissement monétaire ...	366	{ matériel	6.098
Recettes résultant de la guerre	534	Subventions	24.091
		Travaux	941
		Autres dépenses	3.027
Total ...	74.983	Total ...	74.072
<i>Recettes extraordinaires :</i>		<i>Dépenses extraordinaires :</i>	
Produits d'emprunts consolidés	8.450	Service de la dette publique	—
Diverses	274	Crédits relatifs aux avances	967
		Crédits relatifs aux participations	98
		Crédits relatifs { immob. nouv. ...	10.234
		aux immobilis. { rest. du dom. pub.	830
		Autres dépenses	185
		Résorption du chômage	1.246
		Contrepartie de l'aide E.R.P. 1950/1951	40
Total ...	8.724	Total ...	13.600
TOTAL GENERAL ...	83.707	TOTAL GENERAL ...	87.672
		Mali ...	3.965

a) Recettes fiscales sans distinction d'exercice

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

Périodes	Contributions directes 1	Douanes et Accises	Enregistrement	Recettes globales 1	Recettes globales cumulatives depuis janvier 1
1953 Moyenne mensuelle	2.568	1.081	1.997	5.646	—
1954 Moyenne mensuelle	2.711	1.122	2.057	5.890	—
1954 Septembre	2.297	1.168	2.135	5.600	55.002
Octobre	1.746	1.190	2.116	5.052	60.054
Novembre	1.980	1.107	2.191	5.278	65.332
Décembre	1.883	1.239	2.228	5.350	70.682
1955 Janvier	4.698	1.039	2.158	7.895	7.895
Février	2.079	1.171	2.081	5.331	13.226
Mars	2.100	1.309	2.186	5.595	18.821
Avril	2.281	1.279	2.061	5.621	24.442
Mai	2.698	1.244	2.162	6.104	30.546
Juin	2.707	1.489	2.377	6.573	37.119
Juillet	5.549	1.290	2.472	9.311	46.430
Août	2.767	1.307	2.280	6.354	52.784
Septembre	1.726	1.373	2.492	5.591	58.375
Octobre	1.677	1.327	2.530	5.534	63.909
Novembre	1.888	1.308	2.596	5.792	69.701

b) Recettes totales effectuées jusqu'au 30 novembre 1955 pour les exercices 1954 et 1955

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

	Exercice 1954 2		Exercice 1955		Novembre 1955
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées pour l'exerc. 1955
I. Contributions directes 1	30.325	33.712	25.131	26.430	1.888
II. Douanes et accises	13.395	13.045	13.876	13.364	1.308
dont douanes	4.577	4.350	4.531	4.188	421
accises	7.868	8.538	8.536	8.954	830
taxes spéciales de consommat.	687		567		47
III. Enregistrement	24.683	25.256	25.387	23.195	2.596
dont enregistrement	2.522	2.370	2.489	2.329	226
successions	1.191	1.050	1.279	1.041	129
timbres et taxes assimilées	20.693	21.500	21.351	19.495	2.220
Total 1 ...	68.403	72.013	64.394	62.989	5.792
Différence par rapport aux éval. budgét.	— 3.610		+ 1.405		+ 156

1 Y compris le produit des versements anticipatifs à valoir sur la taxe professionnelle.

2 L'exercice 1954 commencé le 1er janvier 1954 se clôture le 31 mars 1955.

NOTE. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

REVENUS ET EPARGNE

I. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES

30¹

Tableau rétrospectif

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Nombre de sociétés			Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividende brut mis en paiement	Dettes obligataires ¹	Coupons d'obligations bruts
	recensées	en bénéfique	en perte			bénéfice	perte			
1953 ²	12.805	9.046	3.759	136.107	86.053	23.561	2.078	13.128	32.271 ³	1.493
1954 ²	13.661	9.607	4.054	142.385	92.998	23.734	1.957	13.367	37.584 ³	1.627
1954 Mai	2.580	1.899	681	31.047	23.023	5.255	525	2.859	2.321	110
Juin	1.347	967	380	20.942	13.182	3.436	187	1.728	2.399	114
Juillet	554	420	134	14.453	7.999	4.893	62	3.326	3.331	160
Août	230	165	65	1.320	1.096	211	26	102	2.161	96
Septembre	318	223	95	1.541	1.488	247	36	126	2.495	117
Octobre	595	434	161	11.398	7.270	1.090	158	652	2.568	123
Novembre	362	261	101	11.050	5.661	1.364	91	904	2.431	116
Décembre	302	212	90	5.317	3.610	519	68	271	2.991	144
1955 Janvier	123	94	29	2.426	782	247	9	150	3.633	165
Février	171	126	45	678	1.617	232	6	167	3.017	132
Mars	1.592	1.214	378	12.785	10.857	2.187	150	1.199	2.850	125
Avril	2.622	1.918	704	22.906	11.715	2.927	338	1.653	3.530	163
Mai	2.785	2.090	695	34.174	27.382	6.255	362	3.684	2.672	116
Juin	1.491	1.109	382	22.410	12.653	3.938	194	2.099	2.967	132
Juillet	574	435	139	15.819	11.551	5.627	136	3.612	3.698	167

¹ En ce qui concerne les résultats mensuels, les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

² Déduction faite des doubles emplois.

³ Au 31 décembre.

II. — CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE

31

a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Épargne¹ (épargne pure)

(millions de francs)

Périodes	Versements	Remboursements	Excédents	Solde des dépôts à fin de période
1953 Moy. mens.	1.100	807	293	45.493 ²
1954 Moy. mens.	1.115	897	218	49.459 ²
1954 Octobre ..	1.120	862	258	47.767
Novembre .	978	833	145	47.913
Décembre .	1.267	1.067	200	49.459 ²
1955 Janvier ...	1.579	733	846	50.305
Février ...	1.135	788	347	50.652
Mars ...	1.015	1.117	-102	50.550
Avril	973	1.430	-457	50.093
Mai	993	1.135	-142	49.951
Juin	1.038	1.090	-52	49.899
Juillet ...	1.219	1.019	200	50.099
Août	1.117	917	200	50.299
Septembre p	1.075	904	172	50.471
Octobre . p	1.130	946	184	50.655
Novembre p	1.037	813	224	50.879
Décembre p	1.266	1.102	164	52.488 ²

b) Versements inscrits aux comptes des affiliés à la Caisse de Retraite *

(millions de francs)

Périodes	Loi de 1865	Lois coordonnées de 1946		Employés (Lois des 10-8-1925 et 18-6-1930)	Totaux
		Versements obligat. (travailleurs manuels)	Versements facultatifs		
1954 Moy. mens.	4,7		12,3	26,3	
1954 Avril	4,2	3,7	13,1	26,4	47,4
Mai	5,9	3,3	13,2	26,1	48,5
Juin	5,1	2,6	12,5	25,6	46,8
Juillet ...	3,4	2,4	12,5	27,0	45,3
Août	3,7	2,2	11,8	25,7	43,4
Septembre .	4,9	1,8	11,9	26,0	44,6
Octobre .	4,8	1,7	11,1	27,1	44,7
Novembre .	4,6	1,7	11,0	25,1	42,4
Décembre .	6,6	1,9	12,0	27,7	48,2
1955 Janvier ...	5,3	1,9	12,7	25,6	46,5
Février ...	4,9	1,6	10,8	25,3	42,6
Mars	6,5	1,6	11,9	26,4	46,4
Avril ...	5,0	1,7	11,0	26,8	44,5
Mai	5,6	1,6	11,4	25,1	43,7
Juin	6,0	1,3	10,6	26,0	43,9

* Les versements inscrits aux comptes des affiliés « Ouvriers mineurs » (lois coordonnées par arrêté royal du 25 août 1937 et arrêté du 25 février 1947) au Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs ont été respectivement de 229,0 millions de francs en 1952, 227,6 millions de francs en 1953 et 219,8 millions de francs (montant provisoire) en 1954. (Source : Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.)

Le montant des versements effectués auprès des organismes d'assurance agréés pour l'exécution de la loi du 18 juin 1930 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés, à l'exclusion des versements effectués à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, s'élève pour les années 1952, 1953 et 1954 respectivement à 1.225 millions, 1.236 millions et 1.239 millions de francs.

¹ Y compris les livrets des prisonniers de guerre. Nombre de livrets au 31 décembre 1953 : 7.222.827 et au 31 décembre 1954 : 6.541.547.

² Y compris les intérêts capitalisés de l'exercice.

III. — INDICE TRIMESTRIEL DES SALAIRES (Période 1936 à 1938 = 100)
Conditions d'utilisation et méthode d'établissement : voir notre Bulletin de mai 1949, p. 233.

32

Périodes	Indice général *	Indices par industries																						
		Cokeries	Carières, cimenteries, maubreties	Métallurgie				Industries céramiques briqueteries	Industries verrières	Industries alimentaires	Industries textiles			Construction et travaux publics	Bois et ameublement	Peaux et cuirs	Tabacs	Papier		Art et précision	Transports			Gaz et électricité
				Sidérurgie	Métaux non ferreux	Fonderies, constructions mécaniques et métalliques	Ensemble				Lin, coton, chanvre et jute	Laine, tapis, bonneterie	Ensemble					Fabriques	Imprimerie et transformation		Travail des ports, camionneurs	Chemins de fer 1	Ensemble 1	
a) Indice des salaires horaires moyens																								
1940 Mars	113	117	110	123	115	114	118	107	114	110	112	113	112	113	109	118	110	119	106	106	112	104	106	114
1953 Mars	485	497	477	493	492	493	493	440	460	464	513	486	499	463	484	453	416	464	463	474	445	454	452	530
Juin	487	505	475	493	491	497	495	440	459	467	513	493	503	459	488	458	414	464	463	496	445	453	452	528
Septembre	487	499	480	485	497	497	492	444	464	469	512	489	501	458	488	457	414	481	461	491	449	455	454	530
Décembre	493	507	491	493	522	496	498	447	469	478	525	501	513	459	487	458	413	494	463	484	455	459	458	538
1954 Mars	494	501	485	494	513	498	498	445	478	479	524	506	515	462	485	466	428	511	495	479	450	458	457	533
Juin	503	523	495	509	533	499	507	468	486	486	530	513	521	480	494	472	440	514	497	496	459	460	460	556
Septembre	502	516	505	499	519	507	507	465	477	480	531	508	519	496	487	473	429	516	499	493	461	461	461	554
Décembre	507	531	507	509	529	510	512	468	497	489	536	516	526	499	485	475	428	516	503	493	472	463	465	558
1955 Mars	508	515	496	510	522	512	512	468	491	491	532	513	523	504	486	468	432	535	508	487	467	465	465	566
Juin	514	525	494	518	535	520	521	471	495	499	541	519	530	511	491	469	431	535	505	494	498	461	468	566
Septembre ²	p513																							
b) Indice des salaires des ouvriers qualifiés ou spécialisés																								
1940 Mars	115	113	112	126	117	114	119	107	111	110	112	111	111	114	109	120	112	118	107	126	113	—	—	115
1953 Mars	470	444	448	453	482	469	465	411	449	448	492	497	494	461	445	463	420	472	492	455	410	—	—	529
Juin	470	448	448	445	471	472	462	413	449	449	496	499	498	458	446	466	419	472	493	470	410	—	—	529
Septembre	470	445	448	440	478	472	461	411	457	453	490	506	498	458	442	459	419	472	491	458	410	—	—	531
Décembre	475	446	454	447	483	472	464	406	458	458	511	518	515	458	446	461	419	489	493	462	410	—	—	531
1954 Mars	478	458	454	452	481	474	466	408	468	463	507	524	515	462	440	465	431	499	516	459	410	—	—	539
Juin	483	465	457	462	485	477	472	428	469	467	512	523	518	476	448	472	431	502	520	468	410	—	—	553
Septembre	484	465	464	455	483	484	473	428	469	467	513	520	516	493	447	473	432	503	510	452	410	—	—	555
Décembre	488	467	463	464	492	488	479	426	469	474	516	530	523	493	438	472	431	503	519	465	410	—	—	555
1955 Mars	490	469	464	464	488	488	479	423	469	474	509	546	528	497	441	467	431	527	528	448	410	—	—	560
Juin	496	470	465	468	489	492	483	424	474	482	516	557	537	505	442	465	432	527	522	458	431	—	—	562
Septembre ²	p496																							
c) Indice des salaires des ouvriers non qualifiés ni spécialisés																								
1940 Mars	113	112	112	125	117	109	116	106	113	111	112	112	112	113	106	116	113	118	106	119	108	—	—	116
1953 Mars	468	447	468	470	513	469	475	475	427	430	481	495	488	452	485	418	431	430	443	496	457	—	—	485
Juin	470	451	464	465	507	473	474	475	427	432	486	501	494	456	488	423	431	430	444	501	457	—	—	485
Septembre	469	448	464	467	505	477	473	475	432	435	483	498	490	456	481	418	431	430	443	499	457	—	—	486
Décembre	475	449	476	466	514	476	477	475	432	442	495	516	506	456	486	424	431	452	444	495	457	—	—	486
1954 Mars	475	452	473	470	515	479	480	475	444	446	493	513	503	456	485	429	442	462	467	487	457	—	—	495
Juin	479	457	473	477	524	481	485	495	444	448	492	514	503	475	471	433	442	465	476	495	457	—	—	510
Septembre	483	457	479	476	512	494	490	495	444	449	491	514	503	496	477	435	442	466	480	509	457	—	—	510
Décembre	489	460	481	483	523	496	495	500	466	449	515	527	521	497	482	433	442	466	505	520	457	—	—	511
1955 Mars	493	462	484	483	518	498	495	500	469	452	521	527	524	501	483	436	442	472	508	511	457	—	—	505
Juin	497	462	487	483	516	501	496	500	471	459	518	540	529	507	478	435	441	472	504	517	479	—	—	505
Septembre ²	p499																							

* L'indice général comprend les salaires dans les charbonnages et les industries chimiques.

1 Nous ne possédons pas d'éléments pour le calcul des indices des ouvriers qualifiés et non qualifiés des chemins de fer. Seul le salaire moyen nous est connu.

2 Etant donné que l'Institut National de Statistique élabore un indice des salaires pour certains secteurs, la présente publication est dorénavant limitée à la communication des indices généraux.

MOUVEMENT DES AFFAIRES

I. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

35

Mouvement du débit

Périodes	Nombre de chambres à fin de période	Bruxelles										Province		Bruxelles et province	
		Call money ¹		Titres effets publics et coupons		Virem. chèques prom., quitt., etc.		Opérations sur l'étranger		Totaux		milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs
		milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs				
1953 Moyenne	38	2,4	154,8	1,8	8,4	159,4	75,6	2,6	3,2	166,2	242,0	185,3	56,1	351,5	298,1
1954 Moyenne	38	2,4	138,1	1,6	8,5	169,8	79,8	2,6	3,3	176,5	229,7	199,6	55,2	376,1	285,0
1954 Octobre	38	2,5	139,8	1,5	7,8	172,5	82,8	2,8	3,3	179,3	233,7	201,9	58,1	381,2	291,7
Novembre	38	2,2	130,6	1,4	11,6	175,2	81,7	2,4	2,7	181,2	226,6	210,2	53,6	391,4	280,2
Décembre	38	2,6	126,5	1,9	8,9	196,0	88,7	3,1	3,9	203,6	228,0	225,3	62,6	428,9	290,6
1955 Janvier	38	2,4	131,5	1,5	7,7	177,9	87,2	2,8	3,4	184,5	229,8	205,2	54,4	389,7	284,3
Février	38	2,3	120,1	1,2	6,5	168,6	73,7	2,5	2,9	174,6	203,2	196,0	49,2	370,6	252,3
Mars	38	2,9	149,3	1,6	10,2	185,7	80,8	3,2	4,1	193,4	244,4	216,7	56,4	410,0	300,8
Avril	38	2,3	127,2	1,6	9,6	178,3	84,9	2,9	4,5	185,0	226,2	205,3	53,1	390,3	279,3
Mai	38	2,2	130,7	1,8	8,7	175,4	80,9	2,8	4,0	182,1	224,3	199,3	52,6	381,4	276,9
Juin	38	2,5	123,0	1,8	7,5	195,0	81,7	2,8	3,7	202,1	216,0	223,7	57,5	425,8	273,4
Juillet	38	2,5	134,5	2,0	7,7	175,0	90,3	2,9	4,2	182,3	236,7	195,4	56,2	377,8	292,9
Août	38	2,5	141,2	1,4	4,5	183,1	82,7	2,9	3,7	189,9	232,2	210,4	56,9	400,3	289,1
Septembre	38	2,3	128,5	1,3	4,8	178,3	78,8	3,1	4,2	185,1	216,3	209,1	56,8	394,2	273,0
Octobre	38	2,3	144,3	1,5	9,3	190,9	85,0	3,2	4,1	198,0	242,7	217,7	58,9	415,7	301,6
Novembre	38	2,1	121,2	1,2	6,7	179,8	84,8	2,8	3,6	186,0	216,4	208,4	53,9	394,3	270,2
Décembre	38	2,4	146,3	1,7	7,9	206,6	96,5	3,1	4,2	213,8	254,9	234,9	65,5	448,7	320,5

¹ Y compris les remboursements des capitaux prêtés la veille en call money.

II. — MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX

36

(milliards de francs)

Périodes	Milliers de comptes à fin de période	Avoir global ¹ (moyenne journalière)	Avoirs des particuliers ¹ (moyenne journalière)	Crédit		Débit		Mouvement général	Opérations sans emploi de numéraire %	Vitesse de circulation ²
				Versements	Virements	Chèques et divers	Virements			
1953 Moyenne ...	664 ¹	27,8	21,1	28,7	71,9	28,6	71,9	201,1	92	3,80
1954 Moyenne ...	678 ¹	27,8	20,6	29,7	74,1	29,5	74,1	207,4	91	3,86
1954 Octobre	676	27,0	20,8	30,8	77,3	31,7	77,3	217,2	91	4,06
Novembre ...	677	27,3	21,0	28,6	71,3	27,5	71,3	198,6	91	3,93
Décembre ...	678	27,6	21,2	33,0	78,3	30,0	78,3	219,5	91	3,94
1955 Janvier	680	29,6	21,1	31,6	82,8	34,5	82,8	231,7	90	4,13
Février	681	28,3	21,1	27,1	68,6	27,1	68,6	191,4	91	3,67
Mars	680	27,3	20,4	28,9	74,5	29,1	74,5	206,9	91	3,66
Avril	682	27,4	20,7	30,8	73,6	29,9	73,6	207,9	90	3,94
Mai	683	29,2	20,8	27,8	71,7	29,2	71,7	200,4	91	3,75
Juin	683	28,5	20,9	30,7	74,9	28,7	74,9	209,2	91	3,64
Juillet	684	30,1	21,0	34,2	84,0	35,8	84,0	238,1	91	4,13
Août	685	28,0	20,5	30,0	74,8	30,7	74,8	210,4	91	3,78
Septembre ...	684	27,5	20,4	29,2	72,5	27,9	72,5	202,2	91	3,64
Octobre	690	27,9	21,0	30,5	77,8	31,4	77,8	217,4	91	3,90
Novembre ...	696	27,5	21,0	30,2	76,8	30,4	76,8	214,2	92	4,04
Décembre ...	703	28,0	21,2	34,6	82,6	29,5	82,6	229,4	92	3,84

¹ Au 31 décembre.

² Rapport par mois-type de 25 jours, du mouvement du débit à l'avoir journalier moyen.

* Ces avoirs comprennent : les avoirs libres et les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués.

PRIX

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

45¹

Base : période 1936 à 1938 = 100

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Index.

Périodes	Indice général	Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Matières grasses	Produits minéraux						Produits chimiques			Peaux et cuirs
					Indice général du groupe	Charbon	Sous-produits du charbon	Produits pétroliers	Mine-raux et métaux bruts	Produits des carrières	Indice général du groupe	Produits chimiques	Engrais chimiques	
Nombre de produits	135	13	14	2	19	4	4	3	5	3	11	8	3	5
1954 Moyenne	410	384	458	334	422	550	438	278	410	450	304	317	271	341
1955 Moyenne ... (p)	419	378	429	343	433	551	458	284	432	445	318	337	270	324
1954 Octobre	409	383	426	324	424	550	438	272	422	448	306	322	267	329
Novembre	411	387	432	332	424	550	438	272	422	448	306	322	268	326
Décembre	412	391	433	340	424	550	438	275	423	448	307	322	272	322
1955 Janvier	418	390	439	341	429	550	443	281	429	448	314	327	282	323
Février	416	378	427	338	428	550	443	284	429	438	315	328	282	322
Mars	417	370	418	330	434	550	468	287	431	441	320	336	282	324
Avril	418	370	415	334	434	550	468	287	430	443	318	336	274	328
Mai	418	373	429	340	434	550	468	280	433	446	320	339	274	325
Juin	419	366	450	348	432	551	456	279	434	446	315	339	257	324
Juillet	418	366	429	349	432	551	456	279	432	447	316	339	260	321
Août	419	388	417	339	433	551	458	285	430	447	316	340	260	321
Septembre	420	390	423	344	432	552	458	285	427	447	317	340	261	321
Octobre	420	392	434	345	433	552	458	285	428	448	319	340	269	320
Novembre	420	382	429	349	434	552	459	285	434	447	320	340	270	328
Décembre	423	374	440	364	439	552	459	285	452	447	321	342	271	330

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE (suite)

45¹

Base : période 1936 à 1938 = 100

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'index.

Périodes	Caout-chouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles						Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques			
				Indice général du groupe	Laine	Lin	Coton	Jute	Fibres artificielles		Indice général du groupe	Sidé-rurgie	Fabr. métalliques	Non ferreux
Nombre de produits	1	6	4	21	5	5	6	2	3	13	26	9	13	4
1954 Moyenne	233	629	465	379	436	325	483	347	252	464	427	471	392	450
1955 Moyenne ... (p)	308	678	489	376	405	317	485	423	244	471	460	524	409	506
1954 Octobre	261	632	475	382	427	332	496	349	251	469	430	475	392	462
Novembre	284	645	475	380	412	329	499	371	250	469	435	485	396	465
Décembre	312	654	480	377	413	316	498	373	250	469	434	486	394	459
1955 Janvier	351	677	483	385	412	322	496	461	250	469	441	504	395	465
Février	336	681	484	388	416	322	493	488	249	470	445	505	397	433
Mars	310	682	486	386	420	319	491	476	250	470	453	520	402	488
Avril	312	682	486	386	420	322	487	473	246	470	459	524	409	492
Mai	317	682	486	380	415	316	486	444	244	470	456	518	409	488
Juin	380	682	486	378	416	314	487	432	242	470	456	517	409	491
Juillet	450	682	487	380	410	331	489	405	244	470	459	521	410	502
Août	469	680	487	373	402	320	486	395	242	470	464	528	411	514
Septembre	489	678	488	368	391	315	484	378	243	473	467	530	411	530
Octobre	421	669	497	363	385	313	479	361	242	473	467	530	415	521
Novembre	430	668	500	362	384	310	472	381	240	473	472	536	417	533
Décembre	433	668	500	359	390	299	472	384	236	473	481	551	417	563

b) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE **45²**
ET A L'ETRANGER

Base : moyenne 1948 = 100

Périodes	Belgique (Ministère des Affaires économiques)	Etats- Unis (Depart- ment of Labor, Bureau Labor Statist- ics)	France (Statist- ique générale de la France) 1	Pays- Bas (Cen- tral Bureau voor de Statist- iek)	Roya- me-Uni (Board of Trade)	Suède (Admi- nistrat- ion du Com- merce)	Suisse (Office fédéral de l'in- dustrie, des Arts et Métiers et du Travail)
1953 Moyenne ...	107	105	138	134	149	139	98
1954 Moyenne ...	105	105	136	136	150	139	99
1954 Octobre	105	104	134	136	150	138	99
Novembre ...	106	104	135	136	151	139	100
Décembre ...	106	104	135	136	153	140	100
1955 Janvier	107	105	136	138	154	140	100
Février	107	105	135	137	154	141	99
Mars	107	104	135	136	153	142	99
Avril	107	105	135	136	152	143	99
Mai	107	104	137	136	152	143	99
Juin	108	105	133	136	153	143	99
Juillet	108	105	134	136	156	146	99
Août	108	105	135	136	156	145	99
Septembre ...	108	106	137	136	p 156	146	99
Octobre	108	106	p 136	137	p 157	147	99
Novembre ...	108		p 137	137	p 159		99
Décembre ...	109				p 159		

1 Base 100 en 1949

c) INDICES DES PRIX DE DETAIL **46**
EN BELGIQUE

Base : moyenne 1953 = 100

Source : Ministère des Aff. économ. — Service de l'Index.

Périodes	Indice général	Produits alimen- taires	Produits non alimen- taires	Services
Nombre de prod.	65	35	25	5
1954 Moyenne .	100,3	102,7	99,2	100,0
1955 Moyenne .	100,8	101,6	99,2	101,0
1954 Octobre ...	100,9	102,2	98,9	100,0
Novembre .	100,8	102,0	98,8	100,0
Décembre .	100,6	101,9	98,7	100,0
1955 Janvier .	100,7	102,0	98,6	100,0
Février ...	100,2	101,3	98,4	100,0
Mars ...	100,0	101,0	98,2	100,5
Avril ...	99,6	99,8	98,8	100,5
Mai	99,2	99,0	98,8	100,5
Juin	99,8	99,9	99,0	100,5
Juillet ...	100,9	101,6	99,4	101,0
Août	101,4	102,3	99,6	101,1
Septembre .	101,8	102,8	99,9	101,2
Octobre ...	101,8	102,8	99,8	101,3
Novembre	102,1	103,0	99,9	102,6
Décembre .	102,2	103,1	100,0	102,7

PRODUCTION

I. — PRODUCTION CHARBONNIERE ET METALLURGIQUE

55¹

Source : Ministère des Affaires économiques (Direction générale des Mines).

Périodes	Mines de Houille									Nombre moyen de jours d'ex- traction	Stock à fin de période (milliers de tonnes)
	Nombre moyen d'ouvriers présents (milliers)		Production par bassin (milliers de tonnes)						Total		
	du fond	fond. et surf.	Mons	Centre	Charleroi	Liège	Campine				
1936-1938 Moyenne	87	125	408	353	640	451	541	2.425 ¹	24,0	1.502	
1954 Moyenne	91	126	356	300	596	414	771	2.437	24,0	2.815	
1955 Moyenne	p		344	306	601	401	845	2.497		381	
1954 Octobre	88	123	363	329	619	428	765	2.504	25,3	3.874	
Novembre	90	124	341	306	585	400	814	2.446	23,8	3.490	
Décembre	91	125	372	319	619	426	843	2.579	24,8	2.815	
1955 Janvier	86	120	349	309	595	405	845	2.503	24,9	2.273	
Février	86	119	312	278	549	385	809	2.333	23,3	1.898	
Mars	86	118	370	316	626	445	908	2.665	26,7	1.467	
Avril	86	120	339	300	592	414	848	2.493	24,7	1.867	
Mai	86	119	326	288	583	397	816	2.410	23,8	1.294	
Juin	87	119	357	316	630	414	878	2.595	25,7	1.233	
Juillet	81	113	247	210	449	298	672	1.876	19,9	1.031	
Août	85	117	354	308	598	372	837	2.469	25,4	860	
Septembre	86	119	360	325	626	417	861	2.590	25,7	721	
Octobre	89	121	373	346	649	426	897	2.691	25,8	593	
Novembre	93	126	351	321	625	410	857	2.564	23,8	497	
Décembre	p		382	351	687	433	915	2.768		381	

1 Y compris 82.000 tonnes provenant du bassin de Namur. Les charbonnages qui faisaient partie de ce bassin ont été répartis en 1942 entre les bassins de Liège et de Charleroi.

Source : Ministère des Affaires économiques (Direction générale des Mines).

Périodes	Cokes		Agglomérés		Hauts fourneaux en activité (à la fin de la période)	Production métallurgique (milliers de tonnes)		
	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers		Fonte	Acier brut	Acier et fer finis
1936-1938 Moyenne	435	3.831	142	855	37	261	253	202
1953 Moyenne	496	4.736	110	585	42	351	366	280
1954 Moyenne	512	4.592	115	560	47	385	413	302
1954 Août	526	4.772	102	505	44	397	421	292
Septembre	522	4.485	124	549	45	404	438	333
Octobre	545	4.478	134	576	44	416	450	344
Novembre	528	4.483	129	571	45	399	440	328
Décembre	558	4.482	140	578	47	427	462	354
1955 Janvier	565	4.300	140	610	49	431	468	348
Février	517	4.320	126	572	51	419	458	343
Mars	577	4.374	157	610	51	477	522	403
Avril	558	4.352	125	572	51	451	493	363
Mai	558	4.309	97	538	51	449	471	346
Juin	540	4.334	109	519	51	440	497	368
Juillet	556	4.347	80	542	51	434	455	287
Août	570	4.336	116	538	50	440	481	359
Septembre	541	4.364	135	574	51	460	512	395
Octobre	457	4.110	152	590	p 48	441	501	393

II. — INDUSTRIE TEXTILE

Source : Ministère des Affaires économiques (Institut National de Statistique).

Périodes	Production de fils (tonnes)							Production de rayonne (tonnes)	Production de tissus écrus tombés de métiers (pour compte propre, services publics et ordres à façon) (tonnes)				
	Fil de lin	Fil de jute	Fil de chanvre	Fil de coton		Fil de laine			Lin	Jute 1	Coton	Laine 2	Rayonne
				fin	cardé	peignée	cardée						
1953 Moyenne .	760	5.973	152	6.875	533	1.843	1.292	2.268	618	3.654	5.553	2.013	523
1954 Moyenne .	729	6.062	181	7.662	565	1.831	1.371	2.597	629	3.284	6.425	2.091	604
1954 Août	723	5.479	178	7.367	463	1.537	1.483	2.762	567	3.279	5.921	2.031	541
Septembre .	758	6.203	166	8.719	566	2.017	1.513	2.543	659	3.437	7.146	2.411	655
Octobre .	861	6.631	164	8.413	595	2.135	1.697	2.754	762	3.351	7.189	2.453	659
Novembre .	781	5.857	228	7.680	608	2.057	1.576	2.664	708	3.420	6.746	2.337	599
Décembre .	898	6.456	186	8.731	620	2.260	1.261	2.901	760	3.565	7.073	2.406	639
1955 Janvier .	823	6.328	223	7.783	576	1.984	1.367	2.766	662	3.190	6.213	2.203	609
Février ...	813	6.316	215	7.727	524	1.876	1.385	2.555	678	3.287	6.203	2.301	563
Mars ...	886	7.170	202	8.629	590	1.999	1.495	2.761	697	3.667	6.964	2.437	598
Avril	823	6.221	225	6.952	515	1.810	1.466	2.705	580	3.262	6.034	2.369	559
Mai	709	6.324	174	6.552	455	1.683	1.297	2.817	534	3.128	5.605	2.273	491
Juin	694	6.927	197	7.876	480	2.003	1.494	2.645	615	3.881	6.319	2.469	617
Juillet ...	514	5.179	192	4.077	341	1.078	1.077	1.988	482	3.187	4.798	1.891	402
Août	555	5.847	205	6.896	423	2.155	1.418	2.723	423	3.192	5.396	2.217	520
Septembre .	676	6.762	159	8.602	512	2.216	1.561	2.653	504	3.889	6.370	2.555	631
Octobre ...	788	6.855	181	7.444	571	2.304	1.657	2.721	600	3.570	6.695	2.619	659

1 Y compris les tapis en jute.

2 Y compris couvertures et tapis en laine

III. — PRODUCTIONS DIVERSES

56²

Source : Institut National de Statistique et Administration des Douanes et Accises.

Périodes	Ciment	Chaux	Calcaires	Ammoniaque de synthèse et dérivés		Engrais composés	Papier		Briques		Sucres				Brasseries ⁴	Distilleries (milliers d'hectolitres)	Allumettes (millions de tiges)	Pêche Vente de poisson ⁵	
				Azote primaire	Azote dans les engrais finis		Papier	Cartons	Briques ordinaires	Briques de parement	Production		Stocks (sucres bruts et raf.) ³	Déclarations en consomm.				Quantités (milliers de tonnes)	Valeurs (millions de francs)
											sucres bruts	sucres raffinés							
(milliers de tonnes)						(millions de pièces)				(milliers de tonnes)									
1936-1938 Moy.	250 ¹	117 ²	154 ²	15,2	13,8	7,7	20,1	3,3	172	12,0	17,5	17,2	159	20,7	16,4	35,0	4.421	2,3	7,2
1953 Moyenne	386	125	163	15,2	13,8	7,7	20,1	3,3	172	12,0	31,9	16,4	253	19,5	12,4	23,1	4.694	3,7	31,8
1954 Moyenne	365	130	146	18,6	17,2	10,8	21,6	3,8	174	12,5	26,6	14,5	254	20,8	12,6	19,7	4.757	3,4	34,0
1954 Septembre	403	143	161	17,9	16,6	10,1	22,9	3,7	227	15,7	0,3	13,0	34	26,1	11,8	31,7	3.630	2,9	30,5
Octobre	403	135	167	20,1	18,9	17,9	23,3	4,1	203	13,9	104,3	22,4	105	17,0	12,1	15,7	4.697	3,4	35,9
Novembre	347	142	137	19,7	18,7	17,3	21,9	3,9	174	12,7	171,2	27,2	232	22,9	11,7	13,4	4.513	4,1	39,4
Décembre	331	145	101	20,2	19,1	15,0	24,9	4,2	145	12,1	43,5	15,6	254	18,8	13,1	29,8	4.732	3,1	35,9
1955 Janvier	217	139	88	20,3	19,2	6,9	22,5	3,6	110	10,9	1,4	11,6	236	22,6	9,9	29,0	4.651	3,9	37,6
Février	255	141	102	18,1	17,1	12,5	22,5	4,0	93	9,5	5,0	12,1	209	17,1	10,9	14,0	4.478	4,5	36,5
Mars	237	159	147	20,1	18,9	18,2	25,7	4,6	99	10,2	—	14,1	186	19,6	12,0	18,4	5.046	5,5	44,3
Avril	425	140	159	19,8	18,7	15,9	23,2	4,4	131	12,2	—	12,8	145	18,3	15,3	25,6	4.527	4,3	37,3
Mai	436	157	155	19,1	18,0	2,2	21,9	3,7	214	12,4	0,1	12,6	121	18,8	13,8	13,1	4.365	3,6	35,3
Juin	477	161	136	18,4	17,3	3,4	23,7	4,4	257	14,7	—	12,4	106	23,4	15,1	24,1	5.057	3,4	34,6
Juillet	457	137	156	19,3	18,1	3,0	18,7	2,9	248	13,7	—	13,4	80	24,1	15,5	18,4	3.709	3,0	28,1
Août	449	149	203	19,6	18,3	7,6	20,8	3,7	245	14,5	—	12,7	46	23,7	14,6	14,7	3.575	3,7	30,2
Septembre	493	163	185	16,6	15,4	13,1	23,9	4,3	257	14,6	0,2	13,2	18	21,9	14,2	28,1	3.525	3,6	32,4
Octobre	466	p153	p180	—	—	7,9	23,9	3,0	p245	p14,0	123,9	24,1	106	20,4	11,9	20,1	4.927	3,7	40,0
Novembre	p403			17,0	15,8	17,5	p22,2	p2,8			181,1	28,4	234	24,6	12,2	20,8	4.750	3,8	38,0

¹ Moyenne 1938.

² Moyenne 1937-1938-1939.

³ Fin de période.

⁴ Quantités de matières premières déclarées (substances farineuses et substances sucrées). Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

⁵ Vente aux minques d'Ostende, Nieuport, Zeebrugge et Blankenbergh; en 1936-1938 : vente à la minque d'Ostende uniquement. Non compris les harengs, esprits et crevettes.

IV. — ENERGIE ELECTRIQUE *

58

(millions de kWh)

Source : Ministère des Affaires économiques — Direction Energie Electrique.

Périodes	Production ¹				Importations	Exportations	Total énergie absorbée par les réseaux (7) = (4) + (5) - (6)
	Centrales des producteurs-distributeurs		Centrales des auto-producteurs industriels	Total pour la Belgique (4) = (1) + (2) + (3)			
	Régies communales (1)	Sociétés privées (2)					
1936-1938 Moyenne	20,4	190	228	438	5,5	2,2	441
1953 Moyenne	32,7	400	384	817	17,8	17,9	817
1954 Moyenne	35,0	442	404	881	16,6	16,3	881
1954 Septembre	34,6	437	394	866	22,2	4,3	884
Octobre	40,2	472	417	929	23,5	7,5	945
Novembre	39,5	471	430	941	15,4	10,6	945
Décembre	44,4	518	446	1.008	13,0	14,3	1.007
1955 Janvier	42,4	503	434	979	22,8	4,6	997
Février	40,1	451	401	892	23,7	1,7	914
Mars	42,1	478	468	988	20,3	5,9	1.003
Avril	33,6	432	430	896	30,8	6,9	920
Mai	30,6	415	426	871	27,5	2,3	896
Juin	30,8	423	421	875	30,9	1,8	904
Juillet	20,9	391	386	798	22,0	10,0	810
Août	28,3	450	420	899	22,7	13,0	908
Septembre	29,8	476	425	931	18,1	6,0	943
Octobre	29,7	480	453	962	12,3	26,6	948
Novembre	29,9	513	471	1.014	12,6	25,8	1.001

* Nombre de centrales en activité au début de l'année 1954 et 1955 : 213.

¹ Production brute aux bornes des génératrices diminuée de la consommation des circuits auxiliaires dans les centrales d'une puissance installée totale de plus de 100 kW.

V. — GAZ
(Production, Importation et Exportation) ¹

59

(millions de mètres cubes)

Source : Ministère des Affaires économiques — Administration du Combustible et de l'Energie.

Périodes	Production des usines à gaz		Production des cokeries			Production des charbonnages	Total de gaz produit en Belgique (7) = (1) + (2) + (3) + (4) + (5)	Imports	Exports	Solde : imports moins exports (10) = (8) - (9)	Total de gaz disponible en Belgique (11) = (7) + (10)
	Régies et associations de communes	Sociétés privées	Régies	Sociétés privées							
				Production destinée à la distribution publique	Production destinée aux fournitures industrielles						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(8)	(9)	(10)	(11)		
1953 Moyenne	0,05	1,06	5,25	57	75	8,81	147	0,45	2,36	-1,91	145
1954 Moyenne	0,05	1,05	3,87	65	84	8,94	162	0,07	3,62	-3,55	159
1954 Août	0,05	0,86	3,31	63	85	7,82	160	0,07	2,60	-2,53	157
Septembre	0,05	0,82	3,33	64	87	8,34	163	0,05	3,89	-3,84	159
Octobre	0,04	0,76	3,20	66	91	8,99	170	0,05	4,13	-4,08	166
Novembre	0,04	0,73	2,91	66	91	9,68	171	0,08	4,09	-4,01	167
Décembre	0,04	0,75	2,82	68	92	10,92	175	0,24	4,28	-4,04	171
1955 Janvier	0,04	0,83	2,50	73	94	12,10	182	0,41	4,78	-4,37	178
Février	0,03	0,71	2,29	66	89	11,34	170	0,03	0,29	-0,26	169
Mars	0,04	0,85	2,56	74	102	12,22	192	0,09	4,80	-4,71	187
Avril	0,04	0,76	2,26	63	96	11,20	174	0,05	4,14	-4,09	170
Mai	0,05	0,83	2,27	64	94	11,71	173	0,23	4,45	-4,22	169
Juin	0,06	0,84	2,25	62	94	12,26	171	0,33	4,10	-3,77	167
Juillet	0,06	0,49	2,05	60	90	9,73	162	0,19	4,00	-3,80	159
Août	0,06	0,37	2,12	61	98	10,48	171	0,43	2,51	-2,08	169
Septembre	0,05	0,35	2,21	63	93	12,60	171	0,38	4,31	-3,93	167
Octobre	0,05	0,31	2,20	58	68	17,64	146	0,75	4,15	-3,40	143

¹ La présente statistique se rapporte à la production de gaz par distillation pyrogénée de la houille dans les usines à gaz et dans les cokeries, gaz auquel sont éventuellement ajoutés du gaz à l'eau, du gaz à l'air, du restgaz des synthèses chimiques, du gaz des hauts fourneaux et du méthane. Elle comprend également la production de méthane en provenance directe des charbonnages ainsi que le gaz de pétrole liquéfié transporté par canalisation, tous ces gaz étant destinés à la distribution publique.

La présente statistique ne comprend pas les volumes de gaz à l'eau, gaz à l'air, restgaz, gaz des hauts fourneaux, gaz méthane ou gaz liquéfié qui sont mélangés en dehors de l'usine de production en gaz provenant de la distillation pyrogénée de la houille, à l'exception de ceux qui sont fournis directement à la distribution publique. Elle ne comprend pas le gaz produit ou reçu par les cokeries, gaz de houille ou autres et utilisés pour leurs besoins propres, chauffage des fours etc.

N. B. — a) La production de gaz indiquée dans les colonnes (1) (2) (3) (4) (6) est destinée à la distribution publique.

b) La production de gaz indiquée à la colonne (5) est destinée aux fournitures directes faites par les cokeries aux autres divisions de la société auxquelles appartiennent les cokeries envisagées ou à d'autres sociétés industrielles juridiquement indépendantes.

c) Les volumes de gaz produit par les cokeries et les charbonnages sont ramenés à 4.250 kcal, 0° C., 760 mm. Hg.

d) Les cokeries produisant du gaz tant pour la distribution publique que pour les consommations industrielles directes sont comprises dans le nombre de cokeries correspondant à la colonne (5). Le nombre total des cokeries (sociétés privées produisant du gaz en 1954 et 1955) s'élève à 18.

CONSOMMATION *

I. — INDICES DES VENTES A LA CONSOMMATION

65¹

A. — Indices des ventes mensuelles : base moyenne 1936 à 1938 = 100

Source : Banque Nationale de Belgique.

Mois	Grands magasins						Magasins à succursales		Coopératives et magasins patronaux					
	Vêtements		Ameublement		Art. de ménage et divers		Alimentation		Boulangerie		Alimentation		Vêtements	
	1953	1954	1953	1954	1953	1954	1953	1954	1953	1954	1953	1954	1953	1954
Novembre	498	524	507	544	920	995	392	433	221	226	565	638	465	515
Décembre	521	576	579	605	1.087	1.160	493	505	248	256	710	781	472	533
	1954	1955	1954	1955	1954	1955	1954	1955	1954	1955	1954	1955	1954	1955
Janvier	445	388	546	543	576	616	447	431	220	223	650	674	623	716
Février	336	347	537	550	550	604	420	423	217	220	610	647	456	527
Mars	476	450	629	626	644	661	402	446	244	247	618	698	588	574
Avril	521	472	641	530	683	604	415	445	240	241	625	664	549	582
Mai	499	422	599	527	655	585	403	424	229	234	620	659	471	521
Juin	435	439	537	486	642	573	411	430	236	241	620	658	404	475
Juillet	520	450	621	486	793	660	438	444	241	231	667	671	403	440
Août	353	476	536	422	699	594	419	422	227	231	616	662	413	425
Septembre	464	402	620	563	695	620	408	446	235	235	637	672	541	591
Octobre	560	513	574	518	701	640	427	445	244	244	650	696	595	674
Novembre	524	465	544	490	995	906	433	429	226	224	638	670	515	564

* Pour la consommation de sucre, voir tableau no 562.

B. — Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1953 = 100

65²

Source : Institut National de Statistique.

Mois	Grands magasins à rayons multiples																					
	Indice général	Alimentation				Habillement				Ameublement			Ménage			Tabacs	Librairie-Papeterie		Parf.	Jeux, jouets sports, voyage		
		Périssable	Non périssable	Restaurant	Total	Amalgames	Dessus hommes	Dessus femmes	Bonneterie, lingerie, chemiserie, chapell.	Total 1	Textiles	Meubles, lustrerie	Total	Articles de ménage	Appareils ménagers, électricité	Total	Articles pour fumeurs	Librairie	Papeterie		Total	Toilette
1954 Novembre	121	114	122	118	117	98	126	102	109	111	96	97	96	92	125	98	117	216	126	139	102	336
Décembre	146	148	174	134	155	91	120	114	141	133	99	111	105	129	163	135	231	238	202	207	151	220
1955 Janvier	102	116	107	109	112	94	86	88	125	104	124	89	108	92	121	97	104	83	97	95	96	32
Février	90	117	109	96	112	81	50	58	79	73	91	105	97	94	117	98	96	76	81	80	91	42
Mars	105	131	125	111	127	113	93	88	91	94	114	108	111	107	111	108	107	88	90	90	101	48
Avril	118	131	127	121	129	116	166	139	115	122	113	114	113	110	125	113	109	99	91	92	114	74
Mai	109	117	110	113	114	102	135	119	112	111	104	119	111	110	129	113	99	87	88	88	110	68
Juin	107	112	102	106	108	103	124	110	132	115	94	116	104	107	108	107	111	80	79	79	111	80
Juillet	118	105	110	114	108	102	138	123	169	133	107	118	112	115	125	116	114	99	83	85	131	115
Août	97	99	96	113	99	65	75	78	98	85	89	104	96	112	112	107	89	158	148	113	71	71
Septembre	111	119	107	114	114	98	106	100	105	103	116	139	127	112	155	119	105	93	178	166	107	48
Octobre	120	126	113	123	121	108	168	147	126	131	106	108	107	114	182	125	109	111	103	105	107	84
Novembre	131	120	129	126	123	99	131	106	126	119	102	100	101	99	160	109	120	256	139	166	106	378

1 Le total comprend, en outre, les rubriques : mercerie, rubans, chaussures, pantoufles; articles divers de parure.

65³

Mois	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement			Coopératives										Magasins à succursales		Gros-sistes	
	Hommes	Dames	Sous-vêtements, accessoires, articles de parure	Indice général	Boulangerie	Alimentation sauf boulangerie	Habillement	Ameublement	Articles de ménage	Tabacs	Librairie papeterie	Parfumerie, articles de luxe	Restaurant, tea-room	Divers	Sous-vêtements et mercerie, articles de parure	Chausures	Alimentation générale
1954 Novembre	109	90	67	107	98	110	111	128	106	97	90	93	103	92	88	90	104
Décembre	103	86	82	126	113	136	115	95	105	122	117	125	132	108	131	103	120
1955 Janvier	108	82	131	116	97	124	109	108	92	81	65	88	75	119	92	101	99
Février	73	41	41	107	96	113	101	97	97	86	50	85	72	109	78	74	100
Mars	109	91	90	117	108	122	111	130	108	96	68	105	108	118	84	70	115
Avril	176	145	104	111	106	116	117	134	98	94	74	90	94	81	109	118	107
Mai	137	114	94	112	103	115	106	122	104	95	107	111	116	113	105	127	108
Juin	112	80	115	114	106	115	96	105	92	99	116	95	124	160	121	102	p121
Juillet	113	84	122	110	101	114	89	147	93	102	209	98	124	113	141	115	p108
Août	69	52	44	109	102	114	80	113	97	101	180	102	112	128	90	70	p119
Septembre	93	89	57	116	104	118	111	179	98	96	136	80	108	124	87	95	p117
Octobre	140	144	87	121	108	122	131	139	106	100	126	77	109	119	102	100	p109
Novembre	110	83	66											p101	p 78		

II. — CONSOMMATION DE TABAC 66
(Fabrication et importation)

Source : Administration des Douanes et Accises.

Périodes	Cigares	Cigarillos	Cigarettes	Tabacs à fumer priser et mâcher
	(millions de pièces)			(tonnes)
1936-1938 Moy.	16,2	49,4	430	1.097
1954 Moyenne	12,3	42,4	688	819
1955 Moyenne	13,1	44,7	720	788
1954 Décembre	14,8	55,4	718	812
1955 Janvier	12,1	37,6	638	720
Février	9,5	32,9	635	709
Mars	9,5	39,6	684	831
Avril	10,8	39,3	717	789
Mai	11,4	46,8	715	821
Juin	12,6	55,3	825	865
Juillet	13,9	42,5	743	746
Août	12,0	40,5	820	821
Septembre	15,9	51,4	735	800
Octobre	19,4	47,4	716	814
Novembre	16,4	52,8	702	746
Décembre	13,9	50,0	712	798

(r) Chiffre rectifié.

III. — ABATTAGES DANS LES 67
12 PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS

Périodes	Gros bétail (Bœufs, taureaux, vaches, génisses)	Chevaux	Veaux	Porcs, porcelets	Moutons, agneaux, chèvres
	(milliers de têtes)				
1936-1938 Moy.	16,5	0,7	12,2	26,7	6,5
1953 Moyenne	18,8	3,5	10,2	33,9	5,6
1954 Moyenne	20,1	4,1	11,1	31,6	6,1
1954 Novembre	22,2	4,5	10,0	31,0	12,4
Décembre	23,1	4,8	10,8	33,9	12,4
1955 Janvier	21,4	4,2	9,6	31,3	11,1
Février	20,8	3,9	10,5	30,2	6,5
Mars	23,0	3,9	13,6	32,5	4,1
Avril 1	19,8	3,2	12,7	29,4	2,9
Mai 1	21,0	3,2	13,0	31,7	2,2
Juin 1	20,3	3,1	13,0	31,4	1,7
Juillet	18,4	3,1	10,1	28,0	1,3
Août	21,8	3,6	11,5	34,0	1,8
Septembre	21,7	3,6	9,5	29,7	3,8
Octobre	21,7	3,9	9,3	32,9	9,5
Novembre	23,2	4,3	9,5	34,0	13,1

1 Estimation.

TRANSPORTS

I. — ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES

70¹

a) Recettes et dépenses d'exploitation

(millions de francs)

Périodes	Recettes				Dépenses	Excédent des recettes totales sur les dépenses	Coefficient d'exploitation
	Voyageurs et bagages	Marchandises	Diverses ²	Total			
1938 Moyenne ¹	74	147	5	226	239	— 13	106
1953 Moyenne	286	560	87	933	935	— 2	100
1954 Moyenne	291	557	107	955	956	— 1	100
1954 Juillet	346	511	110	967	951	16	98
Août	351	523	111	985	948	37	96
Septembre	306	569	112	987	947	40	96
Octobre	283	612	113	1.008	963	45	96
Novembre	258	602	114	974	933	41	96
Décembre	266	631	123	1.020	991	29	97
1955 Janvier	p 313	567	98	978	950	28	97
Février	p 265	541	87	893	904	— 11	101
Mars	p 296	623	88	1.007	952	55	94
Avril	p 315	603	90	1.008	930	78	92
Mai	p 316	583	89	988	901	87	91
Juin	p 321	602	89	1.012	915	97	90
Juillet	p 400	519	105	1.024	928	96	91
Août	p 369	589	90	1.048	942	106	90
Septembre	p 331	617	89	1.036	936	100	90

¹ Y compris le Nord-Belge.

² Y compris les subventions de l'Etat pour compenser l'insuffisance des tarifs et la hausse des prix des combustibles.

b) Nombre de wagons fournis à l'industrie¹

c) Statistique du trafic

70²

1° Trafic général

Périodes	A	B	C	A + C	Voyageurs		Wagons complets ²				
					Nombre	Voyageurs km.	Tonnes transp.	Tonnes-km.			Total
								Service interne belge	Service international	Transit	
(milliers)				(millions)	(milliers)	(millions)					
1938 Moyenne ³	389	115	91	480	16,8	535	6.169	186	154	88	428
1953 Moyenne	274	95	55	328	18,9	627	5.150	171	201	105	477
1954 Moyenne	264	97	58	322	18,9	630	5.104	162	218	90	470
1954 Septembre	280	95	63	343	19,1	638	5.280	172	233	87	492
Octobre	299	106	64	363	19,0	620	5.811	186	239	93	518
Novembre	292	108	61	353	19,7	626	5.832	186	239	89	514
Décembre	290	123	67	357	19,7	641	5.961	180	266	115	562
1955 Janvier	261	117	60	321	p19,8	p634	5.393	160	248	110	518
Février	251	106	60	311	p19,1	p602	5.163	148	255	98	501
Mars	285	118	70	355	p19,8	p627	5.866	162	280	110	551
Avril	280	101	68	348	p19,1	p643	5.760	179	255	109	543
Mai	260	90	67	327	p19,4	p641	5.486	166	254	107	527
Juin	283	96	68	351	p19,1	p657	5.857	181	257	111	549
Juillet	242	78	64	306	p17,0	p691	4.953	149	241	94	484
Août	288	97	65	353	p17,6	p680	5.814	183	257	108	548
Septembre	300	98	68	368	p19,8	p658	5.935	193	262	101	555
Octobre	302	95	69	371	p19,8	p646	6.210	197	268	106	571
Novembre	297	97	71	368			6.224				594

A. — Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations de la Société, y compris ceux pour transports de houille, coke et briquettes.
 B. — Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes.

C. — Nombre de wagons chargés en provenance de réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société, soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.

¹ Wagons chemins de fer et particuliers.

² Non compris les transports militaires.

³ Y compris le Nord-Belge, sauf en ce qui concerne les tonnes-km.

c) Statistique du trafic

2° Transport des principales grosses marchandises

A. — Ensemble du trafic ¹

Périodes	Tonnes-km.	Total	Produits agricoles et aliment.	Combustibles, huiles et graisses	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de constructions, produits des carrières	Textiles	Produits chimiques	Divers
	(millions)									
1953 Moyenne ...	477	5.149	232	2.154	802	694	969	24	254	20
1954 Moyenne ...	470	5.103	194	2.239	794	681	894	27	254	20
1954 Juillet	434	4.590	83	1.893	794	632	905	14	249	20
Août	455	4.952	82	2.111	883	642	950	29	238	17
Septembre ...	492	5.280	102	2.219	847	709	1.040	93	251	19
Octobre	513	5.811	428	2.431	837	780	1.028	32	253	22
Novembre ...	514	5.832	613	2.524	815	711	901	20	229	19
Décembre ...	562	5.961	263	2.877	863	805	854	19	259	21
1955 Janvier	518	5.393	112	2.752	852	755	623	22	259	18
Février	501	5.163	108	2.486	861	761	669	20	239	19
Mars	551	5.866	127	2.879	908	872	767	22	268	23
Avril	543	5.760	117	2.507	983	800	1.088	19	225	21
Mai	527	5.486	110	2.346	956	753	1.048	18	236	19
Juin	549	5.857	106	2.521	962	779	1.206	18	245	20
Juillet	484	4.953	88	2.084	924	601	1.004	15	218	19
Août	548	5.814	83	2.509	976	767	1.154	43	264	18
Septembre ...	555	5.935	94	2.499	961	767	1.232	81	281	20

¹ Non compris les transports militaires.B. — Service interne belge ¹70⁴

Périodes	Total	Produits agricoles et aliment.	Combustibles, huiles et graisses	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de constructions, produits des carrières	Textiles	Produits chimiques	Divers	II Soc. Nat. des Chemins de fer vicinaux T.-km. transportés (milliers)
1953 Moyenne ...	2.994	121	1.581	171	261	711	6	138	5	2.019
1954 Moyenne ...	2.867	100	1.546	171	268	636	8	135	3	1.423
1954 Juillet	2.488	36	1.247	169	247	656	1	129	3	975
Août	2.779	32	1.441	192	266	700	14	132	3	1.063
Septembre ...	2.931	38	1.483	184	290	733	58	141	4	1.173
Octobre	3.299	323	1.646	179	301	705	10	132	3	2.745
Novembre ...	3.345	468	1.694	168	272	609	2	127	3	3.434
Décembre ...	3.182	114	1.896	178	291	567	1	132	3	1.429
1955 Janvier	2.833	32	1.834	162	279	391	2	130	3	791
Février	2.636	30	1.626	146	287	417	1	127	3	716
Mars	2.956	32	1.796	151	343	487	2	141	4	691
Avril	3.124	28	1.692	182	318	773	2	126	3	898
Mai	2.889	25	1.504	190	304	749	1	114	2	884
Juin	3.135	26	1.587	197	312	871	2	137	3	929
Juillet	2.515	29	1.264	180	238	696	1	105	2	781
Août	3.078	27	1.580	190	311	827	23	117	3	957
Septembre ...	3.194	33	1.621	183	327	844	52	131	3	1.021

¹ Non compris les transports militaires.

* Le montant pour octobre est de 2.744.

III. — MOUVEMENT DES PORTS

71¹

a) Port d'Anvers

Sources : Administration du Port d'Anvers et Institut National de Statistique.

Périodes	Navigation maritime						Navigation fluviale					
	Entrées			Sorties			Entrées			Sorties		
	Nombre de navires	Tonnage net belge (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) 1	Nombre de navires		Marchandises (milliers de tonnes métriques) 1	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m ³)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) 2	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m ³)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) 2
chargés				sur lest								
1953 Moyenne ...	1.084	2.538	1.201	925	156	1.147	3.678	1.565	713	3.677	1.573	817
1954 Moyenne ...	1.075	2.634	1.276	924	150	1.091	3.563	1.561	679	3.575	1.570	853
1954 Décembre ...	1.103	2.726	1.287	951	116	1.182	3.710	1.663	717	3.713	1.677	965
1955 Janvier	1.143	2.837	1.371	986	138	1.381	3.584	1.612	746	3.518	1.585	877
Février	1.047	2.465	1.159	960	119	1.170	3.203	1.454	651	3.237	1.476	777
Mars	1.232	2.926	1.348	1.081	150	1.331	3.953	1.795	794	3.701	1.652	868
Avril	1.162	2.790	1.201	1.025	144	1.391	3.719	1.662	827	3.850	1.727	863
Mai	1.145	2.926	1.663	941	164	1.193	3.665	1.644	701	3.671	1.671	948
Juin	1.069	2.650	1.397	930	159	1.322	3.609	1.636	726	3.569	1.606	923
Juillet	770	1.989	1.088	587	147	673	3.006	1.333	508	3.012	1.344	793
Août	1.236	3.048	1.604	1.083	172	934	3.583	1.607	682	3.887	1.766	1.063
Septembre ...	1.224	3.120	1.660	999	201	1.167	3.802	1.727	722	3.691	1.686	986
Octobre	1.183	2.895	1.540	984	189	1.425	3.967	1.797	741	3.833	1.717	1.009
Novembre ...	1.263	3.144		1.091	185		3.749	1.688	654	3.775	1.703	993
Décembre ...	1.257	3.165		1.081	187							

1 Trafic international. — 2 Trafic international et intérieur.

b) Port de Gand

71²

Sources : Administration du Port de Gand et Institut National de Statistique.

Périodes	Navigation maritime						Navigation fluviale	
	Entrées			Sorties			Marchandises 1	
	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) 1	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) 1	Entrées	Sorties
(milliers de tonnes métriques)								
1953 Moyenne	156	116	117	156	117	76	118	46
1954 Moyenne	146	119	113	144	115	85	133	62
1954 Décembre	138	123	102	133	116	98	112	94
1955 Janvier	169	158	135	167	157	173	113	94
Février	151	149	115	152	145	159	121	104
Mars	166	129	83	165	139	130	101	84
Avril	175	140	126	182	137	98	144	169
Mai	176	142	161	168	140	95	138	179
Juin	225	157	148	218	137	143	194	211
Juillet	242	201	183	242	207	120	156	170
Août	186	151	228	199	162	137	184	218
Septembre	179	164	150	171	157	103	152	196
Octobre	166	144	189	165	151	88	185	212
Novembre	153	129		149	127			
Décembre	216	180		208	166			

1 Trafic international.

IV. — MOUVEMENT GENERAL DE LA NAVIGATION INTERIEURE

72

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Bateaux chargés														
	Trafic intérieur					Trafic international					Trafic international et intérieur				
	Nombre	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Nombre	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Nombre	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics
Nombre					Milliers de tonnes métriques					Millions de tonnes-km.					
1953 Moyenne ...	7.177	3.152	2.615	400	13.344	1.778	1.039	877	94	3.788	181,3	71,1	57,4	13,4	323,2
1954 Moyenne ...	6.838	3.672	2.914	580	14.004	1.745	1.317	1.062	134	4.258	169,7	86,2	69,3	17,8	343,0
1954 Août	7.194	4.240	3.075	706	15.215	1.853	1.491	1.126	163	4.633	183,9	98,1	74,1	21,2	377,3
Septembre ...	7.275	4.373	3.111	467	15.226	1.865	1.561	1.175	108	4.709	183,0	95,2	72,8	14,9	365,9
Octobre ...	7.396	4.017	3.251	634	15.298	1.899	1.471	1.243	145	4.758	185,4	93,8	78,9	20,4	378,5
Novembre ...	7.306	3.652	3.142	543	14.643	1.844	1.314	1.226	130	4.514	171,9	87,0	76,7	17,8	353,4
Décembre ...	6.820	3.203	3.180	607	13.810	1.757	1.225	1.307	141	4.430	177,2	81,8	85,9	18,6	363,5
1955 Janvier ...	6.011	2.757	2.622	469	11.859	1.653	1.094	1.138	109	3.994	165,3	67,2	75,2	15,6	323,3
Février	5.936	3.118	2.769	536	12.359	1.599	1.177	1.140	128	4.044	166,2	73,3	75,0	17,2	331,7
Mars	6.417	3.578	3.036	596	13.627	1.792	1.283	1.276	143	4.494	178,7	83,7	81,8	19,4	363,6
Avril	7.070	3.996	3.504	644	15.214	1.842	1.417	1.352	156	4.767	183,4	99,1	85,6	20,6	388,7
Mai	7.584	4.205	3.710	699	16.198	1.938	1.478	1.369	163	4.948	196,1	102,2	90,5	22,6	411,4
Juin	7.200	4.534	3.928	768	16.430	1.869	1.629	1.524	182	5.204	186,4	111,4	93,3	25,3	416,4
Juillet	6.870	4.224	3.672	824	15.590	1.738	1.459	1.428	197	4.822	171,3	104,6	91,1	27,3	394,3
Août	7.583	4.285	3.811	732	16.411	1.929	1.434	1.496	180	5.039	191,6	94,4	94,9	24,4	405,3

COMMERCE EXTERIEUR

DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

NOMENCLATURE DES SECTIONS DU COMMERCE SPECIAL
D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DU COMMERCE INTERNATIONAL (C.T.C.I.)

75

Périodes	(0) Produits alimen- taires	(1) Boissons et tabacs	(2) Mat. brutes non comest. à l'ex- ception des car- burants	(3) Com- bustibles miné- raux, lu- brifiants et produits connexes	(4) Huiles et graisses d'origine animale ou végétale	(5) Produits chimi- ques	(6) Art. manuf., classés princi- palement d'après la mat. première	(7) Ma- chines et matériel de ransport	(8) Articles manu- facturés divers	(9) Mar- chan- dises non dénom- mées ailleurs	Totaux	Prix moyen par tonne (francs)	Excédent (+) ou déficit (-) de la balance commerciale (millions de francs)	Rapport des exporta- tions aux importa- tions en p.c.
<i>Importations.</i>														
Valeurs (millions de francs)														
1954 Novembre ...	1.669	185	2.616	913	129	590	2.335	1.574	508	83	10.602	2.903		
Décembre ...	1.790	224	2.557	1.146	117	577	2.493	1.759	488	84	11.235	3.069		
1955 Janvier	1.636	154	3.010	1.093	158	550	2.336	1.729	386	79	11.131	3.140		
Février	1.599	154	2.539	1.041	169	570	2.556	1.735	455	69	10.881	3.184		
Mars	1.731	173	2.762	1.234	215	681	2.965	2.198	591	128	12.678	3.308		
Avril	1.338	172	2.495	1.092	233	668	2.485	1.990	546	115	11.134	2.872		
Mai	1.448	174	2.368	1.314	208	586	3.052	2.011	504	67	11.732	2.815		
Juin	1.548	197	2.354	1.127	165	609	2.470	1.987	510	107	11.074	2.602		
Juillet	1.265	165	2.701	1.183	149	595	2.918	1.990	477	90	11.533	2.818		
Août	1.473	148	2.959	1.183	143	608	2.510	1.608	523	97	11.252	2.560		
Septembre ...	1.619	182	2.667	1.278	140	606	2.791	1.778	620	109	11.790	2.655		
Octobre	1.919	181	2.805	1.257	150	715	3.524	1.782	624	97	13.054	2.858		
Novembre . p											12.317	2.849		
<i>Exportations.</i>														
1954 Décembre ...	457	18	958	832	84	706	6.139	1.004	430	56	10.684	4.364	- 551	95,1
1955 Janvier	356	13	850	859	86	792	6.092	1.468	400	93	11.009	4.341	- 122	98,9
Février	352	20	861	708	101	811	6.295	1.058	391	88	10.685	4.774	- 196	98,2
Mars	384	15	981	784	115	894	7.017	1.426	430	75	12.121	4.628	- 557	95,6
Avril	376	19	840	617	150	806	6.388	1.333	406	149	11.084	4.715	- 50	99,6
Mai	321	19	795	568	103	795	5.904	1.136	390	144	10.175	4.674	-1.557	86,7
Juin	416	20	932	862	94	760	7.114	1.222	401	155	11.976	4.244	+ 902	108,1
Juillet	384	23	764	733	96	574	5.364	1.046	364	106	9.454	4.132	-2.079	82,0
Août	336	29	825	716	63	730	5.828	1.232	441	119	10.319	4.166	- 933	91,7
Septembre ...	341	22	797	914	71	848	6.853	1.198	538	132	11.714	4.324	- 76	99,4
Octobre	513	19	905	922	75	818	8.103	1.457	567	160	13.539	4.746	+ 485	103,7
Novembre ...											11.813	5.087	p- 504	p 95,9
Décembre ... p											14.421	4.670		
<i>Importations.</i>														
Quantités (milliers de tonnes)														
1954 Novembre ...	350	10,0	2.011	969	11,7	120	146	27,9	5,1	1,5	3.652			
Décembre ...	319	11,2	1.850	1.175	10,0	112	145	33,0	4,9	1,3	3.661			
1955 Janvier	246	8,6	1.863	1.135	13,5	117	126	30,2	3,8	1,5	3.545			
Février	234	8,4	1.828	1.060	13,6	97	137	33,7	4,1	1,4	3.417			
Mars	242	9,8	2.033	1.211	17,6	125	149	36,4	5,4	2,4	3.832			
Avril	188	9,9	2.199	1.127	19,0	141	150	36,6	5,2	1,6	3.877			
Mai	240	9,9	2.259	1.348	16,8	109	145	32,7	5,2	1,1	4.167			
Juin	258	10,6	2.463	1.183	13,2	117	172	32,8	5,5	1,6	4.256			
Juillet	191	9,4	2.345	1.226	11,8	112	150	40,1	5,1	0,9	4.092			
Août	231	8,7	2.562	1.275	11,9	106	152	42,1	5,1	1,8	4.396			
Septembre ...	257	9,9	2.499	1.358	11,2	108	163	26,9	6,1	1,7	4.441			
Octobre	364	9,9	2.550	1.272	12,4	143	165	42,8	5,9	2,2	4.567			
Novembre . p											4.324			
<i>Exportations.</i>														
1954 Décembre ...	76	1,0	310	989	6,8	281	722	21,2	4,6	36,4	2.448			
1955 Janvier	51	0,6	270	1.059	6,7	303	754	31,4	4,7	55,7	2.536			
Février	62	0,7	236	888	7,2	292	684	22,6	4,7	40,6	2.238			
Mars	56	0,6	343	977	8,6	307	839	33,0	4,6	50,2	2.619			
Avril	57	0,8	401	695	10,6	304	791	37,3	4,7	49,3	2.351			
Mai	56	1,2	400	592	7,4	303	739	29,6	4,4	44,2	2.177			
Juin	99	1,9	514	950	6,6	308	850	25,5	5,3	61,2	2.822			
Juillet	71	2,2	460	797	6,7	209	664	33,4	4,0	40,6	2.288			
Août	53	3,0	464	759	4,6	346	777	26,3	4,8	39,9	2.477			
Septembre ...	51	2,1	489	904	5,3	356	814	27,0	5,1	55,3	2.709			
Octobre	85	1,0	459	957	5,4	303	941	29,4	6,0	66,4	2.853			
Novembre ...											2.322			
Décembre ... p											8.088			

CHOMAGE

I. — CHOMAGE COMPLET ET PARTIEL

81¹

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Nombre de chômeurs contrôlés						Nombre de journées perdues		
	Chômeurs inscrits au cours du mois			Moyenne journalière			Chômeurs		
	Chômeurs		Totaux	Chômeurs		Totaux	complets	partiels et accidentels	Totaux
	complets	partiels et accidentels		complets	partiels et accidentels				
(milliers)						(milliers)			
1954 Décembre	186	159	345	155	54	209	3.420	1.180	4.600
1955 Janvier	215	280	495	178	118	296	5.345	3.521	8.866
Février	195	256	451	170	128	298	4.078	3.074	7.152
Mars	191	231	422	156	86	242	3.750	2.051	5.801
Avril	161	127	288	130	41	171	2.987	933	3.920
Mai	147	137	284	112	39	151	3.135	1.087	4.222
Juin	125	122	247	98	39	137	2.351	937	3.288
Juillet	121	134	255	90	36	126	2.618	1.031	3.649
Août	109	99	208	83	28	111	1.905	646	2.551
Septembre	109	105	214	81	29	110	1.878	658	2.536
Octobre	116	125	241	82	31	113	2.383	894	3.277
Novembre	124	116	240	97	33	130	2.228	764	2.992
Décembre				115	57	172			

II. — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR PROVINCE

81²

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Semaine		Nombre de jours ouvrables	Royaume	Anvers	Brabant	Flandre occidentale	Flandre orientale	Hainaut	Liège	Limbourg	Luxembourg	Namur
	du	au											
(milliers)													

Moyenne journalière par mois

1954 Décembre ...	—	—	22	208,7	46,7	30,4	39,4	48,6	18,6	13,7	6,2	2,0	3,1
1955 Janvier	—	—	30	295,8	62,8	44,6	54,3	65,7	26,1	19,2	12,5	4,6	6,0
Février	—	—	24	297,5	60,6	45,6	53,4	64,2	28,4	20,2	12,9	5,3	6,9
Mars	—	—	24	242,4	50,5	37,9	43,9	54,0	20,8	16,4	10,2	3,8	4,9
Avril	—	—	23	170,6	37,0	26,3	32,7	42,4	14,7	9,9	4,8	0,5	2,3
Mai	—	—	28	151,0	31,7	22,9	29,3	38,9	13,0	9,2	3,7	0,3	2,0
Juin	—	—	24	136,9	28,2	21,1	25,1	36,5	12,3	8,6	3,0	0,3	1,8
Juillet	—	—	29	125,8	24,5	19,8	22,4	34,4	11,9	8,4	2,4	0,3	1,7
Août	—	—	23	110,9	21,8	17,6	18,8	30,4	10,4	7,4	2,5	0,3	1,7
Septembre ...	—	—	23	109,9	23,1	17,0	19,2	29,4	9,5	7,4	2,3	0,3	1,7
Octobre	—	—	29	113,0	24,0	16,5	21,5	28,7	9,6	7,9	2,6	0,4	1,8
Novembre ...	—	—	23	129,9	27,5	19,4	25,7	32,6	10,3	8,4	3,4	0,6	2,0
Décembre ...	—	—	24	172,5	34,8	25,4	33,5	43,6	13,7	10,8	5,7	2,1	2,9

Moyenne journalière par semaine

1955 Décembre ...	4	10	6	143,1	29,6	21,6	27,9	36,2	11,5	9,2	3,9	1,1	2,1
	11	17	6	165,5	35,0	24,0	32,1	41,0	12,7	10,5	5,4	2,1	2,7
	18	24	6	181,3	37,3	26,5	34,9	45,1	14,3	11,0	6,6	2,4	3,2
1956 Janvier	25	31	6	200,2	37,4	29,3	39,2	51,9	16,4	12,6	6,7	3,1	3,6
	1	7	6	227,0	45,4	34,4	41,1	55,5	19,0	14,9	9,2	3,0	4,5
	8	14	6	255,4	47,2	39,2	47,0	59,8	24,0	16,3	11,5	4,3	6,1

III. — MOYENNE JOURNALIERE DES CHOMEURS CONTROLES

81³

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Total			Chômeurs complets			Chômeurs partiels		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
	(milliers)								
1954 Moyenne	147,7	77,1	224,8	107,4	59,5	166,9	40,3	17,6	57,9
1955 Moyenne	114,2	58,2	172,4	75,1	41,4	116,5	39,1	16,8	55,9
1954 Décembre	134,5	74,2	208,7	102,1	53,1	155,2	32,5	21,0	53,5
1955 Janvier	217,9	77,9	295,8	123,1	55,3	178,4	94,8	22,6	117,4
Février	228,2	69,3	297,5	118,3	51,6	169,9	109,9	17,8	127,7
Mars	177,9	64,5	242,4	108,7	47,7	156,4	69,2	16,8	86,0
Avril	107,6	63,0	170,6	84,7	45,1	129,8	22,9	17,9	40,8
Mai	90,6	60,4	151,0	69,1	42,8	111,9	21,5	17,6	39,1
Juin	79,4	57,5	136,9	58,4	39,4	97,8	21,0	18,1	39,1
Juillet	72,9	52,9	125,8	54,5	35,8	90,3	18,4	17,1	35,5
Août	63,0	47,9	110,9	48,3	34,5	82,8	14,7	13,4	28,1
Septembre	63,9	46,0	109,9	47,2	34,2	81,4	16,7	11,8	28,5
Octobre	66,4	46,6	113,0	48,1	34,0	82,1	18,3	12,6	30,9
Novembre	79,8	50,1	129,9	60,5	36,1	96,6	19,3	14,0	33,3
Décembre	114,0	58,5	172,5	76,9	38,1	115,0	37,1	20,4	57,5

IV. — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR GROUPE DE PROFESSIONS

81⁴

(Moyenne journalière du nombre de chômeurs contrôlés) (milliers)

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Agriculture	Forêt chêne, pêche	Mines	Pierre	Céramique, verre	Diamant	Construction	Bois, ameuble- ment	Métal	Chimie	Papier	Livre	Textile	Vêtement	Cuir, peaux, chaussure	Alimentation Tabac	Transport	Dockers	Réparateurs de navires	Hôtels- restaurants	Gens de maison	Services personnels et biens	Employés	Artistes	Total
Chômeurs complets																									
1954 Octobre	3,9	0,6	1,1	0,9	4,0	1,9	13,5	4,9	15,1	1,7	1,1	1,0	18,4	8,6	3,0	7,0	11,0	—	—	5,3	4,5	0,3	10,8	0,7	119,3
Novembre ...	9,1	0,6	1,1	1,0	4,9	1,9	17,2	5,6	15,8	2,0	1,1	1,0	19,1	9,7	3,4	7,4	11,5	—	—	5,6	4,5	0,4	10,7	0,8	134,4
Décembre ...	12,9	0,6	1,3	1,3	5,8	1,9	24,8	7,0	17,4	1,9	1,2	1,0	20,9	11,4	4,0	8,1	12,1	—	—	5,4	4,4	0,3	10,7	0,8	155,2
1955 Janvier	14,7	0,7	1,4	1,6	6,9	2,1	34,4	8,4	19,2	2,0	1,3	1,1	23,0	13,0	4,1	9,3	13,3	—	—	5,4	4,4	0,4	10,9	0,8	178,4
Février	14,3	0,7	1,3	1,4	6,6	2,1	33,1	7,8	18,2	1,8	1,3	1,1	22,5	10,9	3,5	9,2	12,8	—	—	5,3	4,3	0,4	10,5	0,8	169,9
Mars	13,2	0,7	1,3	1,3	5,5	2,1	29,1	7,3	16,9	1,8	1,2	1,0	21,6	9,1	3,2	9,1	11,9	—	—	5,0	4,0	0,3	10,0	0,8	156,4
Avril	10,4	0,5	1,1	1,0	3,0	1,9	18,4	5,8	14,8	1,6	1,1	1,0	20,4	7,9	2,9	8,5	10,8	—	—	4,1	3,8	0,3	9,5	1,0	129,8
Mai	6,7	0,4	1,0	0,9	2,2	1,5	13,5	4,8	12,8	1,4	1,1	0,9	19,6	7,3	2,6	7,4	9,8	—	—	4,1	3,6	0,3	9,0	1,0	111,9
Juin	5,4	0,4	0,9	0,8	1,8	1,3	10,9	3,9	10,8	1,3	0,9	0,8	18,1	7,1	2,6	5,8	8,6	—	—	3,3	3,4	0,2	8,6	1,0	97,9
Juillet	4,8	0,4	0,9	0,7	1,8	1,2	9,8	3,6	10,1	1,2	0,9	0,7	17,2	6,6	2,4	5,1	8,1	—	—	2,1	3,3	0,2	8,3	0,9	90,3
Août	4,0	0,4	0,7	0,6	1,6	1,0	8,8	3,3	9,2	1,2	0,8	0,7	15,3	7,1	2,1	4,5	7,4	—	—	2,1	3,2	0,2	7,8	0,8	82,8
Septembre ...	4,1	0,4	0,7	0,6	1,9	1,1	8,5	3,1	8,7	1,1	0,7	0,7	14,7	6,1	1,8	4,5	7,0	—	—	3,4	3,3	0,2	7,9	0,9	81,4
Octobre	3,1	0,4	0,7	0,6	2,7	1,1	9,5	3,2	8,8	1,1	0,7	0,7	14,1	5,5	1,9	4,3	7,0	—	—	4,5	3,3	0,3	8,0	0,7	82,2
Chômeurs partiels et accidentels																									
1954 Octobre	0,8	0,4	2,0	0,3	0,5	0,2	2,9	1,1	3,1	0,5	0,3	0,2	8,9	4,7	2,6	1,8	1,8	4,3	0,7	0,3	0,3	0,0	0,4	0,0	38,1
Novembre ...	0,9	0,4	0,2	0,4	0,4	0,3	3,9	1,5	3,3	0,5	0,3	0,2	9,1	6,4	3,3	1,8	1,9	4,7	1,8	0,3	0,3	0,1	0,4	0,0	42,4
Décembre ...	1,0	0,7	0,4	0,7	0,5	0,3	6,4	2,3	4,1	0,7	0,3	0,1	11,3	9,4	4,3	2,3	4,1	1,0	0,4	0,4	0,1	0,4	0,0	53,5	
1955 Janvier	2,5	1,8	0,3	2,5	1,3	0,4	54,3	6,0	6,6	0,7	0,5	0,2	14,1	9,7	2,6	3,1	4,8	3,4	1,1	0,4	0,4	0,1	0,6	0,0	117,4
Février	3,2	2,9	0,2	5,2	1,6	0,3	64,0	7,1	6,5	0,5	0,4	0,2	13,6	6,7	1,9	2,8	5,0	3,6	0,5	0,4	0,4	0,1	0,6	0,0	127,7
Mars	1,7	1,6	0,1	1,8	1,0	0,4	35,9	4,7	4,7	0,5	0,3	0,2	12,8	5,6	2,4	2,5	3,6	4,3	0,4	0,4	0,4	0,1	0,6	0,0	86,0
Avril	0,4	0,2	0,1	0,2	0,5	0,5	1,7	1,2	3,0	0,4	0,3	0,2	14,7	4,9	2,4	2,3	2,1	4,2	0,1	0,4	0,4	0,1	0,5	0,0	40,8
Mai	0,7	0,3	0,1	0,1	0,3	0,3	1,6	0,9	2,7	0,5	0,4	0,2	14,9	4,3	2,9	1,9	1,9	4,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,5	0,0	39,1
Juin	1,3	0,2	0,2	0,1	0,4	0,3	1,5	0,8	2,4	0,4	0,3	0,2	12,7	5,3	4,6	1,6	1,7	3,9	0,0	0,3	0,4	0,0	0,4	0,0	39,0
Juillet	1,0	0,2	0,1	0,1	0,4	0,3	1,3	0,8	2,2	0,4	0,3	0,2	12,7	5,2	4,0	1,6	1,7	2,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,4	0,0	35,5
Août	0,7	0,2	0,1	0,1	0,3	0,3	1,3	0,8	1,8	0,4	0,2	0,2	10,3	4,3	1,8	1,3	1,4	1,8	0,0	0,2	0,3	0,0	0,3	0,0	28,1
Septembre ...	0,8	0,3	0,1	0,1	0,4	0,3	1,9	0,7	1,9	0,3	0,2	0,1	9,0	3,8	1,4	1,3	1,4	3,3	0,2	0,3	0,3	0,0	0,4	0,0	28,5
Octobre	0,7	0,4	0,1	0,1	0,4	0,2	2,2	0,8	2,4	0,4	0,2	0,1	8,4	4,2	2,3	1,5	1,5	3,8	0,1	0,3	0,3	0,1	0,4	0,0	30,9
Total des chômeurs contrôlés																									
1954 Octobre	4,7	1,0	3,1	1,2	4,5	2,1	16,4	6,0	18,2	2,2	1,3	1,1	27,3	13,3	5,6	8,8	12,8	4,3	0,7	5,6	4,8	0,4	11,3	0,7	157,4
Novembre ...	10,0	1,0	1,3	1,4	5,3	2,2	21,1	7,1	19,1	2,5	1,4	1,2	28,2	16,1	6,7	9,2	13,4	4,7	1,8	5,9	4,8	0,5	11,1	0,8	176,8
Décembre ...	13,9	1,3	1,7	2,0	6,3	2,2	31,2	9,3	21,5	2,6	1,5	1,1	32,2	20,8	8,3	10,4	14,4	4,1	1,0	5,8	4,8	0,4	11,1	0,8	208,7
1955 Janvier	17,2	2,5	1,6	4,2	8,2	2,4	88,7	14,5	25,8	2,7	1,7	1,3	37,1	22,7	6,7	12,4	18,1	3,4	1,1	5,8	4,8	0,5	11,5	0,9	295,8
Février	17,5	3,6	1,5	6,6	8,2	2,3	97,1	14,9	24,7	2,4	1,6	1,3	36,1	17,6	5,4	12,0	17,8	3,6	0,5	5,7	4,6	0,5	11,1	0,8	297,5
Mars	14,9	2,3	1,4	3,1	6,5	2,5	65,0	12,0	21,6	2,3	1,5	1,2	34,4	14,7	5,6	11,6	15,5	4,3	0,4	5,4	4,4	0,4	10,6	0,8	242,4
Avril	10,8	0,7	1,2	1,2	3,4	2,4	20,1	7,1	17,8	2,0	1,4	1,2	35,0	12,8	5,3	10,8	12,9	4,2	0,1	4,5	4,3	0,4	10,0	1,0	170,6
Mai	7,4	0,7	1,1	1,0	2,5	1,7	15,1	5,7	15,6	1,9	1,4	1,1	34,5	11,6	5,4	9,3	11,7	4,0	0,0	4,4	4,0	0,3	9,5	1,1	151,0
Juin	6,7	0,7	1,1	0,8	2,2	1,6	12,4	4,6	13,3	1,7	1,2	1,0	30,8	12,4	7,2	7,4	10,4	3,9	0,0	3,6	3,7	0,3	8,9	1,0	136,9
Juillet	5,9	0,6	1,0	0,8	2,0	1,5	11,1	4,4	12,3	1,6	1,2	0,9	29,8	11,8	6,4	6,7	9,8	2,0	0,0	2,4	3,6	0,3	8,7	1,0	125,8
Août	4,7	0,6	0,8	0,8	1,9	1,2	10,0	4,1	11,1	1,6	1,0	0,8	25,6	11,3	3,9	5,8	8,8	1,8	0,0	2,3	3,6	0,2	8,2	0,8	110,9
Septembre ...	4,9	0,7	0,9	0,7	2,3	1,4	10,4	3,8	10,6	1,4	0,9	0,8	23,6	9,9	3,2	5,8	8,4	3,3	0,2	3,7	3,5	0,3	8,3	0,9	109,9
Octobre	3,8	0,7	0,8	0,7	3,1	1,3	11,7	4,1	11,2	1,5	0,9	0,8	22,6	9,8	4,2	5,7	8,5	3,8	0,1	4,8	3,6	0,3	8,4	0,7	113,1

STATISTIQUES BANCAIRES ET MONÉTAIRES

I. — BELGIQUE ET CONGO BELGE SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES ¹ (millions de francs)

85¹

Rubriques	1955 30 avril	1955 31 mai	1955 30 juin	1955 31 juillet	1955 31 août	1955 30 septembre	1955 31 octobre	1955 30 novembre
ACTIF								
A. Opér. d'épargne (art. 15, arr. royal 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Caisse, Banque Nation., Chèques post.	2.587	2.560	3.035	2.742	2.696	2.585	2.685	2.769
Prêts au jour le jour	2.397	2.112	2.164	2.556	1.786	2.229	2.356	2.276
Banquiers	4.739	4.038	3.926	4.115	4.051	4.049	3.933	4.213
Maison-mère, succursales et filiales ...	741	896	933	659	526	541	584	564
Autres valeurs à recevoir à court terme	4.549	3.927	3.948	4.122	3.799	3.777	3.945	4.144
Portefeuille-effets	44.063	43.624	43.914	41.421	42.461	43.624	44.598	46.194
a) Portefeuille commercial ²	13.225	13.242	13.095	11.171	12.296	12.778	13.135	14.635
b) Eff. publ. réesc. à la B.N.B. ...	8.934	8.790	8.695	7.465	9.436	10.546	10.752	11.568
c) Effets publ. mob. à la B.N.B. à concurrence de 95 %	21.904	21.592	22.124	22.785	20.729	20.300	20.711	19.991
Reports et avances sur titres	1.156	1.425	1.466	1.433	1.382	1.489	1.400	1.239
Débiteurs par acceptations	8.867	8.713	9.060	8.869	8.782	8.707	8.888	9.132
Débiteurs divers	17.937	18.273	18.932	19.181	19.257	19.210	18.816	18.854
Portefeuille-titres	22.372	21.984	22.094	21.929	21.931	21.925	22.129	22.559
a) Valeurs de la réserve légale	279	280	279	279	279	279	279	279
b) Fonds publics belges	19.617	19.390	19.513	19.350	19.305	19.391	19.435	19.706
c) Fonds publics étrangers	319	63	64	64	64	86	86	64
d) Actions de banques	1.064	1.074	1.075	1.075	1.077	1.077	1.078	1.079
e) Autres titres	1.093	1.177	1.163	1.161	1.206	1.092	1.251	1.431
Divers	726	755	912	806	852	946	819	750
Capital non versé	5	4	5	5	5	5	5	5
Total disponible et réalisable ...	110.139	108.311	110.389	107.838	107.528	109.087	110.158	112.699
C. Immobilisé :								
Frais de constitut. et de premier établ.	7	7	7	7	7	6	7	7
Immeubles	933	937	946	954	957	947	957	955
Participation dans les filiales immobil.	257	257	257	257	265	265	265	265
Créances sur filiales immobilières	280	284	290	295	294	296	295	297
Matériel et mobilier	124	125	124	128	127	128	129	132
Total de l'immobilisé ...	1.601	1.610	1.624	1.641	1.650	1.642	1.653	1.656
Total général actif.....	111.740	109.921	112.013	109.479	109.178	110.729	111.811	114.355
PASSIF								
A. Opér. d'épargne (art. 15, arr. royal 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis	1.213	400	602	439	453	464	372	393
Emprunts au jour le jour	5	33	20	12	26	30	33	42
Banquiers	8.001	7.215	7.637	7.471	7.489	7.981	7.552	7.769
Maison-mère, succursales et filiales ...	1.948	1.958	1.823	1.768	1.544	1.702	1.747	2.047
Acceptations	8.868	8.713	9.060	8.869	8.782	8.706	8.888	9.132
Autres valeurs à payer à court terme	2.595	1.903	2.819	2.490	2.254	2.132	1.986	1.969
Créditeurs pour effets à l'encaissement	802	859	778	787	754	778	814	859
Dépôts et comptes courants	74.951	75.230	75.585	73.555	74.006	74.818	75.903	77.493
a) A vue et à un mois au plus ³ ...	63.933	64.270	64.541	63.849	63.657	64.045	65.004	66.087
b) A plus d'un mois	10.968	10.960	11.044	9.706	10.349	10.773	10.899	11.406
Obligations et bons de caisse	3.249	3.301	3.356	3.408	3.472	3.543	3.607	3.712
Montants à libérer sur titres et partic.	645	722	706	634	638	642	655	642
Divers	2.650	2.720	2.672	3.093	2.808	2.971	3.246	3.292
Total de l'exigible ...	104.927	103.054	105.058	102.526	102.226	103.767	104.813	107.350
C. Non exigible :								
Capital	3.966	4.006	4.003	4.003	4.003	4.014	4.049	4.065
Fonds indispon. par prime d'émission	166	179	179	179	179	178	180	177
Réserve légale (art. 13, A. R. 185) .	233	284	283	283	283	283	283	283
Réserve disponible	2.320	2.317	2.411	2.411	2.411	2.411	2.412	2.406
Provisions	78	81	79	77	76	76	74	74
Total du non exigible ...	6.813	6.867	6.955	6.953	6.952	6.962	6.998	7.005
Total général passif.....	111.740	109.921	112.013	109.479	109.178	110.729	111.811	114.355

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger ou dans la colonie, que des éléments d'actif et de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger ou dans la colonie apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, Succursales et Filiales ».

² L'encours des effets réescomptés par les banques à la Banque Nationale de Belgique et aux instituts paraétatiques s'élevait aux 30 avril, 31 mai, 30 juin, 31 juillet, 31 août, 30 septembre, 31 octobre et 30 novembre 1955 respectivement à 6.544, 7.102, 7.320, 9.330, 7.285, 6.591, 6.593 et 5.707 millions de francs, montants qui ne sont pas compris dans le portefeuille commercial.

³ Y compris les dépôts inscrits en carnets ou livrets sur lesquels il peut être disposé à concurrence de 5.000 francs par période de quatorze jours, et, à concurrence de 50.000 francs maximum, par période de quatorze jours, moyennant un préavis de quatorze jours au moins. Pour les mois de mai, juin, juillet, août, septembre, octobre et novembre 1955, ces dépôts s'élevaient respectivement à 9.948, 10.005, 10.051, 10.068, 10.098, 10.117 et 10.147 millions de francs.

SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

85²

(millions de francs)

Rubriques	1955 17 novembre	1955 24 novembre	1955 1er décembre	1955 8 décembre	1955 15 décembre	1955 22 décembre	1955 29 décembre	1956 5 janvier
ACTIF								
Encaisse en or	46.088	46.088	46.088	46.263	46.892	46.555	46.442	46.886
Avoirs sur l'étranger	416	304	75	284	408	534	110	424
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	9.445	9.445	9.402	9.402	9.653	9.230	9.230	9.138
b) pays membres de l'U.E.P.	771	1.129	1.386	1.569	543	621	711	885
c) autres pays	873	848	843	823	766	747	816	828
Débiteurs pour change et or, à terme ...	8	8	—	506	506	1	—	506
Effets commerciaux sur la Belgique	4.065	4.088	4.716	3.421	3.976	4.742	6.762	6.345
Avances sur fonds publics	442	279	552	399	183	212	858	239
Effets publics (art. 20 des statuts. Con- ventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	9.070	8.230	9.530	9.445	8.305	8.650	7.900	8.080
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	83	83	83	83	28	28	618	693
c) autres effets publics belges	148	84	132	105	117	131	108	118
Monnaies divisionnaires et d'appoint	720	729	710	725	745	741	705	689
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	1	2	2	2	2	2	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.660	34.660	34.660	34.660	34.660	34.660	34.660	34.660
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	1.913	1.909	1.908	1.914	1.914	1.915	1.914	1.914
Immeubles, matériel et mobilier	1.060	1.060	1.060	1.060	1.060	1.060	1.060	1.060
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	785	786	791	787	787	787	787	819
Divers	799	793	836	854	899	882	912	1.092
	111.347	110.525	112.774	112.302	111.444	111.498	113.095	114.378

PASSIF

Billets en circulation	104.576	104.104	106.282	105.466	104.449	104.937	106.399	107.439
Comptes courants :								
Trésor public { Compte ordinaire ...	3	2	3	3	4	3	5	1
Comptes Accord de Coop. Economique	56	56	56	56	56	56	57	57
Banques à l'étranger : comptes ordin.	174	193	180	185	182	181	167	176
Comptes courants divers	1.605	1.077	1.222	1.058	1.171	1.228	1.763	1.268
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiements :								
Pays membres de l'U.E.P.	227	246	247	241	219	178	186	297
Autres pays	1.070	1.046	1.053	1.057	1.093	1.110	747	754
Total des engagements à vue	107.711	106.724	109.043	108.066	107.174	107.693	109.324	109.992
Provision spéciale (convention du 14-9-54) : S.N.C.I.	—	—	—	—	—	—	—	—
Devises étrangères et or à livrer	135	183	90	594	593	118	73	550
Caisse de Pensions du Personnel	785	786	791	787	787	787	787	819
Divers	798	914	932	937	972	982	993	1.099
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	1.518	1.518	1.518	1.518	1.518	1.518	1.518	1.518
	111.347	110.525	112.774	112.302	111.444	111.498	113.095	114.378

DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO BELGE ET DU RUANDA-URUNDI

(millions de francs)

Rubriques	1955 30 avril	1955 31 mai	1955 30 juin	1955 31 juillet	1955 31 août	1955 30 septembre	1955 31 octobre	1955 30 novembre
ACTIF								
Encaisse or	5.754	5.758	5.765	5.769	5.776	5.781	5.786	5.791
Avoirs en monnaies convertibles	3.977	3.894	3.933	3.844	3.968	3.863	3.797	3.843
Avoirs en francs belges :								
Banques et divers organismes	63	2	0,4	82	21	8	32	1
Certificats du Trésor belge	1.531	1.256	1.082	887	630	525	525	525
Autres avoirs	1.206	848	463	819	1.169	988	550	354
Avoirs en autres monnaies	33	27	23	28	28	17	32	25
Monnaies étrangères et or à recevoir	—	—	—	—	35	41	41	13
Débiteurs pour change et or à terme	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets commerc. sur le Congo Belge et le Ruanda-Urundi	26	44	89	99	76	53	69	84
Avances sur fonds publ. et subs. précieuses	—	31	51	199	22	2	24	12
Avoirs aux Offices des Chèques postaux ...	8	18	15	20	8	9	6	8
Effets publics (art. 6, § 1, litt. 3a des Statuts) émis par le Congo Belge	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics belges émis en francs cong.	3.993	3.993	3.993	3.993	3.993	3.993	3.993	3.993
Fonds publics (art. 6, § 1, litt. 12 et 13 des Statuts)	502	534	796	790	790	795	796	807
Immeubles, matériel et mobilier	151	148	155	161	161	164	167	172
Divers	80	81	98	89	111	140	117	128
	17.324	16.634	16.463	16.780	16.788	16.379	15.935	15.756

PASSIF

Billets et monnaies métalliques en circul.	4.567	4.536	4.783	4.977	4.936	4.873	4.757	4.741
Comptes courants et créditeurs divers :								
Congo Belge	5.955	6.036	7.509	7.469	6.428	6.171	5.812	5.529
Ruanda-Urundi	395	392	396	393	929	916	873	883
Comptes courants divers	3.873	3.560	2.280	2.231	2.386	2.417	3.008	2.839
Valeurs à payer	183	154	176	152	140	104	124	277
<i>Total des engagements à vue</i>	14.973	14.678	15.144	15.222	14.819	14.481	14.574	14.269
Créditeurs pour change et or à terme	—	—	—	—	34	40	40	13
Engagements en francs belges :								
A vue	518	760	579	795	1.056	952	520	764
A terme	1.075	630	178	63	33	38	18	23
Engagements en monnaies étrangères :								
En monnaies convertibles	164	8	4	8	8	8	8	7
En autres devises	7	6	9	7	7	20	6	10
Monnaies étrangères et or à livrer	90	41	12	129	259	249	161	45
Divers	307	242	268	287	303	322	339	356
Capital	150	150	150	150	150	150	150	150
Fonds de réserve et d'amortissement	40	119	119	119	119	119	119	119
	17.324	16.634	16.463	16.780	16.788	16.379	15.935	15.756

Mois		Comptes Chèques postaux ¹	Mois		Dépôts à vue dans les banques ²
1954	Septembre	3,67	1954	Septembre	1,78
	Octobre	4,06		Octobre	1,81
	Novembre	3,93		Novembre	1,89
	Décembre	3,94		Décembre	2,15
1955	Janvier	4,13	1955	Janvier	1,90
	Février	3,67		Février	1,75
	Mars	3,66		Mars	1,93
	Avril	3,94		Avril	1,96
	Mai	3,75		Mai	1,88
	Juin	3,64		Juin	2,01
	Juillet	4,13		Juillet	2,02
	Août	3,78		Août	1,90
	Septembre	3,64		Septembre	1,90
	Octobre	3,90		Octobre	1,96
	Novembre	4,04		Novembre	1,86

¹ Voir tableau no 86.

² Méthode d'établissement : voir notre *Bulletin d'Information et de Documentation* d'octobre 1950, p. 222.

Note. — Les coefficients de rotation des comptes chèques postaux et des dépôts à vue dans les banques ne sont pas comparables, parce qu'ils ne sont pas calculés sur des bases identiques. Les coefficients relatifs aux comptes bancaires sont plus précis.

STOCK MONETAIRE INTERIEUR

(en milliards de francs)

Dates	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale détenue par					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	Mouvements du stock monétaire total	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire *	le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	les entreprises et particuliers **			Total				
					Comptes courants à la Banque Nationale de Belgique *	Avoirs en comptes chèques postaux *	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établissements para-banquaires *					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) / (10)	(12)	
1950 30-6	4,8	87,3	90,7	5,8	0,7	17,0	39,4	57,1	62,9	153,6	59,0	
31-12	5,1	88,6	92,3	6,5	1,0	17,6	38,7	57,3	63,8	156,1	59,1	+ 2,5
1951 31-3	5,2	86,0	89,6	6,9	0,5	17,0	40,3	57,8	64,7	154,3	58,1	- 1,8
30-6	5,4	88,2	92,2	6,6	0,5	17,4	40,4	58,3	64,9	157,1	58,7	+ 2,8
30-9	5,7	91,6	96,0	6,9	0,6	17,4	41,7	59,7	66,6	162,6	59,0	+ 5,5
31-12	5,6	95,0	99,1	7,4	0,7	18,2	43,1	62,0	69,4	168,5	58,8	+ 5,9
1952 31-3	5,7	94,8	99,0	7,3	0,5	18,3	44,8	63,6	70,9	169,9	58,3	+ 1,4
30-6	5,8	96,3	100,6	6,8	0,5	18,8	44,9	64,2	71,0	171,6	58,6	+ 1,7
30-9	5,9	96,0	100,3	7,0	0,5	19,1	45,4	65,0	72,0	172,3	58,2	+ 0,7
31-12	5,9	97,8	102,0	7,4	0,7	18,0	46,4	65,1	72,5	174,5	58,5	+ 2,2
1953 31-3	5,9	97,3	101,4	6,9	0,5	18,7	45,8	65,0	71,9	173,3	58,5	- 1,2
30-6	5,8	98,4	102,6	6,9	0,6	19,6	46,1	66,3	73,2	175,8	58,4	+ 2,5
30-9	5,9	100,1	104,4	7,3	0,5	19,7	46,3	66,5	73,8	178,2	58,6	+ 2,4
31-12	5,9	101,6	105,9	7,1	0,6	19,9	46,8	67,3	74,4	180,3	58,7	+ 2,1
1954 31-3	5,9	98,8	102,9	7,5	0,5	19,6	46,4	66,5	74,0	176,9	58,2	- 3,4
30-6	5,9	100,2	104,3	8,1	0,7	20,2	49,0	69,9	78,0	182,3	57,2	+ 5,4
30-9	5,9	101,2	105,2	7,9	0,5	19,1	47,5	67,1	75,0	180,2	58,4	- 2,1
31-12	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	58,1	+ 3,4
1955 31-3	5,9	104,0	107,5	7,1	0,4	19,0	50,7	70,1	77,2	184,7	58,2	+ 1,1
30-6	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9	+ 2,9
30-9	5,7	106,4	109,7	7,4	0,3	20,0	50,0	70,3	77,7	187,4	58,5	- 0,2
31-10	5,6	106,3	109,5	6,4	1,7	20,7	50,8	73,2	79,6	189,1	57,9	+ 1,7
30-11	5,6	105,8	108,8	7,3	0,4	20,3	51,8	72,5	79,8	188,6	57,7	- 0,5

* Déduction faite des encaisses des organismes émetteurs de monnaie.

** Y compris des organismes para-étatiques administratifs.

BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES
(en milliards de francs)

Dates	Stock monétaire				Avoirs extérieurs nets				Créances sur le Trésor et créances obligataires sur d'autres emprunteurs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique		Divers			Comptes pour balance	Total	Sous déduction de					Différence (20) — (21) à (25)		
	Monnaie fiduciaire	Monnaie scripturale			Total	Avoirs et engagements à vue (montants nets)		Autres avoirs et engagements nets (montants nets)	Total	Dettes de l'Etat	Dettes obligataires d'autres emprunteurs publics	Avances au Fonds des Rentes	Total	Logés dans les organismes monétaires	Pour mémoire Logés dans et hors des organismes monétaires	Solde des opérations du Crédit communal de Belgique, de la Caisse Nationale de Crédit professionnel et du Fonds Monétaire autres qu'à court terme	Opérations spécifiques de prêts et emprunts avec des organismes financiers non monétaires			Solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux	Total	Engagements quasi monétaires des organismes émetteurs de monnaie envers l'économie nationale		Détenus par le Trésor		Ecart entre les fonds propres et immobilisations et participations (Banque Nationale, Institut de Récompte et banques de dépôts)	Emprunts obligataires (banques de dépôts)
		détenue par les entreprises et particuliers	détenue par les pouvoirs publics	Total		B.N.B.	Banques privées															Détenus par les entreprises et particuliers	Dépôts en devises détenus par les entreprises et particuliers				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)	(19)	(20)	(21)	(22)	(23)	(24)	(25)	(26)		
1950 30 juin	90,7	57,1	5,8	62,9	153,6	+38,6	- 5,0	+1,4	35,0	107,9	0,8	2,6	111,3	27,3	30,4	-0,6	+1,5	-2,1	+1,3	173,7	-13,9	-1,5	-	-4,5	-0,2	153,6	
En p.c. de (20)	52,2	32,9	3,3	36,2	88,4	22,2	2,9	0,8	20,1	62,1	0,5	1,5	64,1	15,7		0,3	0,9	1,2	0,7	100,0	8,0	0,9	-	2,6	0,1	88,4	
31 décembre .	92,3	57,3	6,5	63,8	156,1	+35,3	- 6,5	+1,9	30,7	105,6	0,8	4,1	110,5	33,2	36,6	+1,2	+0,9	-2,2	+2,4	176,7	-13,7	-1,9	-	-4,7	-0,3	156,1	
En p.c. de (20)	52,2	32,4	3,7	36,1	88,3	20,0	3,7	1,1	17,4	59,7	0,5	2,3	62,5	18,8		0,7	0,5	1,2	1,3	100,0	7,8	1,1	-	2,6	0,2	88,3	
1951 30 juin	92,2	58,3	6,6	64,9	157,1	+39,7	-10,8	+1,2	30,1	107,7	0,9	1,8	110,4	34,6	39,5	+1,2	+1,1	-1,8	+1,6	177,2	-12,9	-1,5	-0,3	-5,0	-0,4	157,1	
En p.c. de (20)	52,0	32,9	3,7	36,6	88,6	22,4	6,1	0,7	17,0	60,8	0,5	1,0	62,3	19,5		0,7	0,6	1,0	0,9	100,0	7,3	0,9	0,2	2,8	0,2	88,6	
31 décembre .	99,1	62,0	7,4	69,4	168,5	+50,2	-13,4	+1,7	38,5	113,1	1,0	1,6	115,7	36,2	42,1	+1,4	+0,7	-2,0	+2,1	192,6	-14,6	-2,4	1,1	-5,4	-0,6	168,5	
En p.c. de (20)	51,5	32,2	3,8	36,0	87,5	26,1	7,0	0,9	20,0	58,7	0,5	0,8	60,0	18,8		0,7	0,4	1,0	1,1	100,0	7,6	1,2	0,6	2,8	0,3	87,5	
1952 30 juin	100,6	64,2	6,8	71,0	171,6	+56,2	-11,4	+2,7	47,5	115,7	1,0	0,8	117,5	33,7	40,3	+0,1	+0,1	-1,2	+1,0	198,8	-18,3	-1,5	-1,3	-5,3	-0,8	171,6	
En p.c. de (20)	50,6	32,3	3,4	35,7	86,3	28,3	5,7	1,3	23,9	58,2	0,5	0,4	59,1	16,9		0,1	0,1	0,6	0,5	100,0	9,2	0,7	0,7	2,7	0,4	86,3	
31 décembre .	102,0	65,1	7,4	72,5	174,5	+51,0	- 4,3	+3,7	50,4	115,2	1,0	0,3	116,5	36,5	43,3	+0,4	-0,1	-1,6	+0,2	202,3	-18,6	-1,6	-1,4	-5,2	-1,0	174,5	
En p.c. de (20)	50,4	32,2	3,7	35,9	86,3	25,2	2,1	1,8	24,9	56,9	0,5	0,2	57,6	18,0		0,2	-	0,8	0,1	100,0	9,2	0,8	0,7	2,5	0,5	86,3	
1953 30 juin	102,6	66,3	6,9	73,2	175,8	+48,8	- 4,0	+2,7	47,5	118,5	1,0	0,7	120,2	36,1	43,7	-0,9	+0,6	-1,4	+1,5	203,6	-19,3	-1,6	-0,5	-5,2	-1,2	175,8	
En p.c. de (20)	50,4	32,5	3,4	35,9	86,3	24,0	2,0	1,3	23,3	58,2	0,5	0,3	59,0	17,7		0,4	0,3	0,7	0,8	100,0	9,5	0,8	0,2	2,6	0,6	86,3	
31 décembre .	105,9	67,3	7,1	74,4	180,3	+52,4	- 4,8	+2,7	50,3	120,4	1,1	-	121,5	38,7	45,4	+0,1	+0,1	-1,9	+1,0	209,8	-20,6	-1,5	-0,2	-5,3	-1,9	180,3	
En p.c. de (20)	50,5	32,0	3,4	35,4	85,9	25,0	2,3	1,3	24,0	57,4	0,5	-	57,9	18,5		-	-	0,9	0,5	100,0	9,8	0,7	0,1	2,6	0,9	85,9	
1954 30 juin	104,3	69,9	8,1	78,0	182,3	+49,7	- 4,8	+2,9	47,8	121,9	1,2	0,2	123,3	38,2	46,2	+0,6	+1,0	-1,9	+2,6	211,6	-19,6	-1,6	-0,1	-5,5	-2,5	182,3	
En p.c. de (20)	49,3	33,1	3,8	36,9	86,2	23,5	2,3	1,4	22,6	57,6	0,6	0,1	58,3	18,0		0,3	0,5	0,9	1,2	100,0	9,3	0,7	-	2,6	1,2	86,2	
31 décembre .	106,7	69,5	7,4	76,9	183,6	+50,5	- 3,7	+1,5	48,3	119,9	1,4	1,2	122,5	41,7	49,8	+2,0	+1,0	-1,2	+1,6	215,9	-21,3	-2,0	-0,1	-6,0	-2,9	183,6	
En p.c. de (20)	49,4	32,2	3,4	35,6	85,0	23,4	1,7	0,7	22,4	55,5	0,6	0,6	56,7	19,3		0,9	0,5	0,5	0,7	100,0	9,9	0,9	-	2,8	1,4	85,0	
1955 30 juin	108,6	71,7	7,3	79,0	187,6	+52,9	- 4,8	+2,7	50,8	121,1	1,9	0,9	123,9	43,0	50,1	+2,1	+1,3	-2,0	+2,2	221,3	-22,4	-1,7	-0,1	-6,1	-3,4	187,6	
En p.c. de (20)	49,0	32,4	3,3	35,7	84,7	23,9	2,1	1,2	23,0	54,7	0,9	0,4	56,0	19,4		0,9	0,6	0,9	1,0	100,0	10,2	0,8	-	2,8	1,5	84,7	
30 septembre .	109,7	70,3	7,4	77,7	187,4	+54,4	- 4,8	+2,8	52,4	120,9	1,8	1,4	124,1	41,4	49,5	+3,0	+1,5	-2,0	+1,0	221,4	-22,2	-2,0	-0,1	-6,2	-3,5	187,4	
En p.c. de (20)	49,5	31,8	3,3	35,1	84,6	24,6	2,2	1,3	23,7	54,6	0,8	0,6	56,0	18,7		1,3	0,7	0,9	0,5	100,0	10,1	0,9	-	2,8	1,6	84,6	

* Y compris les comptes d'organismes paraétatiques administratifs.

ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(mouvements en milliards de francs)

85⁴

Périodes	Variations du stock monétaire	Variations des liquidités quasi monétaires				Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (6) = (1) + (5)	Solde des opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital des pouvoirs publics et des donations officielles)	Financement monétaire des pouvoirs publics	Monétisation de la dette de l'Etat et autres fonds publics	Mouvements des crédits d'es-compte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers nationaux, logés dans les organismes monétaires	Variations de l'écart entre fonds propres et immobilisations + participations des organismes monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Soldes des opérations autres qu'à court terme du Fonds Monétaire, du Crédit Communal et de la Caisse Nationale de Crédit professionnel	Divers		Comptes pour balance	Total (17) = de (7) à (16)
		Dépôts à terme et comptes spéciaux des exportateurs vers l'U.E.P.	Dépôts en devises de nationaux	Avoirs du Trésor	Total									Opérations spécifiques de prêts et d'emprunts avec des organismes financiers non monétaires	Soldes des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
1950 2 ^e semestre	+ 2,5	- 0,2	+ 0,4	—	+ 0,2	+ 2,7	-12,3	+ 5,5	+ 1,8	+ 5,9	- 0,2	- 0,1	+ 1,8	- 0,6	- 0,1	+ 1,0	+ 2,7
1951 1 ^{er} semestre	+ 1,0	- 0,8	- 0,4	+ 0,3	- 0,9	+ 0,1	+ 1,3	+ 0,1	- 2,1	+ 1,4	- 0,3	- 0,1	—	+ 0,2	+ 0,4	- 0,8	+ 0,1
2 ^e semestre	+11,4	+ 1,7	+ 0,9	+ 0,8	+ 3,4	+14,8	+ 9,2	+ 4,5	+ 0,4	+ 1,6	- 0,4	- 0,2	+ 0,2	- 0,4	- 0,2	+ 0,1	+14,8
Total ...	+12,4	+ 0,9	+ 0,5	+ 1,1	+ 2,5	+14,9	+10,5	+ 4,6	- 1,7	+ 3,0	- 0,7	- 0,3	+ 0,2	- 0,2	+ 0,2	- 0,7	+14,9
1952 1 ^{er} semestre	+ 3,1	+ 3,7	- 0,9	+ 0,2	+ 3,0	+ 6,1	+ 7,0	+ 3,7	- 0,3	- 2,5	+ 0,1	- 0,2	- 1,3	- 0,6	+ 0,8	- 0,6	+ 6,1
2 ^e semestre	+ 2,9	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,5	+ 3,4	- 0,6	+ 1,5	+ 0,7	+ 2,8	+ 0,1	- 0,2	+ 0,3	- 0,2	- 0,4	- 0,6	+ 3,4
Total ...	+ 6,0	+ 4,0	- 0,8	+ 0,3	+ 3,5	+ 9,5	+ 6,4	+ 5,2	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,2	- 0,4	- 1,0	- 0,8	+ 0,4	- 1,2	+ 9,5
1953 1 ^{er} semestre	+ 1,3	+ 0,7	—	- 0,9	- 0,2	+ 1,1	- 1,1	+ 1,7	+ 0,9	- 0,4	—	- 0,2	- 1,3	+ 0,7	+ 0,2	+ 0,6	+ 1,1
2 ^e semestre	+ 4,5	+ 1,3	- 0,1	- 0,3	+ 0,9	+ 5,4	+ 0,1	+ 4,2	—	+ 2,6	- 0,1	- 0,7	+ 1,0	- 0,5	- 0,5	- 0,7	+ 5,4
Total ...	+ 5,8	+ 2,0	- 0,1	- 1,2	+ 0,7	+ 6,5	- 1,0	+ 5,9	+ 0,9	+ 2,2	- 0,1	- 0,9	- 0,3	+ 0,2	- 0,3	- 0,1	+ 6,5
1954 1 ^{er} semestre	+ 2,0	- 1,0	+ 0,1	- 0,1	- 1,0	+ 1,0	- 3,8	+ 1,5	+ 1,2	- 0,5	- 0,2	- 0,6	+ 0,5	+ 0,9	—	+ 2,0	+ 1,0
2 ^e semestre	+ 1,3	+ 1,7	+ 0,4	—	+ 2,1	+ 3,4	- 0,9	- 1,2	+ 2,0	+ 3,5	- 0,5	- 0,4	+ 1,4	—	+ 0,7	- 1,2	+ 3,4
Total ...	+ 3,3	+ 0,7	+ 0,5	- 0,1	+ 1,1	+ 4,4	- 4,7	+ 0,3	+ 3,2	+ 3,0	- 0,7	- 1,0	+ 1,9	+ 0,9	+ 0,7	+ 0,8	+ 4,4
1955 1 ^{er} semestre	+ 4,0	+ 1,1	- 0,3	—	+ 0,8	+ 4,8	+ 1,9	+ 0,5	+ 1,7	+ 1,3	- 0,1	- 0,5	+ 0,1	+ 0,3	- 0,8	+ 0,4	+ 4,8
3 ^e trimestre	- 0,2	- 0,2	+ 0,2	—	—	- 0,2	+ 1,6	- 0,2	+ 0,5	- 1,6	—	- 0,3	+ 0,8	+ 0,1	—	- 1,1	- 0,2

* Mouvement des crédits directs au Trésor + solde des opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger.

II. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

BANQUE DE FRANCE (milliards de francs français)

86¹

Rubriques	1955 5 mai	1955 9 juin	1955 7 juillet	1955 4 août	1955 8 septembre	1955 6 octobre	1955 10 novembre	1955 8 décembre
ACTIF								
Encaisse or	201	201	201	201	201	201	201	201
Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'Union Européenne de Paiements ...	127	171	184	200	200	200	200	200
Monnaies divisionnaires	12	14	15	15	15	15	17	16
Comptes courants postaux	26	36	34	24	27	32	33	35
Av. au Fonds de Stabilisat. des changes ¹	198	198	197	229	267	273	295	293
Bon du Trésor négociable : Engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque Nationale de Belgique	4	4	4	4	4	4	4	4
Prêts sans intérêts à l'Etat ²	50	50	50	50	50	50	50	50
Av. provisoires extraordinaires à l'Etat du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 ³	426	426	426	426	426	426	426	426
Avances provisoires à l'Etat ⁴	190	190	190	190	190	190	190	190
Avances spéciales à l'Etat ⁵	110	120	99	95	98	76	51	79
Portefeuille d'escompte	1.112	1.065	1.125	1.098	1.138	1.129	1.082	1.120
<i>Effets escomptés sur la France</i>	589	585	644	593	635	624	554	565
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
<i>Effets garant. par l'Office des céréales</i> ⁶	29	23	17	9	7	25	43	43
<i>Effets de mobilisation de crédits à moyen terme</i>	494	457	464	496	496	480	435	512
Effets négociables achetés en France ⁷ ...	197	192	231	233	162	234	256	221
Avances à 30 jours sur effets publics	20	11	19	13	9	12	13	9
Avances sur titres	10	8	9	10	8	9	10	9
Avances sur or	—	—	—	—	—	—	—	—
Hôtel et mobilier de la Banque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rentes pourvues d'affectations spéciales ⁸	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Effets en cours de recouvrement	20	14	15	28	15	17	22	16
Divers	48	47	46	47	47	48	49	49
Total ...	2.751	2.747	2.845	2.863	2.857	2.916	2.899	2.918
PASSIF								
Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	2.566	2.549	2.645	2.657	2.669	2.733	2.705	2.735
Comptes courants créditeurs	121	131	134	131	121	115	119	115
<i>Compte courant du Trésor public</i>	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Comptes courants des accords de coopé- ration économique</i>	11	12	11	9	7	4	1	0,0
<i>Comptes courants des banques et insti- tutions financières françaises et étran- gères</i>	48	50	49	50	49	47	55	47
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engage- ments à vue</i>	62	69	74	72	65	64	63	68
Capital de la Banque	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Bénéfices en addition au capital ⁹	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Réserves mobilières légales ⁸	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserve immobilière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers	64	67	66	75	67	68	75	68
Total ...	2.751	2.747	2.845	2.863	2.857	2.916	2.899	2.918

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Loi du 9 juin 1857, convention du 29 mars 1878, loi du 13 juin 1878, prorogée, lois des 17 novembre 1897, 29 décembre 1911, 20 décembre 1918 et 25 juin 1928, convention du 12 novembre 1938, décret du 12 novembre 1938, convention du 27 mars 1947, loi du 29 mars 1947.

³ Conventions des 25 août, 29 octobre, 12 décembre, 30 décembre 1940, 20 février, 30 avril, 10 mai, 11 juin, 11 septembre, 27 novembre, 26 décembre 1941, 5 mars, 30 avril, 11 juin, 17 septembre, 19 novembre 1942, 21 janvier, 31 mars, 8 juillet, 30 septembre, 16 décembre 1943, 23 mars, 17 mai et 20 juillet 1944.

⁴ Convention du 29 septembre 1938 approuvée par le décret du 1^{er} septembre 1939, convention du 29 février 1940 approuvée par le décret du 29 février 1940, convention du 9 juin 1940 approuvée par le décret du 9 juin 1940, convention du 8 juin 1944 approuvée par la loi du 15 juillet 1944, convention du 24 juin 1947 approuvée par la loi du 26 juin 1947, convention du 25 septembre 1947 approuvée par le décret du 1^{er} octobre 1947, convention du 22 janvier 1958 approuvée par la loi du 23 janvier 1958.

⁵ Convention du 11 juillet 1958 approuvée par la loi du même jour.

⁶ Loi du 15 août 1938, décret du 29 juillet 1939, loi du 19 mai 1941.

⁷ Décret du 17 juin 1938.

⁸ Loi du 17 mai 1894, décrets des 27 avril et 2 mai 1848, loi du 9 juin 1857.

⁹ Lois des 9 juin 1857 et 17 novembre 1897.

Rubriques	1955 8 juin	1955 6 juillet	1955 10 août	1955 7 septembre	1955 5 octobre	1955 9 novembre	1955 7 décembre	1956 4 janvier
-----------	----------------	-------------------	-----------------	---------------------	-------------------	--------------------	--------------------	-------------------

Département d'émission

ACTIF

Dette de l'Etat	11	11	11	11	11	11	11	11
Autres fonds publics	1.810	1.810	1.860	1.785	1.785	1.785	1.835	1.885
Autres titres	1	1	1	1	1	1	1	1
Monnaies autres que monnaies d'or	3	3	3	3	3	3	3	3
Montant de l'émission fiduciaire	1.825	1.825	1.875	1.800	1.800	1.800	1.850	1.900
Monnaies d'or et lingots	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
	1.825	1.825	1.875	1.800	1.800	1.800	1.850	1.900

PASSIF

Billets émis :								
En circulation	1.778	1.795	1.834	1.781	1.769	1.772	1.828	1.848
Au Département bancaire	47	30	41	19	31	28	22	52
	1.825	1.825	1.875	1.800	1.800	1.800	1.850	1.900

Département bancaire

ACTIF

Fonds publics	279	275	258	287	271	262	288	205
Autres titres :								
Escomptes et avances	20	29	26	26	37	40	22	72
Titres	14	16	16	17	16	17	17	17
Billets	47	30	41	19	31	28	22	52
Monnaies	2	2	2	2	2	2	2	2
	362	352	343	351	357	349	351	348

PASSIF

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Réserves	3	3	4	4	3	3	3	3
Dépôts publics :								
Comptes publics (y compris Trésor, Banques d'épargne, commissaires de la Dette publique et comptes de dividendes)	10	19	24	10	19	16	11	23
Trésor, compte spécial	7	0,5	2	3	2	3	3	3
Autres dépôts :								
Banquiers	248	247	230	253	251	247	249	232
Autres comptes	79	68	68	66	67	65	70	72
	362	352	343	351	357	349	351	348

FEDERAL RESERVE BANKS ¹

86³

(millions de \$)

Rubriques	1955 8 juin	1955 6 juillet	1955 10 août	1955 7 septembre	1955 5 octobre	1955 9 novembre	1955 7 décembre	1956 4 janvier
ACTIF								
Certificats-or	20.145	20.156	20.146	20.145	20.153	20.172	20.137	20.141
Fonds de rachat des billets des F.R.	846	835	844	848	841	832	863	868
Total des réserves de certificats-or	20.991	20.991	20.990	20.993	20.994	21.004	21.000	21.009
Billets F.R. d'autres banques	179	157	209	205	239	221	237	351
Autres encaisses	329	312	358	330	353	318	299	332
Escompte et avances	391	599	565	598	650	1.201	978	398
Prêts à l'économie privée	1	—	—	1	1	1	1	1
Acceptations achetées directement	16	15	12	16	18	17	17	23
Acceptations détenues en vertu d'une convention de rachat	—	—	—	—	2	—	—	1
Fonds publics :								
Achetés directement								
Effets	893	1.123	1.261	1.039	1.007	1.302	1.355	1.502
Certificats	8.274	8.274	2.520	2.520	2.520	2.520	2.520	5.921
Billets	11.646	11.646	17.400	17.399	17.399	17.400	17.400	14.166
Obligations	2.802	2.802	2.802	2.802	2.802	2.802	2.802	2.802
Total achetés directement ...	23.615	23.845	23.983	23.760	23.728	24.024	24.077	24.391
Détenus en vertu d'une convention de rachat	—	4	—	—	104	—	296	272
Total des fonds publics	23.615	23.849	23.983	23.760	23.832	24.024	24.373	24.663
Total des prêts et des fonds publics	24.023	24.463	24.560	24.375	24.503	25.243	25.369	25.086
Avoirs sur banques étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—
Moyens de trésorerie non encaissés	3.811	3.941	3.751	3.600	4.184	3.949	4.164	5.212
Immeubles	57	57	58	59	59	60	60	61
Autres avoirs	170	149	209	176	135	175	210	168
Total actif ...	49.560	50.070	50.135	49.738	50.467	50.970	51.339	52.219
EXIGIBLE								
Billets de la Federal Reserve	25.709	26.018	25.963	26.187	26.131	26.413	26.781	26.838
Dépôts :								
Banques affiliées — compte de réserve	18.483	18.475	18.497	18.207	18.507	18.554	18.647	19.418
Trésor américain — compte général ...	289	468	499	475	481	616	469	265
Etrangers	402	383	459	377	389	400	442	451
Autres	393	451	390	374	388	388	427	424
Total dépôts	19.567	19.777	19.845	19.433	19.765	19.958	19.985	20.558
Moyens de trésor. avec disponib. différée	3.122	3.098	3.176	2.941	3.367	3.425	3.372	3.672
Autres engagements et dividendes courus	20	14	14	15	18	21	22	14
Total exigible ...	48.418	48.907	48.998	48.576	49.281	49.817	50.160	51.082
COMPTES DE CAPITAL								
Capital libéré	294	296	297	297	298	300	300	303
Surplus (section 7)	661	661	661	661	661	661	661	694
Surplus (section 13b)	28	27	27	27	27	27	27	27
Autres comptes de capital	159	179	152	177	200	165	191	113
Total passif ...	49.560	50.070	50.135	49.738	50.467	50.970	51.339	52.219
Engagements éventuels sur acceptations achetées p ^r correspondants étrangers ...	27	25	25	27	27	29	27	33
Engagem. d'emprunts à l'économie privée	4	3	3	3	3	3	2	2
Coefficient des réserves de certificats-or par rapport aux dépôts et billets F.R.	46,4 %	45,8 %	45,8 %	46,0 %	45,7 %	45,3 %	44,9 %	44,3 %

¹ Situation globale des douze banques de réserve fédérales.

Rubriques	1955 6 juin	1955 4 juillet	1955 8 août	1955 5 septembre	1955 10 octobre	1955 7 novembre	1955 5 décembre	1956 9 janvier
ACTIF								
Effets, promesses et obligat. escomptés ¹	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets, certificats du Trésor et obligations achetés par la Banque (art. 15, 4 ^e , de la loi bancaire de 1948)	—	—	—	—	—	—	—	—
Certif. du Trésor repris par la Banque à l'Etat en vertu de la conv. du 26-2-1947	501	454	325	322	322	322	322	322
Avances en comptes courants nantis (y compris les prêts)	33	30	27	26	27	29	30	307
<i>sur titres, etc.</i> ²	32	29	26	25	25	26	28	305
<i>sur produits et cédules</i>	1	1	1	1	2	3	2	2
Avances à l'Etat (art. 20 de la loi ban- caire de 1948)	—	—	—	—	—	—	—	—
Créance comptable sur l'Etat en vertu de la convention du 26-2-47	300	300	300	300	300	300	300	200
Lingots et monnaies	3.068	3.071	3.074	3.077	3.090	3.207	3.282	3.320
<i>Monnaies et lingots d'or</i>	3.046	3.046	3.046	3.046	3.057	3.171	3.241	3.275
<i>Monnaies d'argent, etc.</i>	22	25	28	31	33	36	41	45
Créances et titres libellés en monnaies étrangères	1.575	1.548	1.545	1.472	1.471	1.405	1.366	1.426
Moyens de paiement étrangers	1	7	0,4	0,4	0,1	0,3	0,2	0,1
Créances en florins résultant d'accords de paiement	222	204	206	218	251	214	223	218
Placement du capital, des réserves, du fonds des pensions et du fonds de pré- vision	192	149	150	150	150	151	150	151
Immeubles et inventaires	1	1	1	1	1	1	1	1
Comptes divers	29	32	33	36	37	39	45	56
	5.922	5.796	5.661	5.602	5.649	5.668	5.719	6.001
PASSIF								
Capital	20	20	20	20	20	20	20	20
Fonds de réserve	26	26	26	26	26	26	26	26
Réserves spéciales	103	103	103	103	103	103	103	103
Fonds de pension	45	—	—	—	—	—	—	—
Fonds de prévis. du personnel temporaire	2	2	2	2	1	1	2	2
Billets en circulation (émissions ancien.)	28	28	28	28	28	28	28	} 3.851
Billets en circulation (émissions nouvelles)	3.626	3.695	3.694	3.772	3.752	3.786	3.831	
Accréditifs en circulation	—	7	—	—	—	6	—	—
Comptes courants	1.947	1.794	1.674	1.552	1.631	1.608	1.626	1.894
<i>Trésor public</i>	630	522	351	357	345	196	338	571
<i>Trésor public, compte spécial</i>	611	534	521	514	514	514	490	490
<i>Avoirs des banques aux Pays-Bas</i>	581	590	614	499	574	725	595	636
<i>Engagements résultant d'accords de paiement</i>	55	67	114	112	125	96	109	112
<i>Autres avoirs de non-résidents</i>	21	21	20	22	21	20	19	18
<i>Autres engagements</i>	49	60	54	48	52	57	72	67
Engagements libellés en monnaies étrang.	90	82	66	46	31	32	24	45
Comptes divers	35	39	48	53	57	58	59	60
	5.922	5.796	5.661	5.602	5.649	5.668	5.719	6.001
¹ Dont Certificats du Trésor (escomptés directe- ment par la Banque)	—	—	—	—	—	—	—	—
² Dont à l'Indonésie (Loi du 15 mars 1933 — <i>Staatsblad</i> , n ^o 99)	21	21	18	18	18	18	18	18
N.B. — Soldes en florins résultant d'accords de paiement et placés en bons du Trésor néerlandais	17	57	54	30	25	27	31	34
Billets mis en circulation par la Banque pour compte de l'Etat	163	163	165	164	166	168	170	169
Créances comprises dans le poste « ordan- ces en florins résultant d'accords de paiement » et consolidées suite à des conventions avec certains pays débiteurs.	—	—	—	—	32	30	29	27

SVERIGES RIKSBANK

(millions de kr.)

86⁵

Rubriques	1955 31 mai	1955 30 juin	1955 30 juillet	1955 31 août	1955 30 septembre	1955 31 octobre	1955 30 novembre	1955 31 décembre
ACTIF								
Monnaies et lingots d'or	580	581	581	582	582	594	612	607
Surplus de valeur d'or	781	784	784	784	784	801	825	819
Fonds publics étrangers *	454	470	514	584	627	625	628	631
Effets sur l'étranger *	73	76	70	74	75	76	75	78
Créances nettes sur banques et banquiers étrangers *	322	370	417	388	384	395	294	295
Autres avoirs sur l'étranger	1	1	1	1	1	1	1	1
Effets et obligations du Trésor suédois *	2.783	2.859	3.007	2.866	2.839	3.210	3.282	4.023
Effets payables en Suède *	16	15	13	13	15	15	15	15
Prêts nantis *	303	422	29	55	144	14	66	10
Avances en comptes courants *	7	5	—	—	—	—	—	—
Prêts sur ventes à tempérament	54	54	54	53	53	53	53	53
Fonds de pensions déposés à l'administra- tion de la Dette publique	7	7	7	7	7	7	7	7
Monnaies (autres qu'en or)	27	28	28	28	29	27	24	21
Chèques et effets bancaires	5	10	3	8	8	3	7	10
Autres valeurs actives intérieures	38	33	32	32	34	31	32	82
Quota de la Suède au F.M.I.	517	517	517	517	517	517	517	517
Participation de la Suède au capital de la B.I.R.D.	103	103	103	103	103	103	103	103
Total ...	6.071	6.335	6.160	6.095	6.202	6.472	6.541	7.272

PASSIF

Billets en circulation ¹	4.792	4.923	4.735	4.775	4.861	4.925	5.029	5.318
Effets bancaires	4	3	7	6	6	3	5	4
Dépôts en comptes chèques :	207	330	333	237	193	391	295	747
<i>Institutions officielles</i>	105	183	94	106	97	106	142	320
<i>Banques commerciales</i>	99	142	237	126	89	281	149	418
<i>Autres déposants</i>	3	5	2	5	7	4	4	9
Dépôts	97	96	95	95	150	149	203	210
Comptes d'ajustements de change	339	339	339	339	339	339	339	341
Autres engagements	23	35	43	35	45	57	61	43
Capital	50	50	50	50	50	50	50	50
Fonds de prêts sur ventes à tempérament	65	65	65	65	65	65	65	65
Fonds de réserve	20	20	20	20	20	20	20	20
Fonds de pensions	7	7	7	7	7	7	7	7
Bénéfices reportés	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Fonds Monétaire International	388	388	388	388	388	388	388	388
Banque Internationale de Reconstruction et de Développement	79	79	78	78	78	78	79	79
Total ...	6.071	6.335	6.160	6.095	6.202	6.472	6.541	7.272

N. B. La couverture supplémentaire des billets (art. 10 de la loi sur la Riksbank) comprend les rubriques actives marquées d'un astérisque.

¹ Le montant maximum de l'émission fiduciaire autorisée par la loi no 826 du 4 juin 1954 est de 5.500 millions de kr.; à partir du 3 juin 1955, la loi no 810 a porté ce montant à 5.800 millions de Kr.

(milliards de lires)

Rubriques	1955 30 avril	1955 31 mai	1955 30 juin	1955 31 juillet	1955 31 août	1955 30 septembre	1955 31 octobre	1955 30 novembre
ACTIF								
Encaisse en or	4	4	4	4	4	4	4	4
Or à l'étranger dû par l'Etat	2	2	2	2	2	2	2	2
Caisse ¹	6	6	8	8	8	7	6	7
Portefeuille d'escompte	270	264	263	270	291	296	303	309
Effets reçus à l'encaissement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances sur titres et sur marchandises et comptes courants	124	104	121	93	90	78	93	77
Disponibilités en devises à l'étranger	66	68	71	74	76	76	76	69
Titres émis ou garantis par l'Etat	47	47	47	46	46	46	46	54
Immeubles	—	—	—	—	—	—	—	—
Débiteurs divers	688	698	706	727	753	776	790	772
Créances diverses	4	4	4	4	4	4	4	4
Avances provisoires à l'Etat	77	77	77	77	77	77	77	77
Avances extraordinaires à l'Etat	343	343	343	343	343	343	343	343
Emissions des autorités militaires alliées ou pour leur compte	145	145	145	145	145	145	145	145
Compte courant du Trésor ²	48	75	41	95	67	118	92	143
Placements en titres pour le compte du Trésor	303	315	315	330	320	335	330	345
Services divers pour le compte de l'Etat .	13	16	14	13	7	10	4	5
Dépenses diverses	5	6	16	17	19	20	22	23
Total de l'actif ...	2.145	2.174	2.177	2.248	2.252	2.337	2.337	2.379
PASSIF								
Billets en circulation	1.422	1.421	1.428	1.508	1.481	1.506	1.496	1.504
Chèques et autres dettes à vue ³	14	17	20	19	18	16	15	16
Comptes courants à vue	47	48	57	64	66	67	59	72
Comptes courants à terme et réserves obligatoires des banques	483	503	474	486	510	566	587	608
Créditeurs divers	122	127	127	120	121	130	127	127
Comptes courants du Trésor public :								
ordinaire	—	—	—	—	—	—	—	—
spécial	—	—	—	—	—	—	—	—
Comptes courants des Accords de coopé- ration économique	50	50	53	32	35	29	29	27
Capital	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Fonds de réserve ordinaire	1	1	1	1	1	1	1	1
Fonds de réserve extraordinaire	1	1	1	1	1	1	1	1
Bénéfices de l'exercice en cours	5	6	16	17	19	21	22	23
Total du passif et du patrimoine ...	2.145	2.174	2.177	2.248	2.252	2.337	2.337	2.379
Déposants de titres et valeurs (compte d'ordre)	2.766	2.923	3.349	4.289	4.179	3.822	3.706	3.669
Escomptes effectués	123	36	31	98	143	41	38	115
Avances effectuées	373	295	353	337	349	276	342	254
Opérations au comptant liquidés par les Chambres de compensation	5.224	4.961	5.133	5.563	5.022	5.101	5.779	4.891
¹ Comprend les billets et monnaies pour compte du Trésor	5	5	6	6	6	5	5	6
² Solde du fonds spécial	2	2	2	2	2	2	2	2
³ Comprend valeurs et assignations	13	14	14	16	14	14	13	12

BANK DEUTSCHER LÄNDER
(millions de D.M.)

867

Rubriques	1955 7 juin	1955 7 juillet	1955 6 août	1955 7 septembre	1955 7 octobre	1955 7 novembre	1955 7 décembre	1956 7 janvier
ACTIF								
Or	3.106	3.195	3.285	3.370	3.463	3.587	3.665	3.853
Avoirs auprès de banques étrangères	7.999	8.120	8.254	8.324	8.424	8.542	8.520	8.626
Monnaies étrangères, lettres de change et chèques sur l'étranger	779	727	719	635	591	523	607	631
Avoirs en comptes chèques postaux	75	80	66	87	76	78	81	80
Effets sur l'intérieur	737	872	1.116	1.147	1.358	1.708	2.188	2.112
Effets du Trésor et bons du Trésor sans intérêt des administrations de l'Etat ...	18	—	19	85	88	54	147	181
Monnaies divisionnaires allemandes	66	61	55	61	51	50	36	53
Prêts sur créances de compensation	35	48	12	15	27	29	36	—
Avances et crédits à court terme	116	171	115	108	106	114	108	131
Titres	23	23	23	23	24	24	23	19
Créances sur les pouvoirs publics	1.528	1.528	1.529	1.530	1.532	1.533	1.533	1.534
a) <i>créances de compensation</i>	906	906	907	908	910	911	911	912
b) <i>titres d'obligation</i>	622	622	622	622	622	622	622	622
Crédit à l'Etat pour participation au Fonds Monétaire et à la Banque Mondiale	391	391	391	391	391	391	391	391
Autres valeurs actives	113	116	113	122	58	65	84	44
	14.986	15.332	15.697	15.898	16.189	16.698	17.419	17.655

PASSIF								
Billets en circulation	11.928	12.314	12.381	12.343	12.785	12.590	13.036	12.942
Dépôts :								
a) des banques centrales des Länder ...	1.095	589	786	934	442	858	804	792
b) des Administrations de l'Etat : ...	478	941	1.059	1.299	1.816	2.085	2.421	2.660
<i>comptes de contre-valeur de l'Etat</i> .	301	294	313	291	309	269	261	245
<i>autres avoirs</i>	177	647	746	1.008	1.507	1.816	2.160	2.415
c) administrations alliées	362	338	307	297	275	260	244	254
d) autres	96	88	84	34	29	48	17	82
Engagements résultant des transactions avec l'étranger	407	383	368	266	206	210	243	261
Autres valeurs passives	278	337	370	383	294	305	312	322
a) <i>provisions</i>	210	181	181	181	181	182	181	180
b) <i>autres</i>	68	156	189	202	113	123	131	142
Capital social	100	100	100	100	100	100	100	100
Réserves légales et autres	242	242	242	242	242	242	242	242
	14.986	15.332	15.697	15.898	16.189	16.698	17.419	17.655

BANQUE NATIONALE SUISSE

86⁸

(millions de francs suisses)

Rubriques	1955 7 juin	1955 7 juillet	1955 6 août	1955 7 septembre	1955 7 octobre	1955 7 novembre	1955 7 décembre	1956 7 janvier
ACTIF								
Encaisse or	6.150	6.200	6.267	6.268	6.366	6.416	6.561	6.689
Disponibilités à l'étranger	628	725	637	562	580	577	580	570
<i>pouvant servir de couverture</i>	628	725	637	562	580	577	580	570
<i>autres</i>	—	—	—	—	—	—	—	—
Portefeuille effets sur la Suisse	83	101	106	118	118	101	116	137
<i>Effets de change</i>	83	100	103	101	113	101	115	135
<i>Rescriptions de la Confédération Suisse</i>	—	1	3	17	5	—	1	2
Avances sur nantissement	33	64	57	50	58	64	66	50
Titres	46	46	46	46	46	46	46	46
<i>pouvant servir de couverture</i>	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>autres</i>	46	46	46	46	46	46	46	46
Correspondants en Suisse	12	15	11	11	10	11	16	12
Autres postes de l'actif	29	29	30	31	35	46	41	32
Total ...	6.981	7.180	7.154	7.086	7.213	7.261	7.426	7.536

PASSIF								
Fonds propres	47	47	47	47	47	47	47	47
Billets en circulation	4.976	5.089	5.043	5.069	5.136	5.142	5.231	5.287
Engagements à vue	1.805	1.937	1.906	1.813	1.867	1.907	1.985	2.034
<i>Comptes de virements des banques du commerce et de l'industrie</i>	1.191	1.314	1.362	1.353	1.394	1.487	1.506	1.655
<i>Autres engagements à vue</i>	614	623	544	460	473	420	479	379
Autres postes du passif	153	157	158	157	163	165	163	168
Total ...	6.981	7.180	7.154	7.086	7.213	7.261	7.426	7.536

TAUX D'ESCOMPTE DES PRINCIPALES BANQUES D'EMISSION

86⁹

(au 31 décembre 1955)

(en % depuis la date indiquée)

Allemagne	4 août 1955	3,50	Grande-Bretagne	24 février 1955	4,50
Autriche	17 novemb. 1955	5,—	Grèce	1 janvier 1955	9,—
Belgique	4 août 1955	3,— ¹	Irlande	25 mai 1954	3,—
Canada	19 novemb. 1955	2,75	Italie	6 avril 1950	4,—
Congo belge et Ruanda-Urundi	6 avril 1953	3,50 ²	Norvège	14 février 1955	3,50
Danemark	25 mai 1955	6,—	Pays-Bas	7 avril 1953	2,50
Espagne	1 juillet 1954	3,75	Portugal	12 janvier 1944	2,50
Etats-Unis (Federal Reserve Bank of New-York)	18 novemb. 1955	2,50	Suède	19 avril 1955	3,75
Finlande	1 décemb. 1954	5,—	Suisse	26 novemb. 1936	1,50
France	2 décemb. 1954	3,—	Turquie	28 juin 1955	4,50

¹ Taux de traites acceptées domiciliées en banque et warrants. Autres taux, voir tableau 2.

² Taux de traites acceptées domiciliées en banque.

III. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE 1

Situations en milliers de francs suisses or
[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

ACTIF	31 octobre 1955		30 novembre 1955		31 décembre 1955		PASSIF	31 octobre 1955		30 novembre 1955		31 décembre 1955	
		%		%		%			%		%		%
I. Or en lingots et monnayé	635.950	37,8	715.607	41,8	664.170	40,8	I. Capital :						
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	78.003	4,6	50.442	2,9	53.616	3,3	Actions libérées de 25 %	125.000	7,4	125.000	7,3	125.000	7,7
III. Portefeuille réescomptable :	313.490		269.012		268.587		II. Réserves :	20.949	1,3	20.949	1,2	20.949	1,3
1. Effets de commerce et acceptations de banque	41.561	2,5	41.250	2,4	41.207	2,5	1. Fonds de Réserve légale	7.606		7.606		7.606	
2. Bons du Trésor	271.929	16,2	227.762	13,3	227.380	14,0	2. Fonds de Réserve générale	13.343		13.343		13.343	
IV. Effets divers remobilisabl. sur dem.	108.056	6,4	106.496	6,2	95.779	5,9	III. Dépôts (or) :	517.723		587.883		516.335	
V. Fonds à terme, avances et dépôts :	144.740		138.390		142.164		1. Banques centr. p ^r leur compte :						
1. à 3 mois au maximum	63.084	3,8	56.741	3,3	75.750	4,6	a) de 3 à 6 mois	10.336	0,6	10.337	0,6	13.786	0,8
2. de 3 à 6 mois	—	—	—	—	6.442	0,4	b) à 3 mois au maximum	116.452	6,9	150.300	8,8	146.838	9,0
3. de 6 à 12 mois	6.442	0,4	6.442	0,4	12.867	0,8	c) à vue	357.373	21,8	363.079	21,2	291.543	17,9
4. à plus d'un an	75.214	4,5	75.207	4,4	47.105	2,9	2. Autres déposants :						
VI. Effets et placements divers :	330.712		362.110		334.677		a) de 3 à 6 mois	—	—	30.605	1,8	30.606	1,9
1. Bons du Trésor.							b) à 3 mois au maximum	31.003	1,9	31.003	1,8	31.003	1,9
a) à 3 mois au maximum	103.190	6,1	40.906	2,4	58.727	3,6	c) à vue	2.559	0,2	2.559	0,2	2.559	0,2
b) de 3 à 6 mois	58.437	3,5	121.103	7,1	118.177	7,3	IV. Dépôts (monnaies) :	874.368		834.531		822.376	
c) de 6 à 12 mois	15.136	0,9	15.173	0,9	15.343	0,9	1. Banques centrales :						
d) à plus d'un an	31.244	1,9	31.378	1,8	30.685	1,9	a) à plus d'un an	76.132	4,5	75.799	4,4	62.260	3,8
2. Autres effets et placem. divers :							b) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	13.248	0,8
a) à 3 mois au maximum	104.339	6,2	135.088	7,9	83.769	5,1	c) de 6 à 9 mois	13.348	0,8	13.372	0,8	—	—
b) de 3 à 6 mois	719	0,0	1.418	0,1	10.835	0,7	d) de 3 à 6 mois	17.168	1,0	17.192	1,0	39.805	2,4
c) à plus d'un an	17.647	1,0	17.044	1,0	17.141	1,0	e) à 3 mois au maximum	653.142	38,9	646.628	37,8	642.604	39,5
VII. Actifs divers	886	0,1	1.266	0,1	1.705	0,1	f) à vue	94.079	5,6	67.600	3,9	51.439	3,2
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de la Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68.291	4,1	68.291	4,0	68.291	4,2	2. Autres déposants :						
<i>Total actif ...</i>	1.680.128	100,0	1.711.614	100,0	1.628.989	100,0	a) de 3 à 6 mois	—	—	3	0,0	9	0,0
							b) à 3 mois au maximum	3.575	0,2	12.734	0,7	9.192	0,6
							c) à vue	16.924	1,0	1.203	0,1	3.819	0,2
							V. Divers	17.152	1,0	18.315	1,1	19.393	1,2
							VI. Compte de profits et pertes :	3.987	0,2	3.987	0,2	3.987	0,2
							Report à nouveau	3.987		3.987		3.987	
							VII. Provision pour charges éventuelles	120.949	7,2	120.949	7,1	120.949	7,4
							<i>Total passif ...</i>	1.680.128	100,0	1.711.614	100,0	1.628.989	100,0

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne: (voir note 2)					Dépôts à long terme :	228.909		228.909		228.909
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank, et de l'adm. des chemins de fer et bons de l'adm. des Postes (échus)	221.019		221.019		1. Dépôts des Gouvernements créanciers au compte de Trust des Annuités (voir note 3)	152.606		152.606		152.606
2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76.181		76.181		2. Dépôt du Gouvernem. allemand	76.303		76.303		76.303
<i>Total ...</i>	297.200		297.200		Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir ci-dessus)	68.291		68.291		68.291
					<i>Total ...</i>	297.200		297.200		297.200

Note 1. — Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier et les valeurs détenues en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris non plus les fonds et les valeurs détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (Union Européenne de Paiements), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

Note 2. — Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1^{er} avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1952.

Note 3. — Sur le total des dépôts des Gouvernements créanciers au compte de Trust des Annuités équivalant à francs suisses or 152.606.250.—, la Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs suisses or 149.920.380.—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts, le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

IV. — UNION EUROPEENNE DE PAIEMENTS

 88¹

 Tableau résumant la situation financière au début des opérations et à la fin de chaque période comptable
 en millions d'unités de compte — chaque unité équivalant à 0,88867088 gramme d'or fin

ACTIF	Début des opérat. 1-7-1950	A l'issue des opérations pour chaque période comptable								
		Déc. 1951	Jun 2 1952	Déc. 1952	Jun 1953	Déc. 1953	Jun 1954	Déc. 1954	Jun 1955	Oct. 1955
I. Disponibilités.										
a) Montant de l'eng. du gouv. des E.U.A. (\$)	350,0	111,9	123,3	123,3	123,5	123,5	123,5	123,5	123,5	123,5
b) Or en lingots	—	100,3	149,5	153,0	153,0	153,0	153,0	153,0	153,0	251,9
c) Solde du compte courant (dollars)	—	4,6	78,4	96,7	17,1	20,1	174,7	46,2	50,6	3,3
d) Bons Trésor E.U.A. au prix d'achat	—	—	—	—	142,6	177,9	92,4	100,2	72,3	—
II. Soldes init. débit. attribués p^r l'exercice finan. prenant fin le 30-6-1951 et non encore utilisés.	350,0	216,8	351,2	373,0	436,2	474,5	543,6	422,9	399,4	378,7
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise	44,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suède	21,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Royaume-Uni	150,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	215,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
III. Versement d'or dû par le Danemark et différé par décision du 30-6-1952	—	—	1,9	2,6	—	—	—	—	—	—
IV. Crédit spécial ouvert à la Turquie (19-9-50) ...	—	—	—	3,4	—	—	—	—	—	—
V. Prêts consentis à des Parties contract. (19-9-50)										
Danemark	—	38,5	27,0	29,7	40,4	62,5	97,6	97,4	122,7 ^a	115,1
France	—	168,0	270,6	312,0	312,0	312,0	312,0	241,4	148,9	140,7
Islande	—	—	1,8	1,6	1,8	3,4	5,6	4,5	4,6	5,2
Italie	—	—	—	—	12,0	83,9	122,3	116,9	182,7 ^a	165,4 ^a
Pays-Bas	—	23,1	—	—	—	—	—	—	—	—
Norvège	—	9,7	—	16,5	49,7	79,8	89,2	98,6	107,3	111,9
Royaume-Uni	—	539,2	636,0	589,6	530,3	559,4	485,4	343,4	275,9	338,3
Turquie	—	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0
Portugal	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2	0,2
VI. Prêts consentis aux Parties contractantes au titre des sold. init. crédit. attribués à titre de prêt ¹	—	808,5	965,4	979,4	976,2	1131,0	1142,1	932,2	872,3	906,8
Norvège	—	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
Turquie	—	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
	—	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0
VII. Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	565,3	1060,3	1353,5	1393,4	1447,4	1640,5	1720,7	1390,1	1306,7	1320,5
PASSIF										
I. Fonds de roulement	286,3	271,6	271,6	271,6	271,6	271,6	271,6	271,6	271,6	271,6
II. Sold init. crédit. attr. à titre de dons p^r l'exerc. finan. prenant fin le 30-6-1951 et non encore util.										
Autriche	80,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Grèce	115,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Islande	4,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pays-Bas	30,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Norvège	50,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	279,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—
III. Crédits reçus de Parties contractantes (19-9-50).										
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise	—	201,3	201,3	201,3	201,3	201,3	201,3	148,3	162,3	169,0
Allemagne	—	43,3	205,5	239,0	300,0	300,0	300,0	300,0	300,0	300,0
Autriche	—	—	—	15,1	19,3	42,0	42,0	42,0	1,0	2,7
Italie	—	123,0	123,0	94,2	—	—	—	—	—	—
Norvège	—	—	0,6	—	—	—	—	—	—	—
Pays-Bas	—	—	153,1	183,7	213,0	213,0	206,7	181,2	182,8	178,8
Portugal	—	42,0	42,0	38,8	38,5	33,5	29,6	6,5	—	—
Suède	—	111,7	141,7	133,2	121,3	136,6	104,7	40,3	9,0	15,9
Suisse	—	96,0	110,3	117,8	150,0	150,0	150,0	150,0	123,8	111,4
	—	617,3	977,5	1023,1	1043,4	1076,4	1034,3	868,3	778,9	777,8
IV. Créd. reçus de Part. contr. (19-9-50) (hors quota)										
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise	—	140,0	42,6	47,1	34,7	34,8	15,7	—	—	—
Allemagne	—	—	—	—	38,7	160,6	303,8	197,9	233,5	248,1
Autriche	—	—	—	—	—	13,6	30,8	2,0	—	—
Italie	—	16,3	1,9	—	—	—	—	—	—	—
Pays-Bas	—	—	—	—	—	7,6	—	—	—	—
Portugal	—	14,9	9,0	—	11,5	—	—	—	—	—
Suisse	—	—	—	—	4,1	32,5	31,3	17,6	—	—
	—	171,2	53,5	47,1	89,0	249,1	381,6	217,5	233,5	248,1
V. Crédit spécial accordé par l'U.E.B.L. (19-9-50).	—	—	50,0	50,0	40,0	40,0	30,0	30,0	20,0	20,0
VI. Divers	—	0,2	0,9	1,6	3,4	3,4	3,2	2,7	2,7	3,0
	565,3	1060,3	1353,5	1393,4	1447,4	1640,5	1720,7	1390,1	1306,7	1320,5

N. B. — Les intérêts des prêts accordés ou reçus figurent dans la situation ci-dessus. — ¹ Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a attribué à la Norvège un solde initial créditeur de 10 millions d'unités de compte et à la Turquie, un solde initial créditeur de 25 millions d'unités de compte à titre de prêts consentis par l'Union, en vertu de l'article 10 de l'accord en date du 19 septembre 1950. — ² Après exécution des ajustements effectués conformément aux décisions du Conseil de l'O.E.C.E. en date du 30 juin 1952. — ³ Y compris un crédit de 5,7 millions d'unités de compte accordé au Danemark en vertu de l'article 18(a) en date du 19 septembre 1950. — ⁴ Y compris un crédit de 59,7 millions d'unités de compte (juin 1953) et 42,4 millions d'unités de compte (octobre 1955) accordés à l'Italie en vertu de l'article 18(a) en date du 19 septembre 1950.

(millions d'unités de compte)

A — POSITION BRUTE ET POSITION CUMULATIVE NETTE					B — POSITION COMPTABLE CUMULATIVE					
Pays membres (et leurs zones monétaires) *	Position brute Total des excédents ou déficits bilatéraux		Intérêts montant net payé (—) ou reçu (+) par le pays membre	Position nette cumulative au 30 novembre 1955 excédent (+) ou déficit (—) (b+c+d) 1	Position comptable cumulative après exécution des opérations relatives au mois d'octobre 1955 excédent (+) ou déficit (—)	Opérations effectuées au titre du mois de novembre 1955		Position comptable cumulative après exécution des opérations relatives au mois de novembre 1955 excédent (+) ou déficit (—) du pays membre (f+g+h) 1 3	Quotas	« Rallonges » facilités de règlement au delà des quotas crédoeurs (C) ou débiteurs (D) 5
	Excédents (+) b	Déficits (—) c				Ajustements reflétant les versements échelonnés bilatéraux effectués au titre du mois de novembre 1955 (égaux à quatre fois le crédit remboursé) 2	Excédent (+) ou déficit (—) comptable pour novembre 1955 h			
a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k
Autriche	376,0	474,6	+ 2,7	— 95,9	+ 10,8	— 0,5	— 2,7	+ 7,6	168,0	—
U.E.B.L.	1.626,3	812,3	+ 25,6	+ 839,6	+ 675,6	— 6,4	+ 23,0	+ 692,2	864,0 ⁴	—
Danemark	603,2	815,0	— 6,8	— 218,5	— 460,4	{ + 8,0 ⁸ + 13,0 ⁸	+ 8,9	— 430,4	468,0	36,4 D
France	1.192,8	2.002,7	— 24,7	— 834,6	— 582,7	+ 8,2	+ 3,6	— 570,9 ⁹	1.248,0	91,0 D
Allemagne	2.699,7	1.177,8	+ 28,7	+ 1.550,5	+ 2.192,6	{ — 9,7 ⁸ — 13,0 ⁸	+ 19,3	+ 2.189,3	1.200,0	{ 950,1 C ⁶ 350,0 C
Grèce	182,9	463,8	+ 0,0	— 280,9	néant	—	néant	néant ⁹	108,0 ⁴	—
Islande	7,2	33,2	— 0,3	— 26,3	— 20,7	+ 0,1	— 0,1	— 20,7	36,0	3,2 D
Italie	841,4	1.342,1	— 1,4	— 502,1	— 661,5	—	— 33,6	— 695,0	492,0	328,0 D ⁷
Pays-Bas	1.492,5	1.095,3	+ 12,8	+ 410,0	+ 715,4	— 4,1	+ 0,4	+ 711,7	852,0	—
Norvège	467,8	730,1	— 6,7	— 269,0	— 447,8	+ 1,8	— 3,5	— 449,4	480,0	29,6 D
Portugal	274,0	294,5	+ 3,6	— 16,9	— 57,6	—	— 1,9	— 59,4	168,0	—
Suède	844,2	776,8	+ 8,6	+ 76,0	+ 63,8	— 2,9	— 3,5	+ 57,4	624,0	—
Suisse	888,4	561,2	+ 13,6	+ 340,8	+ 445,6	— 2,9	— 5,7	+ 437,1	600,0	250,0 C
Turquie	287,3	637,6	— 6,5	— 356,7	— 330,6	—	— 4,2	— 334,7	120,0	—
Royaume-Uni	2.912,7	3.479,4	— 47,1	— 613,8	— 1.353,2	+ 8,3	— 9,8	— 1.354,8	2.544,0	155,0 D
Totaux ...	14.696,5	14.696,5	+ 95,6 — 93,5	+ 3.216,9 — 3.214,7	+ 4.103,7 — 3.914,4	+ 39,4	+ 55,4 — 64,9	+ 4.095,2 — 3.915,4		

* L'Irlande est comprise dans la zone monétaire du Royaume Uni; le Royaume-Uni comprend, outre ses territoires d'outre-mer, les pays non participants de la zone sterling.

1 La différence entre la position cumulative nette (colonne e) et la position comptable cumulative (colonne i) correspond à l'effet net des facteurs suivants : utilisation de ressources existantes, de soldes initiaux et de ressources spéciales; règlements spéciaux effectués au 1^{er} juillet 1952 dans le cas de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et du Portugal; ajustements et règlements opérés lors du renouvellement de l'U.E.P. le 1^{er} juillet 1954; ajustements effectués à l'ouverture des opérations le 1^{er} août 1955; remboursements initiaux effectués par l'Islande au titre des opérations du mois de décembre 1954; remboursement initial additionnel fait par le Danemark à l'U.E.B.L., au titre des opérations de juillet 1955 et à l'Allemagne au titre des opérations de novembre 1955; versements échelonnés au titre de l'amortissement effectués jusqu'à ce jour, ainsi que les versements spéciaux en or reçus et effectués par l'Union lors des opérations de janvier 1955; solde des montants en or versés par la France et la Grèce au-delà de leurs quotas et remboursables conformément à l'article 10 bis; les trois premiers versements effectués en remboursement du crédit spécial accordé par l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise à l'U.E.P.

2 Ces ajustements n'entraînent aucun versement d'or; ils sont opérés pour maintenir la position comptable cumulative (colonne i) à un montant quadruple de la dette ou de la créance de chaque pays.

3 La position comptable cumulative est égale au quadruple de la dette ou de la créance de chaque pays, sauf dans le cas suivant :

Millions d'unités de compte

Turquie :	quota débiteur utilisé	120,0
	règlement entièrement en or ou en dollars en vertu de l'article 13 (a) au delà de son quota débiteur	214,7

De même : la France et le Portugal ayant préféré régler temporairement en or (ou en dollars) une fraction de leurs déficits comptables qui aurait autrement été réglée par l'octroi de crédits, les montants de crédits effectivement accordés à ces deux pays ne s'élèvent en conséquence qu'à 138,6 millions d'u.c. et 0,2 million d'u.c. respectivement.

4 Le quota effectif de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en tant que crédoeur est de 805,3 millions d'unités de compte. Le quota débiteur de la Grèce est bloqué et considéré comme égal à zéro.

5 Ces facilités de règlement sont utilisables pour 75 % en or et pour 25 % en crédit.

6 Ce montant, qui fait partie de la « rallonge » de l'Allemagne, était nécessaire pour couvrir les excédents venant en dépassement du quota de ce pays à l'ouverture des opérations le 1^{er} août 1955.

7 Outre sa « rallonge », l'Italie dispose d'un crédit spécial de 50 millions d'u.c.

8 Aux termes d'un accord bilatéral additionnel de remboursement et d'amortissement conclu entre le Danemark et l'Allemagne, couvrant un montant total de 26 millions d'unités de compte, le Danemark a accepté d'effectuer un versement initial de 3,25 millions d'unités de compte et d'amortir le solde du montant couvert par l'accord par des versements mensuels échelonnés sur une période de six ans à partir de juillet 1955. Le versement initial et les cinq premiers versements mensuels (juillet à novembre 1955) ont été effectués au titre des présentes opérations et ont entraîné un ajustement correspondant au quadruple du montant de ces versements.

9 Les soldes des paiements 100 % en or effectués par la France et par la Grèce en règlement de déficits au-delà de leurs quotas qui sont recouvrables dans la mesure où chacun de ces pays a des excédents cumulatifs nets pour la période postérieure au 1^{er} août 1955 et en règlement de ces excédents, n'apparaissent pas dans les positions comptables cumulatives.

A la fin du mois de novembre 1955, ces soldes s'élevaient à :

pour la France : 196,2 millions d'u.c.
pour la Grèce : 12,1 millions d'u.c.

TABLE DES MATIERES

STATISTIQUES COURANTES

(Les chiffres précédés de la lettre « p » sont provisoires)

	Tabl.		Tabl.
MARCHE DE L'ARGENT.		PRODUCTION.	
I. — Taux d'escompte et de prêts	2	I. — Production charbonnière et métallurgique ...	55 ¹ et 55 ²
II. — Taux des dépôts en banque et à la Caisse Générale d'Epargne	4	II. — Industrie textile	56 ¹
III. — L'argent au jour le jour	8	III. — Productions diverses	56 ²
IV. — Taux d'escompte des principales banques d'émission	86 ⁹	IV. — Energie électrique	58
		V. — Gaz	59
METAUX PRECIEUX.		CONSOMMATION.	
Cours des métaux précieux	9	I. — Indices des ventes à la consommation.	
		a) Indices des ventes mensuelles	
		base moyenne : 1936 à 1938 = 100	65 ¹
		b) Indices des ventes mensuelles : base moyenne	
		mensuelle 1953 = 100	65 ² et 65 ³
MARCHE DES CHANGES.		II. — Consommation de tabac	66
I. — Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	10 ¹	III. — Abattages dans les 12 principaux abattoirs du pays	67
II. — Cours officiels fixés par la Banque Nationale de Belgique	10 ²	TRANSPORTS.	
MARCHE DES CAPITAUX.		I. — Activité de la Société nationale des Chemins de fer belges :	
I. — Cours comparés de quelques fonds publics	14	a) recettes et dépenses d'exploitation	70 ¹
II. — Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers	15 ¹	b) wagons fournis à l'industrie	70 ²
III. — Mouvement des opérations à la Bourse de Bruxelles	15 ²	c) trafic :	
IV. — Rendement des principaux types de valeurs à revenu fixe	16	1° trafic général	70 ³
V. — Emissions de capitaux en Belgique et au Congo belge :		2° grosses marchandises	70 ³
Tableau rétrospectif	17 ¹	A) ensemble du trafic	
Emissions des sociétés congolaises en juillet 1955		B) service interne belge	
Détail des émissions	17 ²	II. — Activité de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux	70 ⁴
Groupement par importance du capital	17 ²	III. — Mouvement des ports :	
Emissions des sociétés belges en septembre 1955		a) Port d'Anvers	71 ¹
Détail des émissions	17 ³	b) Port de Gand	71 ²
Groupement par importance du capital	17 ⁴	IV. — Mouvement général de la navigation intérieure ...	72
VI. — Emprunts des pouvoirs publics	18	COMMERCE EXTERIEUR.	
VII. — Opérations bancaires du Crédit Communal	19	Nomenclature des sections d'après la classification	
VIII. — Inscriptions hypothécaires	20	type du commerce international (C.T.C.I.)	75
FINANCES PUBLIQUES.		CHOMAGE.	
I. — Situation de la Dette publique	25 ¹	I. — Chômage complet et partiel	81 ¹
II. — Situation des avoirs en effets publics de la Banque Nationale de Belgique	25 ²	II. — Répartition des chômeurs contrôlés par province ...	81 ²
III. — Aperçu de l'exécution des budgets	25 ³	III. — Moyenne journalière des chômeurs contrôlés	81 ³
IV. — Rendement des impôts	26	IV. — Répartition des chômeurs contrôlés par groupe de professions	81 ⁴
REVENUS ET EPARGNE.		STATISTIQUES BANCAIRES ET MONETAIRES.	
I. — Rendement des sociétés par actions belges et congolaises :		I. — Belgique et Congo belge :	
Tableau rétrospectif	30 ²	Situations globales des banques	85 ¹
II. — Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	31	Banque Nationale de Belgique :	
a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Epargne;		Situations hebdomadaires	85 ²
b) Versements inscrits aux comptes des affiliés à la Caisse de Retraite.		Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi :	
III. — Indice trimestriel des salaires	32	Situations mensuelles	85 ³
MOUVEMENT DES AFFAIRES.		Vitesse de circulation de la monnaie scripturale en Belgique	85 ⁴
I. — Activité des Chambres de Compensation	35	Stock monétaire intérieur	85 ⁴
Mouvement du débit		Bilans intégrés des organismes monétaires	85 ⁴
II. — Mouvement des chèques postaux	36	Origines des variations du stock monétaire	85 ⁴
PRIX.		II. — Banques d'émission étrangères.	
a) Indices des prix de gros en Belgique	45 ¹	Situations :	
b) Indices des prix de gros en Belgique et à l'étranger	45 ²	Banque de France	86 ¹
c) Indices des prix de détail en Belgique	46	Bank of England	86 ²
		Federal Reserve Banks	86 ³
		Nederlandsche Bank	86 ⁴
		Sveriges Riksbank	86 ⁵
		Banca d'Italia	86 ⁶
		Bank Deutscher Länder	86 ⁷
		Banque Nationale Suisse	86 ⁸
		Taux d'escompte	86 ⁹
		III. — Banque des Règlements Internationaux, à Bâle ...	87
		IV. — Union Européenne de Paiements :	
		Résumé de la situation financière	88 ¹
		Règlement de la position des pays membres	88 ²

Prix de l'abonnement annuel { Belgique, 250 francs.
Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
